

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LA SUPPRESSION DES ÉCONOMATS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le lundi 10 Juin 1912, à 3 heures du soir

PAR

J.-Marc HÉRAUT

Avocat à la Cour d'Appel de Lyon.



LYON

IMPRIMERIE DE LA REVUE JUDICIAIRE

23, Rue Claudia

—
1912

LA SUPPRESSION DES ÉCONOMATS

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

LA SUPPRESSION DES ÉCONOMATS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le lundi 10 Juin 1912, à 3 heures du soir

PAR

J.-Marc HÉRAUT

Avocat à la Cour d'Appel de Lyon.



LYON

IMPRIMERIE DE LA REVUE JUDICIAIRE
23, Rue Claudia

—
1912

UNIVERSITÉ DE LYON — FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, C. *, I. U, Doyen honoraire, correspondant de l'Institut.

THALLER, *, I. U, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. U, professeur honoraire.

FLURER, I. U, doyen, professeur de Droit civil.

GARRAUD, I. U, professeur de Droit criminel, correspondant de l'Institut.

APPLETON (Charles), I. U, professeur de Droit romain.

COHENDY, O. *, I. U, professeur de Droit commercial.

PIC, I. U, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), I. U, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, I. U, professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, I. U, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, I. U, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND, I. U, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.

BROUILHET, I. U, professeur d'Economie politique.

HUVELIN, I. U, professeur de Droit romain.

LÉVY, I. U, professeur de Droit civil.

GONNARD, I. U, professeur d'Histoire des Doctrines Economiques et d'Economie politique.

BOUVIER-BANGILLON, I. U, professeur de Procédure civile.

BECQ (J.), I. U, secrétaire.

MEMBRES DU JURY :

Président : M. P. PIC, *professeur*.

Assesseurs : MM. J. APPLETON, *professeur*.

R. GONNARD, *professeur*.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions devant être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MES PARENTS

INTRODUCTION

L'avenir du salariat est une des questions, qui divisent le plus profondément les économistes.

Les libéraux voient dans le salariat un régime définitif, dont la supériorité est incontestablement établie par le grand développement, qu'il a pris dans notre société.

Les socialistes le considèrent comme une troisième étape de l'évolution commencée par l'esclavage et continuée par le servage. C'est lui qui permet aux employeurs privilégiés de s'approprier le profit, et de ne laisser aux ouvriers qu'une part insuffisante de richesse. Ils réclament donc sa suppression et son remplacement par un régime meilleur, dans lequel les travailleurs, maîtres des moyens de production, pourront obtenir l'intégralité des produits de leur travail.

Les solidaristes se contentent de préconiser une évolution progressive du salaire, évolution, qui donnerait, sans bouleversement, aux travailleurs la propriété des moyens de production et les élèverait peu à peu au rang d'asso-

ciés par la participation aux bénéfices et l'association coopérative.

Quoi qu'il en soit, et même s'il devait faire place à un mode plus parfait de rémunération, il nous semble certain, que le salaire restera longtemps encore la base des relations entre patrons et ouvriers. Il est donc intéressant d'étudier ce régime et de rechercher, si les graves conflits, qu'il provoque dans le monde du travail, lui sont inhérents ou si on ne pourrait pas les prévenir.

Les relations entre patrons et ouvriers sont régies par le contrat de travail, « par lequel une personne s'engage à exécuter temporairement les travaux rentrant dans sa profession ou son métier, pour le compte d'une autre personne, qui s'oblige en retour à lui payer pendant le même temps un salaire convenu, déterminé par la convention ou l'usage. » (1).

Dans la formation de ce contrat, il y a inégalité de fait entre l'ouvrier isolé, qui ne peut attendre, ni discuter, puisqu'il n'a aucune avance et que le travail employé ne se retrouve plus, et le patron, qui peut choisir entre le grand nombre des bras offerts.

L'Etat doit donc intervenir pour ramener l'égalité et assurer la liberté de chacun dans ces conventions. Pour cela, il doit établir au nom de l'intérêt général des règles impératives limitant les droits des particuliers, et accorder aux parties les droits d'association et de coalition, qui sont les corollaires du principe de la liberté du travail, et qui permettront aux ouvriers d'assurer leur complète indépendance.

(1) P. Pic. Traité élémentaire de législation industrielle, 1909, p. 689.

Ces droits aujourd'hui admis en théorie ne le sont pas toujours dans la pratique ; et certains patrons refusent tout rapport avec les syndicats, estimant que ceux-ci imposent injustement le contrat de travail.

Cependant, en discutant les conditions de ce contrat, les syndicats « ne font qu'user de leur droit ; c'est pour cela, qu'ils ont été créés, pour opposer à la collectivité du capital, représentée par le patron, la collectivité du travail représentée par le syndicat : tant que le patron refusera de se mettre en rapport avec le syndicat, l'ouvrier pourra arguer que le contrat de travail n'est pas un contrat libre » (1).

En effet, la tendance actuelle à la pratique du contrat collectif de travail, dont la pleine validité a été reconnue par la jurisprudence, va permettre aux travailleurs de discuter collectivement et à forces égales les conditions du travail.

L'égalité étant ainsi assurée, l'Etat doit encore la protéger par une réglementation légale du contrat de travail, réglementation, qui ne saurait être excessive sans risquer de gêner le développement industriel, mais, qui doit en tout cas avoir le caractère impératif, sans lequel elle serait de nul effet, puisqu'une clause dérogatoire permettrait toujours au plus fort d'imposer sa volonté au plus faible.

C'est à cette réglementation que se rattachent les mesures destinées à assurer l'exécution des obligations du patron envers l'ouvrier, parmi lesquelles la plus essentielle est le paiement du salaire.

(1) Lambert. Essai sur la protection du salaire, 1897. Introduction, p. IX.

Appartient-il à l'Etat d'intervenir en vue de déterminer le salaire, de lui assurer un taux minimum ? c'est là une mesure importante et discutée, dont le monde ouvrier réclame fortement l'application. Nous ne nous y arrêtons pas ici.

Mais il en est une autre sur laquelle les différentes écoles et l'ensemble des législations semblent s'accorder, c'est celle, qui consiste à introduire dans le contrat de travail certaines prescriptions obligatoires pour le patron et tendant à assurer la protection du salaire, une fois déterminé.

Le salaire « forfait accepté par l'ouvrier aux lieu et place de la part aléatoire de bénéfices lui revenant dans l'association ayant existé ou pu exister théoriquement ab initio, entre son patron et lui » (1), a en effet un caractère alimentaire. Il constitue généralement l'unique ressource, par laquelle l'ouvrier doit assurer son existence et celle de sa famille : il est donc de première nécessité.

C'est pourquoi la protection du salaire est généralement considérée comme légitime. Pour M. Cauwès « la protection du salaire est un devoir de l'État, parce qu'il est dans sa mission de protéger les faibles » (2).

« On comprend que la loi s'occupe du mode de payement des salaires, déclare M. Leroy-Beaulieu. Il y a là une question d'ordre général, qui se rattache à la monnaie. Le législateur doit apporter dans les mesures prises un esprit de circonspection et de tact pour n'empêcher aucune combinaison inoffensive, aucune convention reposant sur la volonté reconnue complètement libre et consciente des

(1) Pic, op. cit. p. 678.

(2) Cauwès. Cours d'Economie Politique. — 1893. T. III, p. 89.

parties : mais, quand un système a été constaté comme généralement dolosif, il n'y a pas d'abus à l'interdire » (1).

La protection du salaire par le législateur est en effet nécessaire pour assurer à l'ouvrier, une fois le contrat passé, le payement intégral et régulier du salaire convenu. C'est dans ce but qu'on a établi les différentes prescriptions relatives à l'interdiction du payement en nature, à l'époque et au lieu du payement, prescriptions, dont il faut rapprocher celles destinées à garantir le salaire soit contre le patron et ses créanciers, soit contre les créanciers de l'ouvrier.

La réglementation en France s'est occupée du payement des salaires en nature : et jusqu'en 1909, ce mode de payement n'avait rien d'illicite. En fait, il est couramment pratiqué, dans la plupart des pays, pour les domestiques attachés à la personne et les ouvriers agricoles, qui sont logés et nourris et reçoivent en argent le complément de leur salaire.

Il est au contraire généralement interdit par les différentes législations, en ce qui concerne les ouvriers et employés de l'industrie.

On peut expliquer ce fait en disant qu'on admet généralement que le salaire des ouvriers agricoles et gens de service se composera de deux éléments : l'un payable en argent, l'autre payable en nature ; alors que celui des ouvriers de l'industrie devra être intégralement soldé en argent.

Mais comme les industriels sont souvent portés à

(1) P. Leroy-Beaulieu. Traité d'Economie Politique, 1900. T. II, p. 503.

enfreindre ce dernier principe et à rémunérer leurs ouvriers par des prestations en nature, la plupart des législations ont été amenées à interdire de façon absolue ce mode de payement des salaires dans l'industrie.

« La portée de ce principe, écrit M. Cabouat, que le salaire doit être payé en argent n'est pas de lui assigner un objet nécessairement pécuniaire, ni de limiter le pouvoir des parties de fixer; comme elles l'entendent, la rémunération du travail, mais seulement de régler le mode de payement et d'assurer l'exécution loyale des engagements. Donc, lorsque le montant des salaires aura été fixé en argent, il devra être payé de même. Défense au patron de se libérer par une dation en payement consistant en marchandises ou en tout autre valeur : ce payement irrégulier, eût-il été accepté, sera déclaré nul comme entaché de pression. » (1).

Cette explication, qui suppose que, pour les ouvriers agricoles, la rémunération en nature est stipulée dans le contrat de travail, alors qu'elle ne l'est pas pour ceux de l'industrie, repose sur une base fragile : car le contrat de travail n'est généralement pas établi de façon expresse, il est tacite, et une telle distinction ne saurait y être prévue.

Il nous semble préférable de rechercher la cause de cette différence dans la nature même du salarié.

Le domestique et l'ouvrier agricole vivent avec leur maître : ils partagent sa nourriture et son logement. Pour eux, le payement en nature devient une nécessité, dont des conditions de vie commune corrigent les défauts ;

(1) Cabouat. De la réglementation législative des salaires. Revue critique, 1894, p. 221, 2.

d'autre part, dans les exploitations agricoles, la rareté de la main-d'œuvre oblige le patron à compter avec l'ouvrier dont il a besoin.

Au contraire, dans l'industrie, et particulièrement dans la grande industrie, il n'existe aucune communauté de vie entre patrons et ouvriers, et la situation d'infériorité de l'ouvrier isolé par rapport à l'industriel n'est pas contestable. Il arrive alors que le payement des salaires en nature donne lieu à des pratiques malheureuses, constatées d'abord et surtout en Angleterre, où on les a désignées sous le nom de truck-system.

Le système du troc consiste dans l'échange des services de l'ouvrier contre les marchandises du patron. L'ouvrier ne recevant jamais d'argent et ne pouvant que difficilement troquer les marchandises reçues contre les produits, dont il a besoin, reste sous la dépendance du patron.

D'autre part le truck-system favorise la fraude, car il est difficile d'estimer une marchandise à sa réelle valeur.

Il permet alors au patron d'augmenter son bénéfice en réduisant le salaire de l'ouvrier d'une manière indirecte.

Le truck-system s'est manifesté en France sous la forme particulière des « économats », magasins de vente, créés et administrés par les employeurs à l'usage de leurs ouvriers et employés, et quoique parmi les économats, il en existe de bons, à caractère philanthropique, dans lesquels les intérêts des ouvriers sont réellement et avantageusement sauvegardés, la législation française a prononcé leur suppression. Le parlement a estimé que cette mesure radicale était indispensable à la poursuite efficace des abus du Truck-system et à leur complète disparition. Il a d'autre part considéré que les bons

économats présentent eux-mêmes certains inconvénients, qui légitiment leur condamnation.

Nous nous proposons ici d'étudier cette question, qui, après de longues et vives controverses, vient d'être enfin solutionnée.

Nous examinerons d'abord le développement et le fonctionnement des *économats*, puis leurs avantages et leurs inconvénients. Nous verrons ensuite quels ont été leurs rapports avec leur clientèle ouvrière et le commerce local, donnant une attention particulière aux *économats* des Compagnies de chemins de fer. Enfin, après avoir passé en revue les principales législations étrangères en ce qu'elles concernent notre sujet, nous nous occuperons de la législation française et de l'évolution qui l'a amenée à supprimer les *économats* par la loi du 25 Mars 1910.

La législation française sur les *économats* est constituée, en outre de la loi du 25 Mars 1910, qui les interdit, par l'art. 4 de la loi du 12 janvier 1895 sur la saisie arrêt des salaires et petits traitements, et par la loi du 7 décembre 1909, sur le payement des ouvriers et employés.

Ces lois ont été comprises dans la codification des lois ouvrières, promulguée le 28 décembre 1910.

Elles font actuellement partie du Livre I du Code du Travail.

L'art. 4 de la loi du 12 janvier 1895 est devenu l'art. 50 du Code du Travail (chap. III : des retenues sur le salaire).

Pour la loi du 7 décembre 1909, ses art. 1, 2, 3 constituent respectivement les art. 43, 44, 45 du Code du Travail (section I du chap. II. Mode de payement des

salaires), son art. 4 constitue les art. 104 et 107 du Code du Travail (pénalités.) Ses art. 5 et 6 n'ayant plus aucun intérêt ont disparu.

Pour la loi du 25 mars 1910, ses art. 1, 2, 3 constituent les art. 75, 76, 77 du Code du Travail (chap. V des économats) et son art. 4, les art. 105 et 107 (pénalités) du Code du Travail.

C'est sous leur nouvelle forme que nous considérerons les dispositions légales sur les économats, lorsque nous les citerons au cours de cette étude.

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER.

Définitions de l'Economat.

ORIGINE DU MOT : Dans le droit canonique, le mot : économat s'applique à la fonction exercée par le titulaire de l'administration financière d'une mense épiscopale.

Actuellement l'économe est celui qui, dans un établissement important, est chargé d'assurer le ravitaillement, passer les marchés, recevoir les livraisons, s'occuper de l'entretien du matériel...

Le mot : économat désigne cette fonction, et par extension les locaux utilisés par l'économe.

On a appelé : économat, par analogie, le service, qui dans une entreprise ou une usine, assure le ravitaillement des ouvriers et employés, ainsi que les magasins annexés à l'usine et affectés à ce service.

DÉFINITIONS : Les économats se présentent, suivant les circonstances, sous des formes très différentes ; on en a donné de nombreuses définitions.

Les unes ne s'attachent qu'au caractère philanthropique de l'institution, et ne peuvent être appliqués aux nombreux économats qui n'ont pas ce caractère.

M. Brice : « Les économats sont des institutions, par lesquelles le patron se charge de préserver l'ouvrier des prix trop élevés du détail et lui procure, à des prix avantageux, les objets de consommation dont il a besoin (1).

Cependant, dans certains économats, les prix des denrées sont supérieurs à ceux du commerce de détail et par conséquent peu avantageux pour l'ouvrier.

M. Cheysson : « L'économat est un magasin ouvert dans l'intérêt exclusif des ouvriers (2) ».

Beaucoup d'économats sont au contraire ouverts dans l'intérêt exclusif du patron.

Enfin, la définition de M. Cabouat : « les écono-

(1) Hubert Brice. Les Institutions patronales, 1895.

(2) Cheysson. Rapport sur les Institutions patronales à l'exposition de 1889.

mats sont des institutions de patronage organisées en vue de débiter, au prix de revient ou du moins sans bénéfices, les denrées de première nécessité (1)».

Mais de nombreuses protestations ouvrières se sont élevées contre les bénéfices exagérés faits par les économats.

D'autres définitions, au contraire, relèvent surtout les inconvénients des économats, et de ce fait sont inexactes.

Telle est celle de M. Léon Jacques : « L'économat est un magasin sous la dépendance, soit financière, soit administrative, d'une entreprise industrielle, et qui fournit à crédit aux ouvriers de celle-ci les objets nécessaires à leur entretien, le paiement s'opérant par des retenues sur les salaires (2) ».

Analogue est celle donnée par M. Zévaès dans son rapport à la Chambre. C'est « un magasin annexé à une entreprise industrielle ou de transport, placé sous sa dépendance, fournissant à crédit aux ouvriers et employés de cette entreprise les objets, marchandises et denrées nécessaires à leur entretien, et s'en assurant le paiement à l'aide de retenues sur les salaires (3) ».

La vente à crédit, la retenue sur les salaires, quoique généralement pratiquées par les économats, ne leur sont pas inhérentes.

(1) Cabouat. Op. cit., p. 224.

(2) Léon Jacques. Les Economats patronaux, thèse, 1903, p. 13.

(3) *Journal Officiel*. Chambre. Documents annexes n° 899. S. O. 30 mai 1907.

De sorte que ces définitions, exactes appliquées à certaines formes particulières d'économats, sont inexactes, si on leur donne un caractère de généralité. Or, il faut rechercher une définition générale, si on veut qu'elle soit conforme aux idées de la législation.

Celle-ci a, en effet, visé non seulement l'économat proprement dit avec tous ses caractères spécifiques bons ou mauvais, mais tout fait d'économat, c'est-à-dire toute vente de marchandises faite par un employeur à son employé.

Il faut donc préférer la définition de M. Lambert : « Les économats sont des magasins patronaux où l'ouvrier trouve les choses nécessaires à son existence, par exemple à son alimentation ou à son habillement (1) », ou mieux encore celle, que M. Guillaume Poulle, rapporteur de la proposition de loi sur les économats, a donné au Sénat et que nous adopterons : « Juridiquement, l'économat doit être défini le magasin créé et administré par l'employeur, où il vend directement ou indirectement à ses ouvriers ou employés des denrées et marchandises de quelque nature que ce soit (2) ».

On désigne généralement, par économat, le magasin, dans lequel le patron effectue habituellement la vente de marchandises en détail à ses ouvriers, mais, d'après la législation, on doit faire rentrer sous la

(1) Lambert. Op. cit., p. 63.

(2) *Journal Officiel*. Sénat. Doc. ann. n° 251. S. E. 23 novembre 1909.

dénomination générale d'économats de simples faits de vente par le patron à ses ouvriers, en l'absence même d'un magasin régulièrement et habituellement installé.

CHAPITRE II.

Le Développement des Economats.

Les économats prennent naissance dans la concentration industrielle.

Le développement de la grande industrie provoque dans les classes ouvrières des crises, qui rendent difficile l'existence des travailleurs : c'est pour remédier à leur situation précaire, que l'on crée des économats.

Mais il arrive que certains patrons saisissent le prétexte de ces institutions philanthropiques pour constituer des magasins, où ils exploitent à leur profit, sous des apparences généreuses, la situation de leurs ouvriers. L'économat ainsi déformé n'est plus alors qu'une manifestation du truck system ; et le législateur est obligé de prendre des mesures sévères pour empêcher de telles pratiques.

C'est en Angleterre, qu'apparurent les premiers éconòmats, car c'est là que se forma tout d'abord la grande industrie.

En France, en effet, ce n'est guère qu'au xvi^e siècle, que l'industrie à domicile, où l'artisan, travaillant pour le compte d'un entrepreneur, n'est cependant pas sous sa dépendance immédiate, fait place à l'industrie manufacturière, qui réunit, sous l'autorité d'un patron unique, un certain nombre d'ouvriers et amène l'apparition du régime du salariat.

Et l'industrie manufacturière n'entraîne pas encore la concentration industrielle.

Elle est favorisée par l'Etat: Colbert, qui peut être considéré comme le père de l'industrie en France, crée des manufactures royales, institue des monopoles de fabrication, subventionne certains industriels et même certains ouvriers habiles, qui doivent en retour enseigner leur art dans les régions où on les a attirés. Mais ces faveurs sont réparties dans les localités, où existent des éléments nécessaires, de sorte que le développement de l'industrie manufacturière n'entraîne pas d'importants déplacements de la population ouvrière et ne compromet pas son approvisionnement et son alimentation, comme pourrait le faire l'encombrement rapide dans certaines agglomérations.

La nécessité d'institutions comme les éconòmats ne se faisant pas sentir, leur apparition est retardée. Elle l'est d'autant plus que, par suite de la survivance de l'industrie corporative, chaque profession est rigoureusement réglementée. Un même individu ne

peut exercer son activité en dehors de sa profession et ne peut donc y joindre un commerce d'alimentation, sans s'attirer les rigueurs des règlements corporatifs.

D'autre part, les compagnons et apprentis vivent avec le maître, qui leur donne le logement et la nourriture ; et le paiement des salaires en marchandises se trouve limité, car les corporations ne manqueraient pas de réprimer les abus : elles n'admettent pas qu'un ouvrier reçoive du patron une quantité d'un même produit supérieure à celle de sa consommation probable. Il y eut cependant des abus, puisqu'en 1293 une ordonnance du prévôt des marchands de Paris défend aux patrons d'user de contrainte pour obliger leurs ouvriers à recevoir en paiement de leurs salaires des denrées cotées à des prix manifestement exagérés.

L'intervention de l'économat, qu'elle soit bienfaisante et assure le bon marché des denrées, qu'elle soit au contraire mauvaise, et permette de diminuer indirectement le salaire par une élévation du prix des marchandises remises à l'ouvrier par le patron, était à cette époque tout à fait superflue.

Le bon marché des denrées était directement imposé par les municipalités, qui réglementaient les prix ou établissaient un maximum. Les diminutions de salaire étaient ouvertement décidées par les maîtres après une entente dans la corporation.

Le taux des salaires était extrêmement bas : « la théorie du salaire de l'époque était d'ailleurs bien faite pour entretenir cette situation. On professait

que l'ouvrier s'efforçait d'autant plus d'augmenter son salaire, que celui-ci était plus bas. Leseul moyen d'accroître ce salaire étant de fournir plus de travail, on en concluait que plus bas serait le salaire, plus grande serait la quantité de travail donnée par l'ouvrier. On ne s'inquiétait nullement du rôle que pouvait jouer l'alimentation. Bien au contraire : quand le travailleur gagnait beaucoup, disait-on, il prenait des habitudes de bien-être, il perdait son entraînement au travail, son effort devenait moindre. Un patron n'aurait donc plus rien à reprendre sur le gain de l'ouvrier, s'il eut voulu le faire avec un magasin d'alimentation (1) ».

Cet état de choses dura du ^{xvii}^e siècle jusqu'à la seconde moitié du ^{xviii}^e siècle.

A ce moment, l'invention du métier à filer, qui deviendra bientôt un tissage mécanique, provoque en Angleterre une révolution industrielle, dont les répercussions se font sentir à l'étranger, particulièrement en France. Les fabriques, les usines sont construites dans le voisinage des cours d'eau, dont elles empruntent la force motrice : il se forme ainsi des agglomérations importantes dans des régions désertes.

Puis la machine à vapeur de Watt, utilisée pour la première fois dans un tissage de coton en 1785, est presque universellement substituée au moteur hydraulique.

L'industrie se concentre alors près des mines de

(1) Léon Jacques. *Op. cit.*, p. 21.

houille, et, comme en Angleterre la houille abonde, le mouvement industriel y prend rapidement un essor considérable. Il provoque une augmentation surprenante de population, de sorte que les classes ouvrières, d'abord favorisées par le développement de l'industrie, vont être atteintes par un abaissement général du taux des salaires, conséquence naturelle de l'abondance de la main-d'œuvre.

Comme, d'un autre côté, les ressources en denrées alimentaires deviennent insuffisantes, le prix de la vie augmente et la condition des travailleurs est des plus misérables.

C'est ainsi que se pose, pour les patrons, le problème difficile d'assurer l'existence de ces malheureux, qui, ne gagnant presque rien, doivent acheter à des prix exorbitants les subsistances les plus nécessaires,

Il leur vint l'idée d'annexer à leurs établissements des magasins, dans lesquels ils déposeraient des marchandises achetées en gros, qu'ils revendraient ensuite au détail, ce qui leur permettrait de satisfaire à meilleur compte aux besoins les plus essentiels de leurs ouvriers.

C'est donc sous la pression de circonstances impérieuses, que sont créés les économats, et, quoique pour éviter des mouvements de fonds, les patrons retiennent le montant des fournitures ainsi faites sur les salaires, dont ils absorbent la plus grande partie, les masses ouvrières accueillent avec joie ces institutions, qui vont assurer avantageusement une existence souvent bien précaire.

Conçue dans un but généreux, la pratique des économats ne tarda pas être faussée ; la tentation était trop forte pour certains patrons de spéculer sur la vente faite aux ouvriers, en évaluant les marchandises fournies à un prix supérieur au prix réel et en obligeant ceux-ci à en prendre de trop grandes quantités. Avec les magasins patronaux apparurent les abus du *truck-system*.

Ce, qui se produisit en Angleterre dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, ne devait s'accomplir en France qu'au cours du XIX^e. La transformation industrielle ne pouvait rester confinée à l'Angleterre, mais elle y avait été beaucoup plus rapide que dans les autres nations. Les progrès du machinisme, plus tardifs et plus lents en France, produisirent bien les mêmes effets, mais de façon moins brutale.

Dans notre pays, les besoins des ouvriers étaient peu développés : ceux-ci se contentaient d'une nourriture très simple, ne buvaient pas de vin, ne mangeaient que peu de viande.

Aussi les premiers magasins patronaux ne fournissent que les denrées élémentaires : ils vendent du pain, des légumes, du combustible. Quant aux vêtements, ils sont confectionnés dans la famille. Puis, peu à peu, le développement de l'industrie amène le développement des Economats.

PREMIÈRE PÉRIODE : 1840-1854

C'est dans le Nord qu'on trouve les premiers exemples de magasins patronaux.

L'introduction des métiers à la Jacquart dans l'industrie drapière réunit plus de dix mille ouvriers à Elbeuf, en 1848. Comme les denrées sont très chères dans le pays, certains fabricants achètent du riz en grosse quantité et le revendent à prix coûtant à leurs ouvriers. Mais ceux-ci, qui cependant bénéficient de l'opération, crient à l'accaparement et empêchent aux fabricants de continuer leur vente.

Des tentatives analogues échouent pour les mêmes raisons.

A Munster, en 1850, les filatures et tissages emploient trois mille ouvriers : pour améliorer leur sort, les patrons organisent une boulangerie à l'usage des familles nombreuses ; ils établissent des réfectoires, dans lesquels les ouvriers peuvent déposer, réchauffer et prendre leurs aliments. Trois cents litres de soupe y sont distribués chaque jour au prix de revient.

A Guebwiller, dans la même région, les patrons d'une filature de coton occupant trois mille ouvriers suscitent la création de Sociétés de consommation : ils avancent les fonds, organisent l'administration, puis s'effacent et laissent les ouvriers assurer par eux-mêmes la marche de la Société. On s'y occupe surtout de boulangerie : le bois, la farine, les légumes sont achetés en gros et revendus au prix de revient. En 1851, la même Société comprend trois cent cinquante-quatre familles, soit dix-huit cents individus. Le paiement est fait par retenue sur les salaires effectuée à l'aide d'un livret.

Ces Sociétés ne diffèrent des Sociétés coopératives

de consommation que par les avances de fonds faites par le patron.

A Bischwiller, un fabricant est sollicité par ses ouvriers de monter un magasin de denrées pour la consommation courante. Déçu par de précédentes expériences, il refuse, mais leur offre d'avancer les fonds avec lesquels ils pourront réaliser leur idée. La boulangerie ainsi organisée réussit très bien.

L'action patronale se manifeste d'autre façon à la filature de Vesserling, où un contrat passé par le patron avec les boulangers de la localité leur garantit le paiement par une retenue sur les salaires, moyennant de leur part une réduction de prix et le droit pour le patron de contrôler la qualité.

En 1855, dans le règlement d'administration intérieure des carrières du centre d'Angers, on relève cet article : « Les carrières aviseront à mettre sur chaque établissement à la disposition des ouvriers, du vin, des aliments de bonne qualité et autres fournitures, qui seront distribuées à prix coûtant. En conséquence, il est interdit aux ouvriers d'établir aux environs des carrières des dépôts de boissons désignés sous le nom de « cambuses », où le vin se distribue sans mesure ni contrôle, et où les ouvriers, en dehors de toute surveillance, sont exposés à de dangereuses excitations (1) ».

Cependant à côté de ces heureuses manifestations de la bienveillance patronale, qui, au profit de l'ouvrier, supplée à l'insuffisance ou à la cherté des marchandises, il se produit des abus.

(1) Léon Jacques. Op. cit., p. 31.

A Bar-le-Duc, certains fabricants contraignent leurs ouvriers à recevoir en marchandises une partie de leur salaire, et ils leur donnent ainsi à des prix exagérés des fournitures superflues, que ceux-ci sont obligés de revendre ensuite avec perte.

Mais à part quelques faits de ce genre, on constate à cette époque un mouvement général en vue d'améliorer la condition matérielle et morale des travailleurs.

Les patrons n'hésitent pas à sacrifier leur temps, à accorder l'appui de leur crédit et de leurs fonds à des institutions de bienfaisance : si les caractères de ce généreux élan ne sont pas encore bien définis, on peut cependant se rendre compte qu'il existe déjà des germes de ce qui sera plus tard : le patronage.

DEUXIÈME PÉRIODE : 1854-1889.

Les faits isolés que nous avons signalés, et qui, sous des formes différentes, se rattachent à cette idée générale, que le patron n'a pas accompli tout son devoir quand il a payé le salaire de ses ouvriers, mais qu'il doit encore s'intéresser à leur situation et l'améliorer, ces faits deviennent plus fréquents et commencent à se manifester d'une façon plus coordonnée.

C'est le moment, où Le Play, rappelant les coutumes d'autrefois, donne à des aspirations un peu vagues une forme mieux définie. Il édifie un programme, fonde une école et devient ainsi le père du

patronage, conséquence du progrès de l'industrie et de la richesse.

« Le patronage, pour Levasseur, consiste dans l'assistance, qu'un chef d'industrie procure à son personnel pour lui rendre, en dehors de l'atelier, la vie plus facile ou plus agréable. Il s'applique le plus souvent au logement, à la fourniture d'objets de consommation, à des œuvres de prévoyance, de secours, de récréation, à l'instruction des enfants. Il ne convient guère qu'à la grande industrie : les patrons y ont intérêt. Quand les ouvriers d'une profession savent qu'ils trouveront dans telle manufacture des commodités d'existence, ils sont portés à venir y offrir leur travail et ils y restent volontiers, quand ils y sont venus » (1).

Ce n'est, en effet, que dans la grande industrie, que des patrons ayant des ressources étendues pourront appuyer sur un personnel considérable et des entreprises permanentes des institutions de longue durée.

Les idées préconisées par Le Play imposent de nouveaux devoirs aux chefs d'entreprise : « Le patron n'a pas rempli tous ses devoirs, quand il se contente de payer à l'ouvrier un salaire équitable. On veut qu'il s'occupe de sa direction morale ou au moins de son bien-être matériel : par des agencements économiques, le patron doit lui faciliter l'existence, l'utile et l'efficace emploi de son salaire... il s'acquitte ainsi d'un devoir moral et social » (2).

(1) E. Levasseur. *Salariat et Salaires*, 1909, p. 365.

(2) P. Leroy-Beaulieu. *Economiste français*, 15 juin 1907, p. 881.

On espère réaliser par là « l'harmonie sociale ». Les ouvriers, que leur faiblesse, leur imprévoyance et leur ignorance laissent dans la misère, verront leur existence assurée, améliorée : ils reporteront sur les patrons la reconnaissance de ces bienfaits. C'est pourquoi Le Play propose de leur accorder « des subventions de toutes sortes », qui doivent consister en denrées de toutes natures, et qui seront distribuées par les magasins patronaux. Ces subventions sont dues par le patron, qui monte une usine, car en groupant une collectivité ouvrière, celui-ci en assume la responsabilité : si un événement imprévu vient à troubler le cours des choses, le patron ne doit pas laisser sans ressources ceux qu'il employait. Le Play va jusqu'à se demander « si l'on ne devrait pas assimiler aux établissements dangereux les usines, dont les fondateurs ne pourraient offrir quelques garanties à la population » (1).

Pour écarter les difficultés, qui commencent à apparaître à l'horizon, beaucoup de patrons vont mettre en pratique ces principes, ils vont multiplier les institutions philanthropiques. Le succès semble couronner leurs efforts.

A l'exposition de 1867, le développement des institutions patronales bat son plein. Sur la proposition de Le Play, commissaire général de l'exposition, une section spéciale est établie, comprenant tout ce qui a pour but de fournir à la population ouvrière les moyens d'améliorer sa condition physique et morale.

(1) Le Play. La réforme sociale, p. 194.

Des récompenses sont accordées, et on remarque qu'il a été créé beaucoup d'économats, dont l'utilité n'est pas contestée. Le président de la section conclut son rapport en disant : « Nous espérons fermement que l'exposition de 1867 fera comprendre universellement l'utilité manifeste des combinaisons que l'initiative des patrons ou celle des ouvriers a fait naître récemment dans cette direction : utilité matérielle évidente, car la vente au détail, dernier anneau de la série des intermédiaires, apporte, au consommateur le plus pauvre, l'objet parvenu à son prix le plus élevé, tandis que les combinaisons, dont nous parlons, font profiter de tous les avantages des achats en gros, ceux qui ne peuvent consommer qu'en petit : utilité morale non moins certaine, car les mêmes combinaisons ayant toutes pour principe l'achat au comptant, la consommation à l'intérieur du ménage, elles ont toutes pour effet de faire sortir des dettes l'ouvrier et de le faire rentrer dans la famille » (1).

L'économat, en même temps qu'il procure à l'ouvrier une nourriture plus saine et plus variée, l'arrache au cabaret.

D'autre part, les économats se perfectionnent, ils augmentent la variété de leur approvisionnement, ils vendent toutes les denrées de consommation courante.

En 1855, celui de la Compagnie des chemins de fer d'Orléans est créé à Ivry : il fait toutes ses four-

(1) Léon Jacques, *Op. cit.*, p. 38 (Rapport Cochin).

nitures à des prix inférieurs à ceux du commerce de détail.

Par les économats, un véritable changement a été opéré dans les mœurs : les ouvriers se nourrissent mieux : la consommation est plus saine et plus variée.

L'exemple d'économat le plus remarqué à l'exposition de 1867 est celui de la maison Japy, à Beaucourt (Haut-Rhin) ; une boulangerie et une meunerie économiques y sont annexées depuis 1845 ; on y ajoute, en 1854, un magasin d'épicerie et de comestibles. Ainsi constitué, l'économat vend des légumes, du pain, de la farine, du sucre, du beurre. . . . On y pratique la vente à crédit et la retenue sur les salaires.

Le mouvement, que nous venons de constater en France, se manifeste aussi à l'étranger.

En Autriche, vers 1875, trois cent quatre-vingts établissements d'alimentation annexés aux fabriques alimentent quarante-sept mille ouvriers.

En Belgique, le magasin d'approvisionnement de la Société des mines de Bleyberg fournit aux ouvriers des denrées alimentaires à prix réduits, dont il retient le prix sur les salaires.

En Allemagne, aux mines d'Eschweiler, près d'Aix-la-Chapelle, un magasin de denrées alimentaires et une boulangerie sont ouverts aux ouvriers, qui s'y approvisionnent à des conditions avantageuses.

On pourrait signaler de nombreux exemples en Suisse et en Suède (1).

(1) Lansard. Les Economats, thèse 1908, p. 32.

Aussi bien en France qu'à l'étranger, à côté des Economats, sont fondées d'autres institutions dues à l'initiative et à la générosité des patrons : maisons ouvrières à bon marché, crèches, institutions d'épargne, de secours..... On considère qu'un chef d'industrie ou d'entreprise doit faire entrer dans ses frais généraux les dépenses de patronage.

« Quand de grandes compagnies font en faveur de leurs agents des sacrifices qui représentent 10, 15, 20 p. 100 des salaires, elles en retrouvent une partie, car elles ont à prix égal des services meilleurs (1). »

Beaucoup de grandes compagnies, de grandes industries ont des économats : ceux des forges et aciéries de Wendel, créé en 1870, de la compagnie des chemins de fer de l'Ouest, en 1875, de la fabrique de chocolat Menier à Noisiel, de la compagnie des mines de Blanzzy. Cette dernière fait de gros sacrifices pour son économat, elle dépense pour lui plus de soixante-cinq mille francs.

Le développement des économats entraîne quelques abus : certains patrons, sous le couvert du patronage, exploitent leurs ouvriers et par leurs magasins réalisent d'énormes bénéfices. Ces abus fréquents, surtout en Angleterre, jettent un certain discrédit sur l'institution, lorsqu'on constate leur apparition. Des hommes aux idées préconçues sèment des germes de défiance parmi les populations ouvrières. Les abus sont présentés comme inhérents à l'écono-

(1) Colson. Cours d'économie politique, 1901, p. 578.

mat, qui n'est plus alors qu'un moyen pour le patron de restreindre le salaire à son profit.

Les esprits deviennent rapidement hostiles à l'institution et le législateur doit intervenir contre les abus.

TROISIÈME PÉRIODE : DEPUIS 1889.

A l'exposition de 1889, il existe, comme à celle de 1867, un groupe d'Economie sociale, dans lequel les institutions patronales tiennent une place importante.

M. Cheysson, qui est rapporteur de cette section, constate cependant dans son rapport un certain ralentissement dans le développement du patronage. Les patrons, rebutés par l'indifférence ou l'hostilité de ceux qu'ils veulent favoriser, découragés par les déboires, hésitent, puis délaissent le patronage.

D'un autre côté, les ouvriers veulent échapper à l'influence patronale ; « l'ouvrier est émancipé et ne souffrirait plus aujourd'hui que, même pour lui faire du bien, on portât la moindre atteinte à son indépendance, dont il est fier et jaloux (1) ». Les ouvriers considèrent les institutions patronales comme une atteinte à leur indépendance, comme une exploitation déguisée. Ils ne croient pas à la générosité désintéressée du patron.

Cependant les disciples de Le Play continuent à

(1) Cheysson. Communication à la Société d'Economie sociale, 13 juin 1889.

célébrer les mérites de l'économat : pour eux, les commodités qu'il donne sont toujours une nécessité pour le peuple. Il est un avantage pour l'ouvrier, dont il améliore la situation, et un avantage pour le patron, auquel il permet de s'attacher un personnel stable et fidèle et de lutter contre la concurrence.

Au point de vue de la paix sociale, on constate que les institutions patronales n'ont pas amené, comme on l'espérait, la bonne harmonie entre employeurs et employés. Il y a certainement eu, de la part des patrons, de l'ingérence et des abus, et très souvent le législateur a dû intervenir.

En France, après 1889, la décadence des économats ira en progressant, d'autant plus vite que le prestige de cette institution sera éclipsé par celui des coopératives naissantes.

A Blanzv, par exemple, où fonctionnait un économat très important, douze boulangeries et une boucherie coopératives font d'excellentes affaires.

L'enquête faite par les soins de l'Office du Travail, en 1908, auprès des organisations patronales et ouvrières est significative : les ouvriers sont nettement hostiles aux économats, qu'ils accusent de les exploiter ; les patrons défendent mollement une institution à laquelle ils ne portent plus grand intérêt.

C'est que depuis longtemps les patrons philanthropes sont découragés par l'attitude hostile de la classe ouvrière, et ne demeurent partisans des économats que ceux qui ont un intérêt réel à leur maintien, c'est-à-dire ceux qui s'en servent pour tirer indirectement profit des fournitures en mar-

chandises qu'ils font à leurs ouvriers. La plupart des économats n'étant plus qu'une forme du truck-system : l'intervention du législateur s'imposait impérieusement ; il estima nécessaire leur suppression, et c'est en 1912 que doit officiellement disparaître cette institution, qui avait donné de si belles espérances.

CHAPITRE III.

Le Fonctionnement des Economats.

Les économats ont pour but de fournir aux ouvriers les denrées et marchandises nécessaires à la vie.

Nous avons compris, dans leur définition, tout fait de vente par l'employeur à l'employé ; cependant, on désigne plus généralement par économat le magasin patronal à l'usage des ouvriers, qui y achètent à crédit et y laissent en paiement une partie de leur salaire, retenue par le patron. Nous allons étudier le fonctionnement de cette forme d'économat, qui est la plus courante et se rencontre surtout dans la grande industrie, car il faut que l'établissement ait un personnel nombreux, pour que l'économat puisse avoir une clientèle suffisante. C'est dans les régions mal approvisionnées, qu'on la trouve aussi; lorsqu'un

industriel installe une usine dans un pays inhabité, les ouvriers qu'il y attire sont obligés de faire de longs parcours pour aller aux provisions ; et pour assurer plus commodément leur ravitaillement, le patron est amené à annexer à son usine un magasin.

« A Bussy, l'usine de M. Capitain-Geny avait été construite en un lieu isolé. Les ouvriers, pour faire leurs achats, étaient obligés d'aller dans les villages voisins. Quelques chefs de chantiers et le concierge de l'usine ayant cru bon d'ouvrir des magasins, les ouvriers prétendirent qu'ils abusaient de leur autorité pour les contraindre à se fournir chez eux. Pour couper court à toute réclamation, les patrons rachetèrent ces magasins pour leur propre compte et fondèrent de la sorte un économat en 1892 (1) ». Lorsqu'une industrie prend brusquement un développement considérable, le commerce de la localité devient insuffisant. La maison Menier, à Noisiel, s'étant accrue rapidement vers 1870, les commerçants des villages voisins, qui approvisionnaient les ouvriers de l'usine, devinrent d'une exigence exagérée.

MM. Menier provoquèrent la création d'une coopérative ; celle-ci ayant sombré au bout de quelques années, les patrons reprirent l'affaire en payant le déficit et fondèrent un économat.

Les économats remédient donc à l'absence ou à l'insuffisance des ressources locales, et ils arrêtent l'exploitation des ouvriers par les commerçants.

La création d'un économat est généralement le fait

(1) Lausard, *Op. cit.*, p. 47.

d'un patron unique à la tête d'une industrie ; se rendant compte des besoins de ses ouvriers, parce qu'il vit près d'eux, il se laissera toucher par les questions de sentiment et, n'engageant que lui seul, il hésitera moins à prendre une voie souvent onéreuse.

Les Sociétés, qui sont actuellement propriétaires de la plupart des grosses entreprises industrielles, sont dirigées par des conseils d'administration, dont les membres vivant plus loin des ouvriers et devant se placer à un point de vue plutôt financier, semblent devoir être moins favorables aux institutions patronales ; il faut cependant reconnaître qu'elles se montrent souvent disposées à faire, dans l'intérêt de ceux qu'elles emploient, des sacrifices considérables.

« La Compagnie des Mines d'Anzin a organisé des sociétés de consommation, dont l'une des plus importantes, la Société de St-Vaast-les-Valenciennes, près de la fosse du Temple, a été fondée en 1865 pour débiter des denrées de consommation et des marchandises de toutes sortes (1) ».

En ce qui concerne l'administration de l'économet, c'est le patron de l'établissement, auquel il est annexé, qui en conserve la direction. Celui-ci peut faire les achats dans d'excellentes conditions : offrant à ses fournisseurs la garantie d'un crédit solide et l'avantage de grosses commandes, il peut exiger d'eux des marchandises de bonne qualité à des prix raisonnables. Il peut, d'autre part, en constituant les réserves nécessaires, éviter les variations subites du

(1) La réforme sociale, 1884. 2^e partie, p. 197.

prix des denrées, qui influeraient de façon pénible sur les prix de vente.

Le patron peut enfin effectuer la vérification ou l'analyse des marchandises, et surveiller ainsi la pureté et la qualité des produits livrés ; il peut surtout livrer ses marchandises à des prix très réduits et accorder ainsi, par des « allocations », un supplément de salaires à ses ouvriers.

Les fournitures faites par l'économat sont les denrées et marchandises de consommation courante. Ce sont, pour l'alimentation :

Les fournitures d'épicerie (denrées coloniales, matières grasses, conserves, pâtes...), le pain ;

Le vin n'est pas fourni par certains économats ; dans d'autres, au contraire, il constitue la principale fourniture.

Pour le reste : le combustible, les articles de ménage, l'habillement.

La fabrication du pain étant assez délicate et l'économat ne pouvant pas toujours avoir à sa disposition un boulanger de profession, il arrive que le patron s'entende avec les boulangers de la localité, pour qu'ils fournissent le pain à prix réduit, moyennant de sa part la garantie du payement.

La clientèle de l'économat est composée par les ouvriers et employés de l'usine ou de l'établissement, par leurs familles et quelquefois aussi par les anciens ouvriers retraités.

Peu d'économats sont ouverts à la population locale étrangère à l'usine, car les patrons, qui subventionnent leurs ouvriers, ne veulent pas accorder à d'autres les mêmes avantages.

Théoriquement, la plus grande liberté semble être laissée aux ouvriers vis-à-vis de l'économat. Il est, en effet, très rare, que l'obligation de recevoir des marchandises en paiement des salaires soit ouvertement proclamée. Il est cependant constaté que la plupart du temps les ouvriers sont indirectement contraints de fréquenter l'économat.

M. Doumer, dans un discours prononcé à la Chambre le 7 mars 1894, décrit l'économat d'une grande aciérie de l'est : « L'économat a été construit dans les années 1881, 2, 3. Il comprend un hôtel avec restaurant et café, des appartements pour employés, de nombreuses chambres pour ouvriers, salles de débit, locaux pour la vente en détail, boulangerie. . . . C'est un établissement très complet, qui a coûté environ 400.000 francs. On y vend des aliments de toute nature, des chaussures, des vêtements, de la mercerie, des étoffes. . . Des comptes y sont ouverts à 800 ouvriers environ : ils sont réglés chaque quinzaine, au moyen de retenues faites sur les salaires. . . le chiffre moyen journalier de vente est de 1.500 fr. ; il s'élève certains jours jusqu'à 2.000 fr. (1) »

Pour connaître le fonctionnement des économats, il reste à étudier dans quelles conditions s'y effectue la vente des marchandises. Si pour les autres phases du fonctionnement, il y a une grande analogie entre les différents économats, si on peut les considérer dans leur ensemble ; pour celle-ci on se trouve en face de différences si essentielles, qu'on peut, en se

(1) *Journal Officiel*. Chambre, 7 mars 1894.

basant sur elles, établir une classification générale des éconômats.

La vente peut être faite au comptant ou à crédit, mais, en réalité, la vente à crédit est générale dans les éconômats.

VENTE A CRÉDIT. — La vente à crédit est presque uniquement pratiquée dans les éconômats. Toutes les réponses, patronales et ouvrières, à l'enquête faite par l'*Office du Travail*, en 1908, sont affirmatives sur ce point.

L'ouvrier reçoit du patron un carnet comprenant un certain nombre de bons, dont le total représente approximativement le gain mensuel. Ces bons étant de la même valeur, il est facile d'établir la somme dépensée. D'ailleurs, un chiffre calculé d'avance et inscrit sur le dernier bon, indique le montant de cette somme.

Chaque mois ou chaque quinzaine, suivant le règlement, les carnets sont remis au comptable de l'usine, qui établit la paye, en retenant le montant de la dépense, et qui remet à l'ouvrier un nouveau carnet. Celui-ci présentera, au fur et à mesure de ses besoins, son nouveau carnet au contremaître, qui signera un nombre de bons équivalents au montant du salaire déjà gagné, et qui affirmera par là au comptable de l'économat, devant lequel il devient responsable, qu'un crédit peut être ouvert, dans la mesure indiquée.

A la caisse de l'économat, l'ouvrier donnera ses bons contre des jetons de même valeur, directement échangeables en marchandises.

Ces jetons, en carton ou en métal, portant sur une de leurs faces le nom de l'économat et sur l'autre un chiffre, jouent le rôle de monnaie ; mais ils n'ont de valeur que pour la caisse patronale. C'est pour cela qu'ils ont bien souvent permis aux patrons de pratiquer la contrainte et les abus dans les économats, et que les ouvriers victimes de ce mode de paiement les dénomment : « Monnaie de Cayenne ».

Si l'importance de l'usine n'est pas assez grande pour permettre un système aussi compliqué, le contremaître remettra chaque jour au caissier de l'économat, chargé de surveiller les avances faites aux ouvriers, la liste des salaires respectivement gagnés par ceux-ci ; ou bien les marchandises prises seront simplement inscrites sur un carnet, et le règlement se fera le jour de la paye.

Le crédit est généralement limité au gain ; « si l'ouvrier n'a pas gagné d'argent, on ne lui délivre pas de marchandises » (1), déclarent les mineurs d'Homécourt.

Il est quelquefois limité à une certaine partie du salaire, en particulier dans les économats des Compagnies de chemins de fer. Lorsque cette réserve est épuisée, on refuse toute livraison jusqu'au mois prochain.

Parfois, au contraire, le crédit peut dépasser le salaire, et à la fin du mois, non seulement l'ouvrier ne touche pas d'argent, mais il devient le débiteur du patron.

(1) *Bulletin* de l'Office du Travail. Novembre 1909, p. 1197.

« La vente se fait à crédit, même on donne plus que l'ouvrier ne gagne : de ce fait on reste quelquefois trois ou quatre mois sans toucher d'argent » (Métallurgistes de Fumay) (1).

En ce qui concerne le fonctionnement de l'économat, le règlement de l'usine de Pérenchies (Nord), dont M. Zévaès cite un extrait dans son rapport sur les économats, est un exemple caractéristique.

« ART. 3. — Il ne sera délivré de marchandises que sur la présentation d'un livret spécial fourni aux ayants-droits par l'économat.

« ART. 4. — Pour obtenir des marchandises, le porteur d'un livret le remettra au magasin de denrées avec une note écrite, mise dans le livret, indiquant la nature et la quantité de marchandises, qu'il désire avoir. L'employé du magasin inscrira sur le livret la demande faite. Les marchandises seront remises au porteur du livret avec son livret.

« ART. 5. — Les ouvriers pourront apporter avec eux, à leur entrée dans les ateliers, leur livret de magasin dans lequel ils auront inscrit leur demande sur une feuille détachée. Ces livrets, déposés chez le concierge, seront recueillis et remis à l'économat, qui délivrera à la sortie des ateliers les denrées qui auront été demandées.

« ART. 6. — Dans aucun cas, la valeur des marchandises demandées ne doit dépasser les deux tiers du salaire.

« ART. 7. — Le payement des marchandises, dont

(1) *Bulletin* de l'Office du Travail, 1909, p. 1198.

l'inscription est portée au livret de l'économat, n'a jamais lieu en espèces. Il s'opère à la fin de chaque quinzaine pour les ouvriers et à la fin du mois pour les employés, au moyen d'une retenue égale au montant des marchandises prises pendant cette quinzaine ou ce mois, retenue opérée sur le salaire ou le traitement du titulaire » (1).

La vente à crédit est fatale, par suite de l'espace-ment des payes. L'ouvrier, qui a besoin d'argent et qui ne touche son salaire qu'à la fin du mois, n'hésite pas à aller prendre à l'économat les marchandises nécessaires ; nous verrons plus loin les conséquences de cette pratique.

VENTE AU COMPTANT. — La vente au comptant est exceptionnelle dans les magasins patronaux ; elle n'est pratiquée, que lorsque une mesure législative la prescrit, et bien souvent une telle mesure reste sans effet.

Après avoir vu le mode de vente, nous allons maintenant examiner quelles sont les conditions proprement dites de la vente, c'est-à-dire les conditions de prix des marchandises livrées par l'économat aux ouvriers de l'établissement.

Les économats pratiquent :

La vente au prix de revient.

La vente au prix courant.

(1) *Journal Officiel*. Chambre. Doc. ann. n° 899. S. O. 1907, p. 267.

1° Vente au prix de revient.

La vente au prix de revient paraît naturellement indiquée lorsque l'économat est créé par un patron philanthrope, désireux d'apporter à la situation de son personnel des améliorations sensibles, sans augmentation du salaire nominal.

Elle fut, en effet, pratiquée aux origines de l'institution. Le patron achetait en gros, profitant d'une réduction de prix, puis revendait au détail sans prendre de bénéfice, soit qu'il ait augmenté le prix par les frais généraux, soit qu'il supportât lui-même ces derniers.

Les prix ainsi établis par l'économat présentaient d'énormes avantages sur ceux du commerce local. Le personnel de l'établissement se précipitait au magasin du patron, délaissant celui du commerçant, et, séduit par le bon marché, achetait en quantité, augmentant sa consommation habituelle et n'hésitant même pas devant le superflu.

Les commerçants locaux, n'ayant ni le crédit du patron, ni la possibilité de faire de gros marchés, et ayant d'autre part besoin de prendre un bénéfice sur la vente, ne pouvaient concurrencer de tels prix qu'en achetant des produits de qualité inférieure ou en ne livrant pas le poids convenu.

Leur jalousie, leur haine les poussèrent à de telles attaques contre les économats, que les patrons durent abandonner la vente au prix de revient.

Les petits commerçants, en effet, sont en contact permanent et immédiat avec les ouvriers : ils sont bien placés pour leur insinuer des idées de défiance

ou échauffer les esprits contre les institutions patronales.

La vente au prix de revient n'est presque plus pratiquée : elle existe cependant à l'économat de l'usine Menier, à Noisiel, et dans certaines Compagnies de chemins de fer. L'économat de Noisiel provoque, dès son apparition, une réduction de 15 à 20 % dans les prix de vente des commerçants. En 1890, le chiffre d'affaires de l'économat était de 450.000 francs pour 1.300 ouvriers ; en 1901, il est de 600.000 pour 1.800.

La vente à crédit n'y entraîne que peu d'abus : car le personnel de l'usine est sédentaire et l'administration connaît ses hommes. La vente se fait par fiches, sur lesquelles le caissier de l'économat inscrit les fournitures faites, la fiche remise après paiement servant de quittance. Si les fiches d'un ouvrier ne sont pas payées à la fin du mois, on en retient le montant sur le salaire.

2° Vente au prix courant.

Par prix courant, il faut entendre un prix s'approchant du prix marchand, mais pouvant cependant lui être inférieur ou supérieur. Cette expression est surtout employée pour les économats, qui ne revendent pas au prix de revient, et par opposition à ce dernier.

Les économats qui vendent au prix courant réalisent généralement un bénéfice ; il faut distinguer ceux dans lesquels le patron attribue ce bénéfice à ses ouvriers, de ceux où il se l'approprie.

A. LE BÉNÉFICE EST ATTRIBUÉ AUX OUVRIERS.

Il peut alors, ou bien être réparti entre eux, ou être affecté à des institutions ouvrières.

a) *Le bénéfice est réparti entre les ouvriers.*

Cette répartition est généralement faite au *prorata* des achats. L'ouvrier paie les produits aussi cher à l'économat que chez les commerçants, mais le bénéfice réalisé est à la fin de l'année réparti entre les clients de l'économat, proportionnellement à leurs achats. Ils touchent ainsi un boni, et en fin de compte n'ont pas donné plus d'argent à l'économat que si celui-ci vendait au prix de revient.

L'avantage de ce second système, c'est que l'ouvrier n'est pas poussé à la consommation par le bas prix des marchandises, et qu'au lieu de dissiper sans profit le supplément de salaire donné par l'économat, il touche au contraire un boni, une somme relativement importante, qu'il pourra utilement employer et qui constitue une épargne.

Cependant pour les travailleurs, auxquels de faibles salaires permettent à peine d'assurer leur existence et celle de leur famille, il sera souvent difficile, en payant les marchandises aux prix du commerce, d'arriver à joindre les deux bouts : et le boni arrivera peut-être trop tard. Il est d'ailleurs bien minime pour apporter à la situation de l'ouvrier une amélioration sensible ; et il sera très probablement dissipé en inutiles dépenses.

D'autre part, les ouvriers, souvent défiants à l'égard du patron, pourront avoir des doutes sur la gestion de l'économat, et des difficultés surviendront.

Ce système de vente constitue cependant une forme de participation aux bénéfices, qui devrait donner les meilleurs résultats.

Mais les économats qui l'employaient, ayant pour la plupart été transformés en sociétés coopératives de consommation, il n'en reste plus que de rares exemples, parmi lesquels on peut citer l'économat des usines Peugeot, à Valentigney, qui fut transformé en société de consommation, mais avec le concours des patrons à l'administration. Les bénéfices de fin d'année sont ainsi répartis :

5 % comme intérêt aux actionnaires et 90 du reste aux consommateurs, dont 80 % sont distribués en espèces et 10 % affectés à un fonds de réserve, qui ne sera réparti qu'à la fin de l'association ; cette dernière affectation a pour but de retenir les ouvriers à l'usine.

Ce genre d'économats, qui tiennent de la coopérative autant que de l'économat, est un acheminement excellent à la société coopérative de consommation.

b) *Le bénéfice est attribué à des institutions
ouvrières.*

Les institutions ouvrières ainsi subventionnées sont généralement : les caisses de retraite, de secours, les infirmeries, écoles, assurances, œuvres de prévoyance, éducation, agrément.....

Le boni, n'étant pas donné à l'ouvrier, est plus sûrement utilisé en sa faveur dans une institution, dont il profitera, sans pouvoir gaspiller la somme épargnée.

Cette forme de l'économat paraît être la plus heureuse et la plus durable.

Elle est réalisée dans les usines de MM. Capitain-Geny, à Bussy : les prix de vente sont les mêmes que ceux du commerce et les ouvriers achètent à crédit. L'économat, faisant un gros chiffre d'affaires, donne des bénéfices importants. Ceux-ci sont employés par la caisse des retraites, l'entretien d'une école, les secours et bons de consommation, l'organisation d'une fanfare...

Il y a aussi des bonis distribués en fin d'exercice et une réserve pour les cas imprévus.

Une telle institution, tout en rendant les plus grands services à la population ouvrière, lui inspirera des sentiments de reconnaissance à l'égard des patrons éclairés qui l'organisent et contribuera à l'harmonie sociale.

B. LE PATRON S'APPROPRIE LE BÉNÉFICE.

Certains patrons, peu disposés à faire pour leurs ouvriers le moindre sacrifice ou voyant dans l'économat un moyen d'augmenter leurs revenus professionnels, en conservent tous les bénéfices.

Ils ajoutent alors un commerce de denrées alimentaires à l'industrie ou à l'entreprise qu'ils dirigent, mais ce commerce a un caractère spécial, car ils

auront comme clients leurs propres employés, et, dans ce cas, le patron aura tout intérêt à vendre au prix courant ou même à un prix supérieur.

De tels économats sont organisés, soit par des chefs d'entreprise qui, s'installant dans un pays dépourvu de ressources, sont obligés de pourvoir à l'approvisionnement de leur personnel, soit par des employeurs peu scrupuleux, qui cherchent de cette manière indirecte à récupérer une partie des salaires versés à leurs ouvriers, en leur vendant cher des marchandises inférieures. Ils emploient alors tous les moyens de pression pour obliger leur personnel à prendre à l'économat des fournitures qu'ils auraient tout intérêt à acheter dans le commerce local.

Ces économats pratiquent le truck-system. Nous les étudierons ultérieurement.

CHAPITRE IV.

La Classification des Economats.

Les économats ne sont ni uniformes, ni immuables, ils varient avec les circonstances et aussi avec les conceptions de ceux qui les organisent.

Originellement destinés à améliorer le sort des classes ouvrières, ils ont parfois dévié et sont devenus contre elles un instrument d'exploitation.

Etant donné cette variété de formes, il semble difficile de les ranger dans une classification.

On peut cependant, considérant la façon dont ils influent sur la situation des travailleurs, les diviser en :

- Economats de patronage ;
- Economats commerciaux.

I. ÉCONOMATS DE PATRONAGE

Ce sont ceux dans lesquels le bénéfice est d'une manière quelconque, attribué aux ouvriers, c'est-à-dire ceux qui vendent au prix de revient ou qui, vendant au prix courant, répartissent les bénéfices entre les clients du magasin, ou les versent à des institutions ouvrières.

Ils ont les caractères du patronage, qui consiste pour le patron à améliorer la situation matérielle et morale de ses ouvriers, en dehors d'une augmentation directe du salaire.

Le patron s'efforce d'améliorer les conditions d'utilisation du salaire, ne se trouvant pas libéré, par le paiement, de tout devoir envers son employé.

Puis, avec les bénéfices de l'économat, il subventionne les institutions ouvrières, pour habituer le travailleur à la prévoyance.

Il lutte ainsi contre l'inertie et le découragement du salarié, dont le gain, péniblement amassé, est immédiatement englouti par les exigences de la vie.

Il l'aide à s'élever à une situation meilleure et à aspirer à des préoccupations moins matérielles.

Enfin, l'économat bienfaisant permet au patron d'améliorer ses rapports avec l'ouvrier, de gagner sa sympathie, et d'éviter ainsi des conflits regrettables, tout en assurant à son établissement un personnel consciencieux.

Cependant, le patronage ne semble pas avoir donné les résultats espérés.

Il rencontre de l'hostilité même parmi les patrons : ceux, qui ne veulent pas faire de sacrifices pour leurs ouvriers voient d'un mauvais œil les expériences faites par les autres : ils les critiquent, ils prétendent qu'il n'est dû aux ouvriers qu'un salaire raisonnable, dont ils doivent disposer en toute liberté, et qu'en s'intéressant trop à eux, on risque de froisser leur susceptibilité et de se créer des difficultés de toutes sortes.

D'autre part, le législateur, écoutant l'appel des ouvriers, intervient dans leurs rapports avec les patrons, et donne une existence régulière et forcée aux institutions qui autrefois dépendaient de la seule initiative de ces derniers.

L'action légale remplace l'action patronale.

Les patrons qui consentaient des faveurs à l'ouvrier n'admettaient aucune ingérence de sa part. Or, de plus en plus une part de l'administration est laissée à l'élément ouvrier, représenté par des délégués responsables. Cette collaboration est excellente, pour l'institution et pour les intéressés. Elle l'est surtout pour les ouvriers, qu'elle prépare à leur rôle futur et qu'elle rend aptes à présider seuls aux destinées de leurs institutions.

Le patronage est surtout battu en brèche par la défiance et l'hostilité des ouvriers contre tout ce qui vient du patron.

« Aujourd'hui, l'ouvrier émancipé ne souffre plus que pour lui faire du bien, on touche à son indépendance, dont il est fier et jaloux. La tutelle, même bienveillante, révolte les ouvriers, et les offense

comme une atteinte à la liberté. Il importe de défendre les ouvriers contre leur imprévoyance, mais presque à leur insu, en leur suggérant les meilleures solutions, qu'on confie ensuite à leur initiative ingénieusement provoquée et prudemment guidée pour qu'elle ne s'égare pas. Il faut leur laisser l'illusion et progressivement la réalité d'une liberté de plus en plus complète pour la gestion de leurs institutions de prévoyance (1) ». Telle est l'opinion de M. Cheysson.

C'est qu'en effet, les ouvriers ne veulent attendre que d'eux-mêmes le relèvement de leur situation : ils estiment ne pouvoir rien obtenir des autres classes, et ils demanderont à l'association ouvrière ce que devait leur donner l'action patronale.

Il en résulte que les économats de patronage sont de moins en moins nombreux ; le déclin du patronage amène la disparition des institutions, qu'il avait provoquées.

A côté de ces économats de patronage, qui impliquent et les idées généreuses du patron et un sacrifice de sa part, il en est d'autres, par lesquels, sans faire de sacrifices, certains chefs d'entreprises rendent service à leurs ouvriers, dans un but intéressé.

Lorsque les ressources d'un pays sont insuffisantes ou nulles, lorsque les prétentions des commerçants locaux sont exagérées, la création d'un économat s'impose. En l'installant, le patron assure à ses ou-

(1) La réforme sociale, 1907, p. 153.

vriers un approvisionnement certain, et par la vente à prix modérés une existence meilleure. Il attache ainsi à son établissement un personnel stable et expérimenté, qui le récompensera de son intervention par des services plus consciencieux.

II. — ECONOMATS COMMERCIAUX.

Ce sont ceux, dans lesquels, au lieu de chercher à améliorer la situation de ses ouvriers, le patron voit, au contraire, un moyen de se procurer des bénéfices, généralement à leur détriment. Il ajoute un commerce d'alimentation à l'industrie ou à l'entreprise qu'il exploite.

L'économat commercial n'est pas forcément constitué en vue d'exploiter les ouvriers qui s'y approvisionnent.

Il se peut que le patron, se contentant d'un bénéfice raisonnable, procure à ceux-ci la faculté de se nourrir à meilleur compte, que s'ils achetaient leurs denrées à des commerçants, qui profiteraient de l'absence de toute concurrence.

Mais il ne faut pas oublier que dans l'exercice de son commerce, le patron aura avec ses clients des rapports d'employeur à employé, qui influenceront fatalement sur les conditions de la vente : il ne pourra sans doute résister à la tentation de forcer ses ouvriers à venir prendre à l'économat des marchandises de mauvaise qualité, qu'il leur fera payer très cher, se procurant ainsi d'illégitimes bénéfices.

Pour empêcher cette pratique, l'admission à l'éco-

nomat des étrangers à l'établissement sera une excellente mesure : car n'ayant aucune réserve à garder devant le patron, ces nouveaux clients pourront réclamer contre les prix excessifs, et délaissier le magasin.

On a en effet constaté, qu'en fait la plupart des économats, qui n'étaient réellement une manifestation de sentiments philanthropiques, avaient pour unique but de permettre au patron de réduire indirectement le salaire de ses ouvriers.

M. Zévaès, dans un discours à la Chambre déclare : « Au fur et à mesure que la grande industrie a détruit les rapports personnels entre les patrons et les ouvriers, au fur et à mesure que la concurrence est devenue plus âpre entre les industriels, nombre de ceux-ci ont considéré l'économat comme un moyen de réaliser des bénéfices nouveaux venant s'ajouter aux bénéfices qu'ils pouvaient tirer de leur exploitation industrielle. C'est ainsi que sont nés et ont grandi les abus contre lesquels la classe ouvrière s'élève et auxquels nous voulons mettre un terme (1) ». Ces abus sont ceux qui sont inhérents au payement des salaires en nature. « On sait à quels abus odieux a donné lieu cette fourniture, dit M. Cheysson ; la spéculation coupable, par laquelle le patron confisque une partie du salaire des ouvriers en leur vendant des denrées à haut prix, en les leur imposant sous peine d'exclusion et en les poussant à des consommations nuisibles, comme celle des boissons alcooliques, est connue et flétrie sous le nom de truck-system » (2).

(1) *Journal Officiel*. Chambre. Débats. S. O. 5 juin 1907, p. 1164.

(2) Cheysson. Op. cit.

Il faut donc distinguer des économats commerciaux proprement dits, qui ne pratiquent pas le truck-system, ceux dont celui-ci est au contraire le principal caractère, et que nous étudierons dans notre seconde partie.

Nous avons jusqu'à présent examiné le fonctionnement de la forme la plus générale des économats : le magasin créé et administré par le patron à l'usage de ses ouvriers.

A côté de cette forme typique, il existe des modalités différentes d'institutions ou de faits, qui doivent être rangés sous la dénomination d'économats.

Est un économat la société coopérative, dont le patron de l'établissement, qui lui fournit ses membres, a souscrit la plus grande partie du capital et dont il conserve la direction, soit par lui-même, soit par des « hommes de paille ». Le syndicat des ouvriers métallurgistes de Maubeuge cite deux coopératives, ayant pour président : l'une, le sous-directeur de l'usine, l'autre un chef de service.

Le patron fonde un économat avec des fonds pris aux ouvriers, et il en conserve la gestion. Telle est « la Fraternelle », société de consommation des mines de Decazeville, créée en 1882. 25 % des salaires sont retenus pour constituer le capital du magasin. La suppression fut obtenue par les ouvriers en 1886.

L'économat est administré par un entrepreneur, auquel le patron laisse les bénéfices et les risques. Celui-ci cherche surtout à spéculer à son profit.

« A Comblanchien (Côte-d'Or), un maître carrier a installé un économat dans un local lui appartenant, à proximité des carrières. L'économat est tenu par une tierce personne, qui achète à son nom toutes les marchandises. Cette personne les revend aux ouvriers à crédit, et remet les comptes à l'employeur, qui retient à chaque débiteur, au moment de la paye, la somme due au cantinier. Pour le prix de son dérangement, l'employeur prélève 10 % sur la somme totale » (1).

Le patron a des commerçants accrédités, pour le compte desquels il retient sur les salaires les sommes, qui leur sont dues. Ceci est fréquent dans les verreries, où les salaires sont payés en jetons, utilisables seulement chez certains commerçants.

A la verrerie de Saint-Evrout, « les avances aux ouvriers sont faites en jetons de valeur conventionnelle. Ces jetons n'ont cours que dans un magasin déterminé, désigné par le patron de la verrerie. Périodiquement le commerçant, qui gère ce magasin échange ces jetons au maître verrier contre de la monnaie courante : mais il ne reçoit pas le montant intégral des jetons, qu'il remet ; il subit une retenue conventionnelle, qui constitue pour l'industriel un bénéfice net, qui en définitive est prélevé sur les ouvriers verriers » (2).

Bien souvent les économats sont tenus par les contremaîtres, directeurs, chefs de service, en un

(1) *Bulletin* de l'Office du Travail, 1909, p. 1191.

(2) *Bulletin* de l'Office du Travail, 1909, p. 1190.

mot, par tous ceux qui ont une autorité sur les ouvriers.

Certains faits de payement des salaires en nature sont considérés comme économats : tels que les retenues de 10 à 30 % remboursables en marchandises, faites sur les salaires des ouvriers textiles d'Halluin, par les employeurs fabricants de châles.

Les cantines sont des institutions différentes des économats proprement dits, en ce qu'elles assurent d'une façon plus spéciale, par des repas préparés, l'alimentation d'ouvriers temporairement installés dans un endroit dépourvu de ressources.

Tenues par le patron, elles sont rangées dans la liste des économats.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

Les Avantages des Economats.

Si les partisans du patronage à la manière de Le Play étaient disposés à porter sur l'économat, tel qu'ils le concevaient, un jugement très favorable, il est au contraire des auteurs, pour la plupart d'inspiration socialiste, qui le considèrent uniquement comme une forme de l'exploitation patronale, et qui lui dénie tout avantage : c'est certainement aller un peu loin.

Il est en effet certain que les économats de patronage tout au moins, peuvent présenter pour les ouvriers des avantages incontestables, qui proviennent de la concentration. Celle-ci leur permet de vendre à bon marché : car le patron, sûr de sa clientèle, peut faire des achats en grosse quantité ; il obtiendra ainsi de gros rabais de ses fournisseurs, et pourra conclure avec eux des marchés à long terme, leur offrant la garantie d'un payement certain et rapide.

Les frais généraux sont considérablement réduits, par les sacrifices du patron. Celui-ci assure gratuitement la marche du magasin, il n'ajoute généralement au prix d'achat, que les frais les plus essentiels : transport, local. . . .

Comme le constate un membre du groupe des fondeurs de Champagne : « les marchandises sont vendues avec une diminution de 10 à 20 % sur les prix, que faisaient payer aux ouvriers, au moment de la création de l'économat, les épiciers » (1).

Les petits commerçants, n'ayant ni les capitaux du patron, ni la clientèle assurée de l'économat, font leurs achats dans de plus mauvaises conditions et vendent plus cher.

D'après le Comité central des Houillères de France, l'économat est un régulateur des prix du commerce local, « il a le double avantage de vendre à prix assez bas et de maintenir aux environs de ce niveau les prix du commerce local.

(1) *Bulletin* de l'Office du Travail, novembre 1909, p. 1205.

Voici ceux du plus important des économats de nos adhérents (clientèle : 3.000 ménages, région du Gard) : pain, 0 fr. 306 le kil. ; pommes de terre, 6 fr. 50 les 100 kil. ; viande, 2 fr. le kil. ; vin, 20 fr. l'hect. ; œufs, 1 fr. la douzaine. . .

Le petit commerce trouve ces prix trop bas : il n'est pas douteux que, s'il était seul, il les relèverait fortement ; actuellement, il vend un peu plus cher, mais porte à domicile, consent de longs crédits, se rejette sur d'autres qualités ou des marchandises de fantaisie » (1).

Avec le bas prix des marchandises, leur bonne qualité peut être un second avantage.

Les fournisseurs sérieux rechercheront la clientèle de l'économat à cause de son importance et des garanties offertes par le patron ; ils livreront leurs meilleures marchandises, sachant qu'elles pourront être contrôlées à la réception. « L'économat ne livre que des produits de première qualité : cela lui est facile à raison de l'importance de ses affaires, de la facilité qu'il a de contrôler les réceptions, de faire passer au laboratoire les produits susceptibles d'analyses (2) ».

A l'enquête de 1908, les réponses patronales célèbrent en effet la bonne qualité des marchandises livrées par les économats : certaines réponses ouvrières la reconnaissent aussi.

D'autre part, par des achats à long terme, l'éco-

(1) *Bulletin* de l'Office du Travail, novembre 1909, p. 1205.

(2) *Id.*

nomat peut éviter les fluctuations du marché, dont les répercussions pourraient être pénibles pour une clientèle de travailleurs.

Enfin, il facilite l'approvisionnement des centres industriels nouveaux et permet aux industriels de conserver les ouvriers, qu'ils ont attirés dans la région, en abaissant pour eux le coût de la vie.

Le comité des forges de France écrit : « les économats rendent de réels services à la population ouvrière, notamment dans les localités, où, par suite du développement de l'industrie, la population s'est accrue très rapidement... Dans de telles circonstances, les ouvriers seraient, sans les économats, dans les mains du petit commerce local, qui ne pouvant se développer aussi rapidement, les exploiterait pendant une longue période (1) ».

L'économat est utile aux ouvriers, qui ont besoin de crédit, par exemple à ceux qui, arrivant dans un pays, n'y sont pas connus.

Il assure l'existence de la famille, car si à la fin du mois l'ouvrier ne touche qu'une partie de son salaire, ce qui en a été dépensé a couvert les besoins essentiels et vitaux de la famille, au lieu de passer au cabaret comme cela arrive souvent.

Le remboursement des avances faites par le patron est effectué sans frais par la retenue sur le salaire : d'où, diminution des saisies et oppositions pratiquées par les commerçants.

« Lorsque j'ai pris la direction des forges de

(1) *Bulletin* de l'Office du Travail, novembre 1909, p. 4207.

Châtillon et Commentry, déclare Alexandre Gibon, je n'ai pas trouvé moins de cinq cents oppositions faites sur le salaire des ouvriers de la compagnie par les détaillants de l'endroit, et comme le personnel des forges ne dépassait pas à ce moment un millier d'ouvriers, c'était donc un ouvrier sur deux qui était saisi, l'autre moitié étant souvent endettée sans que les fournisseurs aient cru devoir les saisir (1) ».

L'économat, par les bonis qu'il distribue, peut encore favoriser le développement des institutions créées en faveur des classes ouvrières ainsi que des œuvres de prévoyance et de solidarité.

Tels peuvent être les avantages des économats : tels sont ceux des économats de patronage, dont le nombre, nous l'avons vu, est évidemment trop restreint : examinons maintenant quels peuvent en être les inconvénients.

(1) Hubert Valleroux. La suppression des Economats. *Economiste français* du 7 décembre 1907, p. 803.

CHAPITRE II.

Les Inconvénients.

Les inconvénients de l'économat résultent en général des rapports d'employeur à employé, qui existent entre le patron et les clients du magasin.

L'économat « porte atteinte à la liberté de consommation de l'ouvrier », aussi bien, quoiqu'à un moindre degré, dans les économats de patronage que dans les autres.

Par le fait même de son existence, le magasin patronal influe sur la volonté de l'ouvrier, que la simple peur de déplaire au patron poussera à s'approvisionner à l'économat.

D'ailleurs, « est-il possible, dit M. Flayelle dans un discours à la Chambre, n'est-il pas contraire à la nature humaine, qu'un patron, qui a fondé un économat, ou qui a maintenu un économat déjà existant,

se désintéresse de son œuvre, est-il possible qu'il ne soit pas amené à exercer une certaine pression, bienveillante peut-être quelquefois, mais enfin une pression pour déterminer ses ouvriers à s'approvisionner à son économat? Et alors même que ce serait possible, alors même que vous rencontreriez ce patron exceptionnel, qui se désintéresse d'une œuvre, qu'il a faite ou continuée, ce marchand exceptionnel, qui ne cherche pas à vendre sa marchandise, ce fournisseur qui ne se préoccupe pas d'écouler ses fournitures, alors même que ce serait possible, le mal que je signale n'en subsisterait pas moins, parce que les ouvriers de ce patron exceptionnel ne pourraient pas croire à une telle indifférence de sa part : parce que pour eux l'existence seule de l'économat suffit à impliquer sinon une obligation, du moins une invitation à s'y fournir (1). » Bien rares sont du reste les cas où n'existe que cette simple pression presque involontaire du patron : généralement les faveurs sont accordées dans l'usine aux ouvriers clients de l'économat ; pour les autres, il reste les injustices et les vexations.

« Il n'existe pas de pression sur les ouvriers, disent les métallurgistes de Monthermé-Laval-Dieu, mais néanmoins le patron et ses préposés savent accorder des faveurs à ceux, qui se fournissent de vivres à l'économat et, de plus, l'embauchage est plus facile pour ces derniers que pour les travailleurs

(1) *Journal Officiel*. Ch. Débats, S. O. 5 juin 1907, p. 1166.

qui se fournissent dans les coopératives et chez les autres commerçants (1). »

La menace du renvoi est le plus efficace procédé de recrutement des clients de l'économat. Ceux qui s'y montrent réfractaires sont impitoyablement renvoyés : « Aussitôt qu'une baisse de travail se produit, les ouvriers ne se servant pas à l'économat sont les premières victimes du chômage » (ouvriers mécaniciens de Maubeuge).

Quelquefois la pression se manifeste plus ouvertement : « Un ouvrier du tissage de coton de la commune de Saint-Maurice (Vosges) a une feuille constatant qu'il a acheté un certain nombre de marchandises représentant au bout du mois un chiffre total de 26 fr. 55. Ce chiffre n'a pas semblé suffisant au gérant de l'économat, qui, au bas de la feuille, a ajouté ces mots significatifs, soulignés deux fois : c'est insuffisant (2)! »

A côté des cas, où il existe une pression morale, résultant de faits, qui peuvent indirectement peser sur la volonté du travailleur, il en est d'autres, où la pression devient plus directe et se manifeste par des actes de contrainte ouvertement imposée.

La fréquentation de l'économat devient par exemple la première condition de l'embauchage, ou elle est insérée dans les règlements de l'usine : « Dans un établissement textile de St-Maurice-sur-Moselle, il

(1) *Bulletin* de l'Office du Travail, novembre 1909, p. 1195.

(2) *Journal Officiel*. Ch. Doc. annexes, n° 899. S. O. 26 mars 1907.

est interdit aux ouvriers de boire à l'intérieur de l'usine, à moins qu'ils ne consomment de la bière achetée à l'économat patronal (1) ».

Le payement des salaires en argent stipulé dans les conditions du travail, est remplacé par le payement en marchandises. La commission chargée de l'application des tarifs de tissage dans la région de Valenciennes et Cambrai relate dans ses procès-verbaux qu'un industriel ne paie pas intégralement les façons en espèces : il retient un franc sur chaque façon, et cette somme doit être dépensée chez lui en achats de marchandises.

Le procédé de contrainte le plus usité est le payement par bons ou jetons, qui ne sont remboursables qu'au magasin patronal, ou à ceux désignés par le patron. « Dans le département de l'Orne, à Tournouvre, les ouvriers de la verrerie sont payés avec des jetons, que le public appelle couramment monnaie de Cayenne. De même dans une autre verrerie de cette région, à St-Evrout, les ouvriers sont encore payés avec la même monnaie de Cayenne.

Cette monnaie consiste dans des jetons de fer blanc portant au recto : « Verrerie de St-Evrout », et au verso l'indication de la somme, qu'ils représentent (2) ».

Avec de tels procédés, les ouvriers n'ont plus aucune liberté d'aller ailleurs qu'à l'économat, qui jouit ainsi d'un monopole de fait.

(1) *Bulletin* de l'Office du Travail, novembre 1909, p. 1196, note.

(2) *Bulletin* de l'Office du Travail, novembre 1909, p. 1196.

Ils sont du reste fatalement amenés à profiter du crédit ainsi offert par le patron, car le payement des salaires à longs intervalles ne leur permet souvent pas de conserver de l'argent jusqu'à la fin du mois. Et on se garde bien de leur donner des acomptes, « on ne donne pas d'acomptes aux pères de famille, ce qui fait qu'ils sont forcés de prendre des bons pour vivre avec leur famille (1) » (syndicat des verriers d'Eu).

Etant donné de telles pratiques, et l'imprévoyance naturelle des classes ouvrières, on ne peut s'étonner de constater que la « vente à crédit » est aussi générale dans les économats.

L'ouvrier ne se rendant pas compte de ce qu'il dépense, puisqu'il n'a pas à mettre la main à la poche pour payer, achète sans compter.

La femme particulièrement, lorsqu'elle va faire ses provisions au magasin, ne sait résister à l'attrait de ce qu'on lui montre ; elle absorbe tout le salaire, sans s'en apercevoir, et sans profit réel pour le ménage.

Lorsqu'arrive la paye, le comptable retient le montant des dépenses faites à l'économat ; et il ne reste plus rien à l'ouvrier, souvent même il devient le débiteur du patron.

D'après l'enquête de 1908, la retenue est le mode le plus couramment employé par les patrons pour se rembourser de leurs avances en marchandises. L'inspecteur divisionnaire du travail de la 7^e circonscrip-

(1) *Bulletin* de l'Office du Travail, novembre 1909, p. 1196.

tion s'exprime ainsi dans son rapport de 1907, sur l'économat de la verrerie de Tourouvre : « Le salaire de l'ouvrier, qui a un compte débiteur, est retenu totalement ou en partie, selon que le montant de ce compte débiteur est supérieur ou inférieur au salaire de quinzaine. Sur la feuille de paye, certains ouvriers ont des comptes débiteurs allant jusqu'à 300 francs, alors que le salaire de quinzaine est de 50 francs environ : ils n'auront rien à toucher le jour de la paye. Pour pourvoir à leur subsistance, ils auront recours à la monnaie de Cayenne, laquelle leur est délivrée par le comptable de la verrerie, et qui, bien entendu, n'a cours qu'à l'économat. Le montant des jetons, qui leur sont délivrés pendant la quinzaine augmente d'autant leur compte débiteur (1).

La conséquence de la vente à crédit est donc que l'ouvrier se trouvant sans argent est lié à l'économat par ses dettes et par l'impossibilité de pouvoir se présenter chez d'autres commerçants. Cette situation est des plus fréquentes, « nous avons eu chez nous, au temps où il existait des économats, des ouvriers, qui ont travaillé dix ans sans toucher un centime », déclarent les ouvriers verriers de Feuquières. Elle prive l'ouvrier de sa liberté, « le travailleur, qui s'est laissé prendre une fois dans ce fatal engrenage, ne s'appartient plus ; il appartient à ses fournisseurs (2) ».

La vente à crédit vicie le contrat de travail : sans

(1) *Bulletin* de l'Office du Travail, novembre 1939, p. 1198.

(2) Gide. *La coopération*, p. 49.

économat, l'ouvrier, après le travail accompli, est créancier du patron ; avec l'économat, le rapport est renversé, « après le travail accompli, ou plutôt, au cours même de ce travail, par le seul fait de la consommation ouvrière à l'économat, la dette du patron s'annule en se transformant en créance, le rapport de vendeur à acheteur se superpose au rapport d'employeur à employé, et la créance de salaire de l'ouvrier, au fur et à mesure qu'elle naît du travail accompli, vient s'absorber et s'éteindre en une dette de fourniture, de sorte que ce sera toujours le patron qui, dans ses rapports avec ses ouvriers, conservera la situation dominante comme employeur pour exiger que le travail soit accompli, comme fournisseur pour que les fournitures soient payées (1) ».

Si par la contrainte ou par le crédit, le patron attire ses ouvriers à son magasin, c'est évidemment qu'il y a lui-même un intérêt, apparent ou non. Cet intérêt, c'est la recherche des bénéfices, qu'il peut en retirer, et qui, étant prélevés sur le salaire des ouvriers, ont pour effet de le diminuer. L'économat peut d'autant mieux donner des bénéfices, que la clientèle étant forcée de s'y approvisionner, il n'y a aucun inconvénient, aucun obstacle pour le patron à vendre, à un prix très élevé, des marchandises de mauvaise qualité.

La plupart des réponses ouvrières à l'enquête déclarent que les marchandises vendues par les économats sont inférieures à celles du commerce.

(1) *Journal Officiel*. Ch. Débats. S. O. 5 juin 1907, p. 1166.

D'après les tailleurs de pierre à l'économat de Com-mercy (Meuse), si le prix du pain est de 0 fr. 35 le kilog, on ne le vend 0.35 qu'à la condition de ne pas le peser ; si on l'exige, on ne vous en vend pas ; le vin est vendu 0.40 le litre, pris à l'hectolitre, son prix est de 26 francs. Le patron prélève donc 0.14 de bénéfice par litre sur la vente au détail.

Les verriers d'Eu prétendent que les patrons gagnent environ 10 % sur le prix des marchandises vendues à leurs ouvriers. Enfin, la fédération des charcutiers de France écrit : « Il est évident que les économats qui ont une vente forcée, n'achètent que des produits inférieurs, qu'ils vendent relativement cher et réalisent ainsi un gros bénéfice (1) ».

Les bénéfices prennent parfois de telles proportions, que l'exploitation de l'économat devient l'occupation principale du patron, dont l'industrie n'est plus alors qu'un prétexte donné à l'existence de l'économat. « Aucun ouvrier n'est embauché, s'il ne consent à acheter toutes les denrées ou les produits, dont il a besoin, aux magasins du patron, sous prétexte que le patron ne réalise aucun bénéfice sur le produit de son industrie » (chambre syndicales des espadrilleurs-trépointeurs de Lamanère) (2). D'autre part, M. Zévaès écrit dans son rapport : « les revenus de l'économat dans certaines verreries du Nord et de l'Ouest furent tels, qu'on vendit le verre au prix courant ; l'usine servait de prétexte à l'économat (3) ».

(1) *Bulletin* de l'Office du Travail, novembre 1909, p. 1194.

(2) *Bulletin* de l'Office du Travail, novembre 1909.

(3) *Journal Officiel*. Rap. Zévaès, op. cit.

Suffisamment rémunéré par de tels bénéfices, le patron peut vendre les produits de son industrie au prix de revient, ou même avec perte.

C'est ce que font les carriers de Trept; « les économats portent atteinte aux autres entrepreneurs ; un patron ayant d'énormes bénéfices sur son économat peut entreprendre des travaux à des prix au-dessous de ceux des autres patrons. Cette pratique a pour effet de diminuer les salaires des ouvriers des autres patrons, obligés de soutenir la concurrence ».

Les ouvriers contraints de prendre des marchandises à l'économat et n'ayant jamais d'argent sont forcés, pour se procurer du numéraire, de revendre avec perte les marchandises ou les jetons reçus en paiement de leur salaire.

« Je vous assure, affirme M. Coutant, à la Chambre des députés, que j'ai vu dans les ateliers, où les économats sont annexés aux usines, des camarades acheter un vêtement 30 ou 40 francs et le revendre 10 ou 15 pour acheter des médicaments aux enfants ou une couronne à l'être aimé, qu'on venait de perdre » (1).

Ces pratiques amenèrent la diminution du salaire réel de l'ouvrier.

Certains socialistes vont même jusqu'à prétendre que l'économat, permettant au patron de voir ce qui est nécessaire à l'ouvrier pour vivre, le pousse à diminuer directement les salaires, à les réduire à ce taux minimum nécessaire à l'existence, et qu'il assure

(1) *Journal Officiel*. Ch. Débats. S. O. 5 juin 1907.

ainsi l'application de « la loi d'airain » des salaires. M. Guesde ne voit dans le magasin patronal autre chose qu'un « instrument de famine ».

On ne saurait donc nier que les économats, lorsqu'ils présentent les inconvénients que nous venons de signaler, loin de provoquer les heureux effets attendus par les partisans du patronage, deviennent au contraire une institution des plus immorales.

L'ouvrier est transformé par l'économat en une véritable machine ; ne pouvant sortir de l'usine que pour entrer à l'économat, et de l'économat que pour revenir à l'usine, il perd toute volonté, toute initiative. Le syndicat des ouvriers textiles de Granges et Autmonzey donne une description frappante de cette démoralisation : « les économats sont immoraux, car ils détruisent toutes les énergies ; ils ôtent à l'ouvrier la faculté de l'économie et les principes de solidarité et de mutualité, car l'homme n'a plus rien à compter ; on lui retient son salaire à la paye et il ne lui reste plus un sou : il s'est trouvé des familles être plus de dix ans sans toucher un sou ; cela fait des ouvriers découragés, ils n'ont plus aucun goût au travail et ils manquent leur travail pour rien, car ils n'ont pas peur d'être renvoyés, étant en arriéré à l'économat ; ils deviennent ivrognes, ils iront chercher des vivres à l'économat pour les revendre au mastroquet, moitié de leur valeur, pour se procurer de l'alcool. Nous avons entendu un directeur répondre à un ouvrier réclamant contre un de ses voisins, ivrogne invétéré, qui menait une vie de scandale et

d'immoralité : « Je le mettrais bien à la porte, mais il nous redoit » (1).

Le travailleur tombe dans un état de servage et de misère, dont il ne peut plus se relever : comme il n'a jamais un sou, l'ordre, l'économie, l'épargne lui sont choses inconnues ; il ne lui reste plus qu'à chercher dans l'alcool l'oubli d'une situation misérable, dont il ne peut sortir par aucune issue. Dans de telles conditions, l'alcoolisme trouve un terrain merveilleusement préparé et il fait de terribles ravages.

L'inspecteur divisionnaire de Rouen écrit (1907) qu'à l'économat de la verrerie de Saint-Evroult : « la quantité d'alcool vendue paraît être considérable, si l'on en juge par le volume des fûts, qui se trouvent dans le magasin aux liquides » (2). Le syndicat de l'usine des Lesses, à Fresse-sur-Moselle, déclare qu'à l'économat de Z..., la centaine d'ouvriers, qui y travaillent, ne peuvent pas acheter de lait pour leurs enfants, mais trouvent moyen de consommer 600 litres d'eau-de-vie par mois...

Les syndicats patronaux reconnaissent eux-mêmes que la vente de l'alcool dans les économats est excessive. « Nous sommes d'avis que la vente d'alcool ou de boissons alcooliques devrait être interdite dans les économats et qu'on devrait, au contraire, en faire des centres de propagande antialcoolique » (syndicat cotonnier de l'Est) (3).

(1) *Bulletin* de l'Office du Travail, novembre 1909, p. 1203.

(2) Enquête 1908. *Bulletin* de l'Office du Travail, nov. 1909.

(3) *Id.*

CHAPITRE III

Les Economats et le truck-system.

Les inconvénients que peuvent présenter les économats sont, nous venons de le voir, de nature à rendre absolument néfastes ces institutions. S'ils étaient inhérents à l'économat, il n'y aurait aucune raison de le distinguer du truck-system, dont il serait l'expression sous une forme spéciale. Or, la plupart des législations prohibent le truck-system et se contentent de réglementer les économats : il y a donc entre eux des différences.

Le truck-system est généralement considéré comme le fait pour un patron de payer la plus grande partie du salaire de ses ouvriers en marchandises, la part payée en argent devenant l'accessoire.

Mais cette forme simple et primitive est successi-

vement remplacée par des formes plus complexes, qui, de façon plus détournée, donnent le même résultat et qui prennent naissance à mesure que les progrès de la législation atteignent les procédés tout d'abord employés.

M. Morisseaux compte cinq formes différentes du truck :

1° Le patron paye tout ou partie du salaire en marchandises, en cotant celles-ci à un prix plus élevé que dans les boutiques libres. L'obligation d'accepter ce mode de paiement fait partie du contrat de travail ;

2° Le patron paye ou est censé payer en espèces. Mais il tient une boutique où les ouvriers sont virtuellement tenus de s'approvisionner ;

3° La boutique n'est pas tenue par le patron, mais par un de ses parents ou simplement par une personne, qu'il protège et les ouvriers doivent s'y approvisionner s'ils veulent avoir du travail ;

4° Le patron ne fait ni directement, ni indirectement aucune retenue sur le salaire : il paye en espèces et ne tient pas de boutique. Mais un contre-maitre ou un employé tient la boutique ou un cabaret et fait en sorte d'exclure de l'usine l'ouvrier, qui ne fréquente pas la boutique ou le cabaret ;

5° L'ouvrier est payé par un intermédiaire, chef de trait ou chef de bande, courtier, sous-inspecteur. Ce dernier tient un cabaret où l'ouvrier est obligé de consommer (1).

(1) Ch. Morisseaux. Rapport sur les abus qui se commettent dans le payement des salaires.

Ces formes du truck, dont les variations semblent bien correspondre à la nécessité de cacher de plus en plus la pratique condamnable du payement en nature sous l'apparence d'un payement en argent, en réalité fictif, ont été décrites et commentées remarquablement dans le « Répertoire du Droit Français », de Fuzier-Hermann : A. 930. Dans certains pays, le payement des salaires est accompagné de certaines pratiques plus ou moins défavorables à l'ouvrier et qui, à ce titre, ont attiré l'attention du législateur. Ces pratiques peuvent être rangées en trois catégories : truck-system, payement des salaires dans les cabarets, payement à longs intervalles.

ART. 931. — L'expression truck-system est une expression anglaise, qui signifie system du troc ou de l'échange. Le truck consiste, en effet, à payer tout ou partie du salaire de l'ouvrier, non en espèces, mais en marchandises, soit directement, soit indirectement, en forçant les ouvriers, qui reçoivent leur argent à s'approvisionner dans une boutique, que tient le patron même, soit un de ses parents ou amis, soit un contremaître ou employé.

ART. 932. — Le truck est en général très désavantageux pour l'ouvrier. Il l'empêche de se rendre un compte exact de la valeur du salaire qu'il touche.

S'il doit s'approvisionner dans la boutique patronale, l'ouvrier devient facilement imprévoyant, car on lui donne les plus grandes facilités pour acheter à crédit, de telle sorte qu'au jour de la paye, il se trouve avoir absorbé la plus grande partie de son salaire en achats de tous genres et n'a rien ou presque

rien à recevoir. Ce défaut d'argent, qui avec un pareil system est presque permanent, lui rend à peu près impossible l'affiliation aux sociétés coopératives ou de secours mutuels.

ART. 933. — En outre, les marchandises fournies aux ouvriers dans le truck-system, sont souvent cotées bien au-dessus de leur valeur réelle, précisément à raison de ce fait que la clientèle de la boutique patronale est une clientèle en quelque sorte forcée, pour laquelle par suite il n'y a pas lieu d'avoir beaucoup de ménagements. De même, si une baisse de denrées alimentaires se produit, l'ouvrier n'en profite ordinairement pas. Enfin le patron, en augmentant ou en diminuant le prix des objets qu'il vend, a toujours un moyen facile d'abaisser le salaire réel des ouvriers sans toucher à sa valeur nominale (1) ».

Nous retrouvons dans cette description du truck les inconvénients, les vices déjà vus pour l'économat. On ne saurait cependant faire une confusion complète, car alors que ces vices sont une conséquence naturelle et fatale du truck-system, ils n'affectent pas forcément l'économat, qui peut au contraire fonctionner sans les présenter.

Le truck prive de numéraire l'ouvrier qui, payé en marchandises, reste sous la dépendance du patron. Le patron, qui paie les salaires en monnaie courante, peut cependant tenir un économat, où, avec l'argent reçu, l'ouvrier viendra acheter les marchandises qui lui sont nécessaires et les paiera comptant.

(1) Fuzier-Hermann. Répertoire du Droit français.

Le truck amène une diminution du salaire réel, l'employeur ne résistant pas à la tentation de hausser la cote des marchandises fournies. Lorsque l'économat n'a pas pour but d'exploiter les ouvriers, qui sont ses clients, il n'est plus qu'un magasin ordinaire, il livre aux prix du commerce ou même à des prix inférieurs.

Il faut cependant reconnaître que l'économat, aussi bien que le truck-system, porte atteinte à la liberté de consommation, même en ce qui concerne les économats de patronage. En dehors de toute pression, par le seul fait de son existence, le magasin patronal influe sur la volonté de l'ouvrier ; mais cette influence est beaucoup moins grave que la contrainte exercée par le paiement en jetons ou en marchandises.

Ces différences expliquent que le truck-system soit généralement prohibé, alors que les économats sont tolérés par la plupart des législations. Mais il arrive souvent qu'en fait le truck se manifeste dans l'économat ; cela se produit toutes les fois que le patron exerce une pression sur ses ouvriers. Le paiement en argent du salaire n'est plus alors que fictif, puisque cet argent est retenu ou immédiatement restitué pour le remboursement des avances faites en marchandises.

Cette pression peut être directe, quand l'obligation de se servir à l'économat est inscrite dans le contrat de travail, l'intéressé étant alors prévenu ; elle peut être indirecte, quand, sans aucune stipulation de ce genre, elle est exercée par les modes de paiement

des salaires. Elle amènera les conséquences, que nous avons déjà vues : l'ouvrier sera endetté, lié au magasin ; il sera trompé sur la valeur de son salaire, et enfin, découragé, il tombera dans la misère, se livrera à l'alcoolisme.

Le truck-system, dont les abus apparurent tout d'abord et avec le plus d'intensité en Angleterre, ne se montra en France que beaucoup plus tard.

En 1890, à la suite d'un projet de loi sur les salaires des ouvriers et employés, le Ministre du Commerce ordonna une enquête auprès des organes officiels compétents (Chambres de Commerce, Conseils de Prud'hommes...)

M. Lyon-Caen, commissaire, déclara : « La plupart des corps constitués nient l'existence d'abus dans leurs circonscriptions : quelques-uns vont même jusqu'à déclarer qu'en raison de l'absence d'abus connus d'eux, ils sont incompétents pour exprimer un avis (1). » Il en existe — l'enquête de 1890 découvrit que, dans les ports de Dunkerque, Rouen, Le Havre, les ouvriers recevaient leurs salaires en jetons utilisables seulement dans les magasins tenus par le patron. C'est surtout l'enquête (2) faite en 1908, par l'Office du Travail, auprès des organisations patronales et ouvrières, qui fit connaître tous les abus. Sur 27 organisations patronales et 63 organisations ouvrières consultées,

(1) Rapport au Ministère du Commerce et de l'Industrie.

(2) *Bulletin* de l'Office du Travail. Octobre, novembre, décembre 1909, janvier 1910.

16 des premières et 48 des secondes ont fait parvenir leur réponse : l'enquête a donc une grande portée.

D'une façon générale, il ressort que le truck-system pratiqué sous la forme de l'économat porte atteinte à la liberté de consommation de l'ouvrier, que la vente à crédit est universellement employée, ainsi que la retenue sur les salaires. Le travailleur ne touche jamais d'argent ; il est rivé à l'économat. Cependant les organisations patronales (comité central des Houillères de France, Union des fabricants de papier), prétendent ne pas faire la retenue.

D'après les syndicats ouvriers, les bénéfices donnés aux chefs d'industrie par les économats sont considérables ; et d'après les organisations patronales, ils sont attribués aux ouvriers sous diverses formes.

Quant aux autres inconvénients de l'économat, le plus grave semble être son caractère de démoralisation et de propagation de l'alcoolisme.

Les investigations de l'enquête (1) ne sont pas assez complètes pour que, d'après elles, on puisse porter un jugement absolu et définitif — il semble bien cependant que les abus signalés peuvent être constatés dans la plupart des économats ; viennent d'ailleurs à l'appui de cette affirmation, les nombreuses grèves (2) causées par les magasins patronaux.

En 1886, une grève se produit contre l'économat

(1) E. Roulaud. *Economiste français*, 5 mars 1910, p. 336.

(2) *Journal Officiel*. Ch. Doc. annexes n° 899. S. O. 30 mai 1907. Rap. Zévaès,

des mines de Decazeville. Le pain y était délivré contre des jetons, les fournitures de viande étaient inscrites sur un livret, et la retenue était faite sur les salaires. Les fonds nécessaires à l'économat étaient fournis par les ouvriers, dont on retenait dans ce but 25 % des salaires, et qui n'avaient aucune part à l'administration. A propos de cette grève, M. Basly déclare à la Chambre : « Ce système permet aux administrateurs de contrôler la consommation, sur laquelle, ils se basent ensuite pour réduire le salaire. »

Les revendications des mineurs amenèrent la fermeture de l'économat,

En 1890, une grève éclate contre l'économat de l'usine de métallurgie Commentry-Fourchambault. Elle n'aboutit pas.

En 1892, l'économat de Pérenchies (Nord) disparaît après une grève.

A Amiens, en 1893, les ouvriers de l'usine Cosserat demandent la suppression de l'économat par 552 voix contre 76, quatre ans après sa fondation.

En 1898, à Auxelles, territoire de Belfort, les ouvriers demandent à ne pas être obligés de se fournir à l'économat.

En 1902, à Ourscamps (Oise), une grève est déclarée par les tisseurs contre les abus de l'économat, qui sont signalés à la Chambre par M. Dejeante. « A la première quinzaine de paye, le patron fait signer aux ouvriers une pièce constatant qu'ils sont venus à ses frais et lui doivent une indemnité de voyage. En plus, ils doivent payer 75 centimes par chambre et par quinzaine... L'ouvrier achète sa nourriture à

l'économat, il la paye beaucoup plus cher que chez n'importe quel commerçant et elle est de bien plus mauvaise qualité. Les feuilles de paye ne sont qu'une sorte de garantie pour le patron dans le recouvrement des amendes, car il n'y a pas de paye et le patron est censé ne devoir jamais d'argent, puisque le surplus est retenu immédiatement pour l'économat ».

A St-Mauricé-sur-Moselle, les tisseurs en grève inscrivent parmi leurs revendications « liberté de s'approvisionner en dehors de l'économat ».

L'énumération de ces grèves, ajoutée à la description des abus, auxquels donnent lieu les magasins patronaux, donne une idée de l'intensité avec laquelle le truck-system sévit dans les économats. C'est ce qui permet à M. Pic de dire : « En France, le truck-system est rarement pratiqué. C'est sous une forme différente, celle des économats, qu'il s'est plutôt manifesté (1) ».

L'existence du truck-system dans les économats est cause de leur impopularité, de l'hostilité, que montre contre eux la classe ouvrière victime de leurs abus.

D'un autre côté, et en dehors de l'évolution, qui conduit à la disparition des œuvres de patronage, les économats sont menacés par les attaques violentes des commerçants, pour lesquels ils constituent la plus redoutable des concurrences. Ces attaques sont particulièrement dangereuses pour les magasins pa-

(1) Pic. Op. cit., p. 754.

tronaux, car les commerçants locaux vivant près des ouvriers, souvent anciens ouvriers eux-mêmes, peuvent avoir sur la clientèle des éconômats une action des plus profondes et des plus efficaces.

CHAPITRE IV

Les Economats et le commerce local.

La lutte persévérante entretenue contre les économats par les commerçants locaux fut le meilleur obstacle aux abus : elle s'opposa, il est vrai, aussi bien au développement des économats de patronage qu'à celui des magasins ayant comme principal objet l'exploitation des ouvriers.

Si on a vu quelquefois des ouvriers ou employés intéressés au maintien d'un magasin, qui leur rendait les plus grands services, réclamer sa suppression, la cause en était évidemment dans les suggestions et les menées de commerçants qui avaient le plus grand intérêt à cette suppression. L'économat, en effet, les obligeait souvent à faire à leur clientèle les conditions, avantageuses pour elle, qui lui étaient offertes par le magasin patronal. Il les obli-

geait aussi à pratiquer la vente à crédit, dangereuse pour ceux, qui n'avaient pas, comme le patron, la faculté de se rembourser de leurs avances par des retenues sur les salaires.

Les commerçants ont contre les économats l'hostilité la plus profonde : pour la Chambre syndicale des marchands de vins et restaurateurs de Nancy, « non seulement la vente à crédit, les retenues sur le salaire, la pression exercée sur l'ouvrier pour se fournir à l'économat, empêchent le petit commerçant de faire des affaires, mais les économats lui font une concurrence à outrance en vendant à tout le monde, aux ouvriers de l'usine comme aux autres. C'est par centaines, que l'on peut compter les petits commerçants disparus dans les villes et villages avoisinants les économats (1) ».

La concurrence des économats, dans lesquels sont engloutis les salaires, est évidemment la plus redoutable pour les commerçants. « La concurrence faite au petit commerce est indéniable, déclarent les ouvriers textiles de l'usine des Lesses, à Fresse-sur-Moselle ; l'ouvrier obligé de laisser ses payes à l'économat ne peut rien acheter ailleurs (2) ». Cette concurrence s'exerce en outre indirectement, lorsque, contraint de prendre au magasin patronal les marchandises en trop grande quantité, l'ouvrier les revend à des prix dérisoires pour se procurer du numéraire.

Dans beaucoup de cas, l'influence des économats

(1) *Bulletin* de l'Office du Travail, nov. 1909, p. 1203.

(2) *Id.*, p. 1202.

sur le commerce local est manifestement bienfaisante pour les consommateurs : le comité central des Houillères de France écrit, en effet : « Il est impossible que les éconômats ne soient pas mal vus du commerce local. Ils ont parfois pour but principal et toujours pour effet de limiter ses profits. Ils l'obligent par la concurrence, à abaisser ses prix et à vendre des produits de bonne qualité. A ce double point de vue, l'importance de leurs opérations les place évidemment dans une meilleure situation que les petits fournisseurs, mais ceux-ci n'auraient le droit de se plaindre que si l'éconômat baissait ses prix au-dessous du niveau normal d'une vente à bénéfices modestes, ou si en s'étendant à des marchandises autres que celles de première nécessité, il rendait la vie impossible à tout autre commerce que le sien (1) ».

Cependant les commerçants, pour sauvegarder leurs intérêts et faire disparaître cette concurrence, ne se contentèrent pas de discréditer les éconômats auprès des travailleurs, ils les attaquèrent devant les tribunaux et devant le Parlement. Mais leurs efforts portèrent surtout contre ceux qui sont organisés par les Compagnies de chemins de fer et qui ayant la plus nombreuse clientèle et les plus grandes facilités de fonctionnement, leur portaient le plus grave préjudice.

Nous étudierons la portée et les conditions de cette lutte dans nos prochains chapitres spécialement consacrés aux éconômats des Compagnies de chemins de fer.

(1) *Bulletin* de l'Office du Travail, nov. 1909, p. 1202.

TROISIÈME PARTIE

Les Economats des Compagnies de chemins de fer.⁽¹⁾

La loi qui supprime les économats reçoit une importante exception par le maintien à certaines conditions des économats des Compagnies de chemins de fer. Une telle mesure suppose qu'il existe entre ces économats et les autres des différences essentielles.

A une législation d'exception doit correspondre une institution exceptionnelle ; c'est cette institution que nous allons maintenant examiner.

(1) Reclus. Les économats dans l'industrie des chemins de fer en France. Thèse, 1908.

CHAPITRE PREMIER

Organisation.

Sur les sept grands réseaux de chemins de fer français, cinq possèdent des éconômats. Ce sont :

Chemins de fer de l'Etat,
Compagnie d'Orléans,
Chemins de fer de l'Ouest-Etat,
Compagnie du Midi,
Compagnie du Nord.

Ces éconômats ne sont pas l'objet d'une autorisation spéciale : le ministre des Travaux publics, chargé du contrôle de l'exploitation technique et commerciale des compagnies n'intervient pas dans leur fonctionnement.

I. — CHEMINS DE FER DE L'ETAT.

Créé en novembre 1887, le magasin de vivres du réseau de l'Etat avait son siège à la Rochelle, point

topographiquement le mieux placé du réseau. Aménagé dans des locaux disponibles, l'économat revint à 38.000 fr. d'installation. Une somme de cent mille francs prise sur le fonds de roulement des approvisionnements généraux de l'exploitation, fut affectée comme fonds de roulement de l'économat, qui devait payer à l'Etat 3 % d'intérêt pour cette avance.

Le remboursement de cette somme devait se faire en vingt ans par les suppléments de recettes du magasin. En 1889 on dû agrandir les locaux et porter le fonds de roulement à cent cinquante mille francs. En 1895, le remboursement prévu pour plus tard fut effectué, puis après un incendie, en 1897, le siège fut transporté à Rochefort avec quatre succursales à Paris, Orléans, Tours, Saintes.

Sont admis à l'économat tous ceux, qui font partie du personnel, au sens large du mot :

1° Agents et ouvriers en activité de service ;

2° Agents retraités, jouissant d'une pension, leurs veuves ;

3° Anciens agents et ouvriers jouissant d'une pension par application de la loi du 9 avril 1898, ainsi que celles de leurs veuves, qui reçoivent la pension ;

4° Anciens agents et ouvriers ayant quinze ans de services au réseau, réformés ou atteints par la limite d'âge, sans pension, et leurs veuves.

Tous peuvent, à titre personnel, prendre des fournitures pour eux et leur famille, quand elle est à leur charge. En 1906, le nombre des clients de l'économat est de 7 à 8.000.

L'administration est confiée à une commission administrative, dont le président est désigné par le directeur du réseau, et à un chef de service de l'économet.

La commission est composée de 12 membres, dont 4 sont choisis parmi les chefs de service des chemins de fer de l'Etat, 4 parmi les agents intéressés, 3 parmi les délégués aux comités du travail : le 12^e est le président.

Le directeur des chemins de fer, sur proposition de la commission administrative, arrête le budget annuel des frais généraux, ouvre les crédits nécessaires, approuve les achats, dont le montant est supérieur à dix mille francs.

La commission approuve les adjudications et marchés, fait les achats inférieurs à dix mille francs.

Le chef de service s'occupe de l'administration courante, prépare les achats, fait les commandes, tient la comptabilité.

L'économet a un personnel spécial, composé d'agents des chemins de fer, restant sous l'autorité du directeur et faisant partie du personnel de la compagnie, gardes-magasin, commis, garçons...

Tous sont astreints à un cautionnement et responsables de leur gestion.

Les achats sont faits par adjudication publique, marchés de gré à gré ou simple facture.

Le garde-magasin n'accepte aucune marchandise, sans l'avis d'une commission de réception, composée de cinq membres appartenant au personnel du réseau.

La comptabilité est celle d'un magasin annexé à un établissement public, c'est à dire qu'elle est soumise aux règles essentielles de la comptabilité publique. Le garde-magasin préposé au mouvement des marchandises tient une comptabilité spéciale : il y a le journal des entrées pour les approvisionnements, puis le journal des sorties, où sont enregistrés les coupons détachés des livrets individuels remis aux agents, ou les bordereaux de demande émanant des services du réseau.

Un inventaire est fait tous les six mois pour déterminer les bénéfices. Chaque année, la commission administrative établit les frais généraux, recettes et dépenses.

Le garde-magasin dresse chaque mois le bordereau des sommes à retenir sur le traitement des agents approvisionnés.

Les sommes ainsi établies sont mandatées au profit de l'économat : le chef du service établit des ordres d'encaissement, qu'il transmet au caissier général ; celui-ci constate les recouvrements dans ses écritures. Pour les dépenses, le chef du service réunit les titres des créanciers de l'établissement, il liquide, établit les avis de payement, qui permettent au comptable de payer.

Chaque année, la situation de l'économat est connue par un bilan du chef de service et un compte du caissier général.

Les agents ont un livret, avec souche et coupon, destiné à être détaché par le garde magasin. Ce livret leur est gratuitement donné contre un bulletin de

demande, à leurs nom et prénoms, numéro matricule, comprenant aussi leur emploi, le nombre des membres de la famille, le traitement ou salaire, le chiffre maximum du crédit mensuel.

Tout changement de situation du titulaire est indiqué dans le livret.

Tout agent qui quitte le service rend son livret avant la liquidation de son compte.

Pour les fournitures, l'agent inscrit sur son livret la quantité et la nature des marchandises, dont il a besoin, en se conformant au prix courant affiché.

Pour les agents qui habitent loin du siège du magasin, on fait des envois.

Comme sanction aux abus possibles, tels que la transmission de marchandises à des étrangers à la Compagnie, il y a le retrait du livret.

Les livraisons sont faites par le garde magasin sur présentation du livret, ou par emballages dans des sacs à provisions, ficelés et plombés. A Paris, les livraisons sont faites par camionnage.

Le crédit ne peut excéder le tiers du traitement ou salaire mensuel, calculé sans tenir compte des frais accessoires. Un crédit supplémentaire d'un sixième est accordé pour le combustible et les chaussures.

Le montant des livraisons faites à terme aux agents est retenu d'office sur les traitements et salaires du mois, qui suit celui dans lequel les livraisons ont été faites.

En 1906, le chiffre d'affaires de l'économat a été de 1.752.032 francs.

L'administration des Chemins de fer de l'Etat admet le système des commerçants accrédités.

Les éconômats des autres Compagnies présentent, avec celui des Chemins de fer de l'Etat, les plus grandes analogies, nous n'indiquerons ici que leurs caractères spéciaux, les grandes lignes de l'organisation restant les mêmes.

II. COMPAGNIE D'ORLÉANS.

C'est en 1855 que furent établis les premiers magasins de denrées alimentaires.

Actuellement, la Compagnie possède six établissements de vente.

A Paris, magasin de denrées et vêtements, atelier de coupe, boulangerie.

A Choisy-Bâches, commune de Vitry, sont les caves.

A Orléans, magasin de denrées et vêtements, ainsi qu'à Tours, Périgueux et Bordeaux.

Ce sont les veuves, femmes, filles d'employés ou ouvriers de la Compagnie, qui sont occupées dans les magasins de vêtements. En 1906, 400 personnes y ont travaillé et ont touché 57.700 francs.

Les retraités ne sont pas admis à l'économat, auquel 28.150 agents se sont approvisionnés en 1906. Le magasin de Paris contient les dépôts.

L'administration est analogue à celle du réseau de l'Etat et les achats faits au moyen de livrets sont rigoureusement contrôlés.

Le crédit est accordé : aux agents commissionnés,

jusqu'au $\frac{3}{10}$ du traitement, au 21 du mois ; aux agents de l'administration centrale de tous les services et des bureaux de la ville, au 26. Pour les agents à la journée, dans aucun cas le crédit ne doit dépasser les $\frac{3}{5}$ du salaire mensuel. Des crédits spéciaux variant suivant la situation de l'agent entre 30, 60, 90 francs, sont accordés par les chefs directs.

Pour le payement, l'avant-dernier jour de chaque mois, le service du matériel et de la traction remet à chacun des services de la Compagnie des bordereaux nominatifs des sommes dues pour marchandises livrées pendant le mois. Les agents sont invités à régler le montant de ces bordereaux. Si l'un d'eux refuse, le visa nécessaire pour l'approvisionnement ne lui est pas donné jusqu'au payement du mois écoulé.

La Compagnie d'Orléans a installé à Paris un réfectoire où son personnel trouve de la soupe, du bouillon gras, du bœuf bouilli, des viandes accommodées avec des légumes... en portions n'excédant pas 20 centimes. L'installation permet de servir 400 personnes en 20 minutes.

Le réfectoire est à la disposition de ceux, qui y apportent leurs aliments.

D'autre part, on n'y délivre qu'un demi-litre de vin par personne et par repas.

En 1906, le chiffre d'affaires de l'économat a été d'environ 5.000.000.

III. COMPAGNIE DU NORD.

La Compagnie installa, en 1847, un magasin de denrées à la Chapelle : c'était la première institution de ce genre en France.

Depuis, elle possède quatorze magasins de denrées et quinze parcs à combustibles.

En 1906, 33.590 agents s'approvisionnèrent dans ces magasins.

Les retraités n'ont droit qu'au combustible ; les familles des agents n'ont accès aux magasins, que si elles sont à leur charge ; les fonctionnaires honoraires sont admis.

Une création récente de cette Compagnie est le wagon-magasin qui, merveilleusement préparé à son usage, dessert chaque semaine toutes les localités où habitent des agents.

Le crédit ne doit pas dépasser le tiers des appointements des employés au mois ou des sommes gagnées par les agents à la journée.

Pour ceux-ci, pendant les dix premiers jours du mois, le crédit peut aller à la moitié des sommes acquises. Le paiement se fait par retenue sur les salaires.

En 1906, la Compagnie du Nord a fait pour 6 millions 977.300 francs d'affaires.

IV. ADMINISTRATION DES CHEMINS DE FER DE L'OUEST-ÉTAT.

Un économat unique fut fondé à Paris, en 1875, dans des conditions analogues à celles que nous

avons vues. De grandes facilités de livraison y sont faites soit par chemins de fer, soit par camionnage.

Le crédit est ainsi limité : 1) personnel payé au mois : 15 fr. entre le 20 du mois et le 3 du suivant ;

2) Personnel à la journée : somme acquise au moment du visa du livret ;

3) Les crédits mensuels cumulés sont limités au tiers du traitement ou salaire nominal par mois, sauf que l'agent offre des garanties. Le paiement se fait par retenue.

V. COMPAGNIE DU MIDI (1).

En 1856, ont été créés à Bordeaux, le magasin des comestibles, le vestiaire et le réfectoire.

En 1906, le réfectoire a été supprimé à la demande du personnel.

Sont admis, six mois après leur entrée à la Compagnie : les agents commissionnés, les ouvriers en régie versant une cotisation à la Caisse de prévoyance, les médecins de la Compagnie, les employés ayant l'autorisation du directeur, et enfin les serviteurs des précédents.

Presque tous les agents sont clients de l'économet ; en 1906, la moyenne mensuelle des commandes fut de 7.655.

A la réception, les marchandises passent au labo-

(1) Coste. Les institutions patronales de la Compagnie des chemins de fer du Midi. Thèse 1909.

ratoire de chimie, et tous les deux mois un prix-courant est dressé.

Les frais de l'économat sont d'autant plus minimes que la Compagnie supporte :

- 1^o Les frais de transport des marchandises ;
- 2^o Les diverses contributions et patentes ;
- 3^o Les frais de location des magasins de l'économat ;

4^o Qu'elle se charge de la partie financière et administrative.

Le crédit est limité aux 3/5 du traitement ou salaire mensuel.

Le payement se faisait par la retenue avant la loi de 1895. Depuis, et pour les agents salariés seulement, il se pratique ainsi : « Les états de payement des ouvriers clients de l'économat seront établis sans tenir compte des fournitures qui auront pu être livrées à ces derniers par les magasins annexes. Quand l'ouvrier viendra toucher sa paye, l'agent comptable de la gare à laquelle il est occupé la lui remettra intégralement, mais en même temps lui présentera la facture dressée par le service de l'économat et indiquant la somme, dont il lui est redevable. L'ouvrier est libre de payer ou non. S'il paye, on lui remet la facture acquittée ; s'il ne paye pas, la facture est retournée à l'économat, qui la fait présenter une seconde fois. Si le payement n'est encore pas effectué, l'économat confie les factures au contentieux de la Compagnie » (1). Jusqu'à ce que le

(1) Coste. *Op. cit.*, p. 80.

payement soit fait, on met sur le livret la mention : « Ne pas livrer jusqu'à nouvel ordre ». Après le payement, l'agent reste suspect, et on inscrit sur son livret, pour un certain temps : « Payement préalable ».

TABLEAU DES OPÉRATIONS FAITES PAR L'ECONOMAT

MAGASIN DES COMESTIBLES		MAGASIN DU VESTIAIRE	
1856	Mont ^t des ventes 165,300 fr.	1862	Mont ^t des ventes 103.562 fr.
1865	— 545.093 —	1878	— 338.359 —
1902	— 1.256.366 —	1902	— 1.020.826 —
1906	— 1.259.316 —	1906	— 1.055.021 —

1902

109.970 kil. de sucre.	32.794 paires de chaussures.
88.566 — salaisons.	1.166 pantalons.
93.722 — savon.	43.632 mouchoirs.
28.613 — huile, bougies.	3.247 parapluies.
31.321 — thé, chocolat.	372.801 mètres d'étoffes.
28.613 — huile.	10.029 paletots, vestes.
17.039 hectos de vin.	27.184 nappes, draps.
3.688.000 kil. de houille.	38.322 paires de chaussettes.

MAGASIN DES COMESTIBLES ET VESTIAIRE : ECONOMAT

1905	Montant des livraisons.....	2.367.000 fr.
1906	—	2.314.000 fr.
1907	—	2.433.000 fr.

CHAPITRE II.

Inconvénients -- Avantages.

I. INCONVÉNIENTS.

Si par le fait même de son existence, l'économat influe sur la volonté de l'ouvrier et porte atteinte à sa liberté de consommation, cet inconvénient est sensiblement atténué dans les Compagnies de chemins de fer, où le patron est en effet représenté aux yeux des ouvriers par des fonctionnaires, employés eux-mêmes de la Compagnie, et n'ayant par suite aucun intérêt à contraindre les agents à se servir à l'économat, dont ils sont les clients.

Si la peur de déplaire au patron peut être prise en considération pour une usine de 50 ou 100 ouvriers, elle n'est plus admissible pour les 20,000 ou 30,000 clients des économats des Compagnies de chemins

de fer, dans lesquelles l'autorité est tout à fait disséminée.

Les agents ou leurs syndicats déclarent, d'autre part, qu'ils ne subissent aucune pression de la part des compagnies, qui, ne retirant du reste aucun bénéfice direct de leurs économats, n'auraient aucune raison de faire la moindre pression.

En ce qui concerne les fâcheuses conséquences de la vente à crédit, elles sont en partie écartées par les limitations apportées au crédit.

Si les agents sont poussés à la consommation par les économats, ils sont arrêtés dans leurs dépenses par l'épuisement de leur crédit. « La vente à crédit incite à la dépense, déclare le syndicat national des travailleurs des chemins de fer ; on constate ce fait, que des femmes d'agents prennent quelquefois des marchandises, qu'elles revendent au comptant, avec une perte, dans le but de se procurer de l'argent (1) ».

Cependant les agents toucheront en argent la part de leur salaire, qui est réservée, et ils ne pourront s'engager vis-à-vis de l'économat dans des dettes, qui compromettraient leur liberté.

Cette même limitation de crédit fait disparaître les inconvénients de la retenue sur les salaires, qui, depuis la loi de 1895, n'est d'ailleurs pas pratiquée par toutes les compagnies. Nous avons vu comment la Compagnie du Midi opère actuellement ses recouvrements.

D'autre part, les compagnies de chemins de fer ne

(1) *Bulletin* de l'Office du Travail, janvier 1910, p. 36.

retirent aucun bénéfice de leurs économats, car la vente y est faite au prix de revient, majoré des frais généraux. Cette absence de tout bénéfice est constatée par les agents eux-mêmes.

Le groupe syndical des travailleurs des chemins de fer de l'Etat écrit : « L'économat des chemins de fer de l'Etat, tel qu'il est constitué, ne permet en principe le prélèvement d'aucun bénéfice au profit du réseau. En effet, le prix de vente est déterminé par le prix d'achat, majoré seulement du coefficient des frais généraux de l'année précédente (1) ».

Le syndicat national des travailleurs des chemins de fer déclare : « Les bénéfices des économats sont employés en secours (Orléans) ou servent à diminuer le prix de vente des marchandises (Midi), ou à entretenir des réfectoires, où les agents peuvent, à certaines heures de la journée, trouver des repas à bon marché (Nord, Orléans), ou à subventionner des écoles (Ouest, Orléans).

Les agents du Midi, cependant se plaignent, de ce qu'on prélève sur les bénéfices une certaine somme pour donner des gratifications à des employés supérieurs de l'économat, qui occupent de véritables sinécures (2) ».

Les inconvénients, qu'on reproche généralement aux économats, semblent bien avoir été autant que possible évités par les Compagnies de chemins de fer, animées d'intentions véritablement philanthropiques dans la création de leurs économats.

(1) *Bulletin* de l'Office du Travail, janvier 1910, p. 35.

(2) *Id.*

L'absence de toute pression, la limitation du crédit, et par dessus tout le désintéressement et la générosité des compagnies ont écarté des économats de chemins de fer les abus, qui font généralement de l'économat une manifestation du truck-system.

II. AVANTAGES.

Les prix, qui sont faits à leur clientèle par les économats des compagnies de chemins de fer sont, d'une façon générale, moins élevés, que ceux du commerce local et même que ceux des économats de l'industrie privée.

Le groupe syndical des travailleurs des chemins de fer de l'Etat déclare : « Les achats sont faits par quantités importantes (marchés à l'année) et les frais généraux réduits à leur minimum. Les agents trouvent à l'économat : 1° à prix égal du commerce, des marchandises de qualité supérieure ; 2° à qualité égale, des prix légèrement plus avantageux que dans le commerce, ce qui est particulièrement intéressant, eu égard à la modicité des salaires (1). » Un syndicat de la compagnie d'Orléans estime que l'économat vend à des prix de 20 % inférieurs à ceux du commerce, en ce qui concerne l'épicerie, et de 15 % en ce qui concerne les vêtements et la chaussure.

La différence est surtout sensible dans les localités situées loin des villes.

(1) *Bulletin* de l'Office du Travail, janvier 1910, p. 35.

Quant à la qualité des marchandises vendues, elle est généralement supérieure à celle des denrées fournies par le commerce : comme l'indique le groupe syndical des travailleurs des chemins de fer de l'Etat : « Les marchandises étant choisies sur échantillons, par une commission composée d'agents consommateurs, et la conformité des livraisons vérifiée à l'arrivée par une deuxième commission, et, le cas échéant, soumises à l'analyse, donnent des garanties de bonnes qualités loyales et marchandes. Elles donnent d'ailleurs satisfaction (1) ».

A ces avantages, qui peuvent être ceux des économats de patronage dans l'industrie privée, il faut en ajouter de spéciaux pour les économats des compagnies de chemins de fer : ils consistent dans la facilité et la rapidité des livraisons.

Par des envois dans les trains ordinaires ou par des wagons-magasins, les compagnies assurent le ravitaillement des agents éloignés du siège des magasins. Elles suppléent ainsi à l'insuffisance ou la cherté des ressources locales. Quoique, par suite de l'encombrement des bagages ou des trains, le service des livraisons laisse quelquefois à désirer, il constitue cependant, pour les agents éloignés des villes, un avantage appréciable, d'autant plus que les compagnies font bénéficier leurs employés de transports gratuits ou à tarifs réduits.

En accordant de tels avantages au personnel des chemins de fer, les compagnies le gratifient d'un réel

(1) *Bulletin* de l'Office du Travail, janvier 1910, p. 35.

accroissement de salaires. La suppression des économats les obligerait à suppléer par une augmentation directe de 20 à 25 % des salaires, à l'insuffisance des ressources, consécutive à la disparition des avantages de l'économat.

Les économats ainsi administrés semblent donc constituer « une bonne affaire » pour les compagnies, comme pour leur personnel.

Celles-ci consentant, pour leurs économats, à de véritables sacrifices (gratuité des locaux, réductions de transport...) en ont fait des institutions philanthropiques, réellement destinées à améliorer la situation matérielle et morale de leurs travailleurs.

CHAPITRE III

Les Economats des Compagnies de chemins de fer et le commerce local.

Les avantages que, dans leurs économats, les Compagnies offrent aux travailleurs des chemins de fer, furent la raison pour laquelle les attaques des commerçants locaux furent particulièrement violentes contre ces institutions, qui leur faisaient la plus redoutable concurrence.

Les petits commerçants surtout ont à se plaindre, car, n'ayant pas un chiffre d'affaires suffisant pour faire de gros achats et diminuer leurs frais généraux, ils doivent vendre plus cher que les magasins de gros. Mais ceux-ci ne peuvent cependant supporter avantageusement la concurrence des économats favorisés par les compagnies.

Aussi voit-on les uns et les autres de ces commerçants unis dans la lutte contre l'institution rivale.

C'est en 1863 qu'une première plainte fut portée devant le tribunal de la Seine par un certain nombre d'habitants du XIII^e arrondissement de Paris, tous marchands de denrées alimentaires (vins, fruits, liqueurs, boucherie...), contre le magasin de la gare d'Orléans, dont ils étaient voisins.

Leurs griefs étaient la concurrence déloyale, l'abus du livret, la vente à des non-employés. Ils furent déboutés de leur demande.

En 1886, une pétition, demandant surtout la limitation de la consommation de chaque ouvrier à une partie du salaire, fut présentée par la Chambre syndicale des débitants en vins du département de la Seine. Elle fut reprise le 10 mars 1890 par le syndicat général des Chambres syndicales du commerce en gros des vins et spiritueux et reçut un avis favorable du comité consultatif des chemins de fer. Nous avons vu que cette limitation existe en fait.

En 1905 enfin, une réclamation du syndicat des marchands de charbons au détail de Paris et du département de la Seine, ne porte que sur la vente, à des étrangers par les agents, de combustible fourni par la Compagnie.

Les commerçants prétendent, en outre, que les économats n'étant pas soumis aux prélèvements du laboratoire municipal, pratiquent la fraude.

Les économats ne faisant pas d'actes de commerce ne sont, en effet, pas soumis à cette mesure ; mais,

loin de pratiquer la fraude, ils vérifient eux-mêmes les denrées qu'ils achètent.

Ils prétendent encore que les économats portent préjudice à la ville en empêchant, par leur existence, l'installation de nouveaux commerçants.

Mais ce préjudice pourrait devenir plus grand si, les économats étant interdits, les Compagnies reportaient leurs ateliers et entrepôts dans des régions où l'approvisionnement de leur personnel serait plus facile et surtout moins coûteux.

Les griefs des commerçants visent particulièrement les atteintes portées par les économats au principe de l'égalité commerciale et la question des transports.

I. ATTEINTES AU PRINCIPE DE L'ÉGALITÉ COMMERCIALE.

Les commerçants accusent les économats de leur faire de la « concurrence déloyale ».

Or celle-ci suppose :

- 1) un préjudice à autrui ;
- 2) un fait illicite ;
- 3) l'intention de nuire.

L'économat, par la vente au prix de revient, porte évidemment préjudice aux commerçants, auxquels il enlève de nombreux clients. Mais comme c'est là un fait de la lutte économique, il n'a rien d'illicite. Il ne le deviendrait que s'il était démontré que l'obligation de se servir à l'économat a été imposée aux agents, et cette démonstration n'a pas été faite. En tout cas, les Compagnies n'ont évidemment pas d'intention de

nuire en créant des magasins en faveur de leurs employés. L'accusation de concurrence déloyale n'est donc pas soutenable, et en fait, c'est simplement leur concurrence que les commerçants reprochent aux compagnies.

Ils leur reprochent aussi de faire des actes de commerce, alors qu'elles ne sont pas commerçantes. Mais comme elles n'ont pas les idées de lucre, de spéculation, que suppose tout acte de commerce, puisqu'elles ne font aucun bénéfice à leur profit, cet autre reproche tombe aussi.

Il est vrai qu'avant la loi de 1867 sur les sociétés, la question se posait d'une autre façon. L'objet d'une société anonyme étant déterminé par ses statuts, approuvés dans la forme des règlements d'administration publique, toute société anonyme qui faisait des opérations en dehors de son objet avait besoin d'une nouvelle approbation. C'était le cas des compagnies de chemins de fer, qui entreprenaient l'exploitation d'un magasin de denrées alimentaires. Les commerçants demandaient donc l'interdiction de cette entreprise.

Mais la jurisprudence fut constamment favorable aux compagnies. Le tribunal de commerce de la Seine rendit, le 30 décembre 1863, un jugement confirmé par un arrêt du 14 novembre 1864 et statuant sur une plainte des commerçants d'Ivry. Le tribunal considère que la compagnie ne fait aucun bénéfice, qu'elle est seulement « en vertu d'un pacte de famille et de bienfaisance, le mandataire de ses ouvriers dans l'intérêt desquels elle fait des achats,

qu'elle leur cède ensuite au prix de revient... » Le tribunal légitimait par des considérations de fait l'existence des économats.

En 1886, le comité consultatif des chemins de fer se rangea à la même opinion.

Les commerçants font aux compagnies un grief de l'abus du livret, prétendant que des étrangers au personnel ont accès à l'économat. Un jugement du tribunal de commerce de la Seine, du 30 décembre 1863, répond ainsi sur ce point aux commerçants d'Ivry : « Considérant qu'il est établi que la compagnie a pris toutes les mesures propres à empêcher ses ouvriers d'utiliser leurs livrets au profit de personnes étrangères ; qu'elle exerce sur eux une surveillance et un contrôle, qui trouvent leur sanction dans le retrait du livret, prononcé contre tout individu qui en fait abus.

Considérant que si, malgré ses soins, il a été commis un certain nombre d'infractions aux règles qu'elle a tracées et dont elle maintient la stricte exécution, la compagnie ne saurait être rendue responsable de leurs conséquences ; qu'en effet, les individus qui les ont commises ne sont pas des employés ayant reçu de la compagnie la mission de distribuer les livrets, les aliments ou les vêtements, mais des ouvriers ou employés, qui en abusant de leurs livrets ne font pas évidemment acte des fonctions auxquelles ils sont préposés, et dont par conséquent la compagnie ne doit pas répondre dans les termes de l'art. 1384, paragraphe 4 du code civil ».

Il est certain que si la vente à des étrangers s'était

reproduite de façon constante, les compagnies auraient dû être considérées comme commerçantes et la patente, dont étaient dispensés les éconômats, serait devenue exigible.

Cette question de la patente fut d'ailleurs portée devant la Chambre des députés : M. Le Veillé déposait, en décembre 1890, une proposition de loi tendant à étendre la patente aux éconômats des chemins de fer, prétendant qu'ils pratiquaient la vente aux tiers et faisaient aux commerçants une concurrence inégale. Cette proposition, jointe à celle présentée sur les sociétés coopératives, n'aboutit pas : on considéra que la patente étant la taxation de revenus commerciaux, on ne pouvait l'imposer à des magasins qui, au lieu de procurer des revenus à leurs tenanciers, leur demandaient des sacrifices.

En 1895, cependant, à propos de la réforme de la législation des patentes, la question fut reprise : la proposition de loi, ballottée pendant dix ans entre la Chambre et le Sénat, aboutit finalement à la loi du 19 avril 1905, confirmant la législation des patentes, ainsi conçue :

ART. 9. — « Les sociétés coopératives de consommation et les éconômats, lorsqu'ils possèdent des établissements, boutiques ou magasins pour la vente ou la livraison des denrées, produits ou marchandises, sont passibles des droits de patente au même titre que les sociétés ou particuliers possédant des établissements, boutiques ou magasins similaires ».

Les arguments, qui amenèrent cette nouvelle législation consistèrent à dire, que les sociétés coopéra-

tives ou économats, en supprimant les intermédiaires pour faire profiter leurs membres ou clients d'une diminution de prix, privent l'Etat des recettes, que ces intermédiaires auraient versées au Trésor, et à protester contre l'inégalité qui existe entre les commerçants payant, en plus de leurs frais généraux, la patente, et les compagnies exonérées de cette charge pour leurs économats, dont elles retirent cependant un profit indirect.

En faisant payer la patente aux économats, les commerçants ne les grevèrent que d'une charge bien légère, qui n'arrêta en rien le développement de leurs affaires.

II. LA QUESTION DES TRANSPORTS

Les commerçants prétendent que les compagnies leur font encore de la concurrence illégale, en accordant aux clients de leurs économats la gratuité des transports ou des réductions sur leurs tarifs, et que, par là, elles abusent de leur monopole.

Des conditions spéciales sont, en effet, faites par les compagnies aux économats :

Compagnie du Nord : Le transport des denrées livrées par les fournisseurs pour les magasins, ou par les magasins à leurs clients, se fait gratuitement, en service. La Compagnie perçoit le demi-transport pour les combustibles.

Ouest-Etat : Le transport est effectué au prix de 0 fr. 02 par tonne et kilomètre. Pour ne pas faire de différence de traitement entre les agents,

on expédie franco les articles, qui leur sont livrés par l'économat.

Etat : Tarif de 0 fr. 02 par tonne et kilomètre, sauf pour le transport des marchandises de chez les fournisseurs à l'économat, fait au tarif ordinaire.

Orléans : tarif de 0 fr. 05 par tonne et kilomètre.

Midi : tarifs ordinaires, avec gratuité de transport de l'économat aux clients.

Pour leurs sociétés coopératives de consommation, le *P.-L.-M.* et l'*Est* font des réductions de $\frac{1}{3}$ à $\frac{1}{4}$ sur les transports.

Ces tarifs sont donc loin d'être homogènes ; n'y aurait-il pas lieu de les rendre uniformes, tout d'abord ?

On pourrait y arriver par l'homologation, obligatoire d'après l'ordonnance de 1848 : « Aucune taxe, de quelque nature qu'elle soit, ne pourra être perçue par les Compagnies qu'en vertu d'une homologation du ministre des Travaux publics ».

D'autre part, l'article 48 du cahier des charges décide que la perception des taxes doit se faire indistinctement et sans faveur.

Toute convention particulière accordant une réduction sur les tarifs approuvés est interdite.

En faveur de la liberté de réduction, on prétend que les transports sont effectués par les Compagnies pour venir en aide à leurs employés et ouvriers : ils rentrent dans la catégorie des transports en service faits pour les besoins de l'exploitation.

Le Comité consultatif des chemins de fer déclare, en 1893, que l'article 48 précité décide encore que

ses dispositions ne s'appliquent pas aux traités intervenus entre le gouvernement et les compagnies dans l'intérêt des services publics, pas plus qu'aux réductions accordées par les compagnies aux indigents.

Que, par conséquent, les éconômats sont institués dans l'intérêt d'un service public, devant améliorer le sort des agents qui assurent ce service, et qu'ils peuvent bénéficier de réductions de tarifs.

Cependant, l'ordonnance de 1846 dit bien « aucune taxe de quelque nature qu'elle soit ». Ceci s'applique évidemment aux tarifs. D'autre part, les réductions aux éconômats n'existent pas par l'effet d'un traité entre le gouvernement et les compagnies : elles doivent donc être soumises à l'homologation.

Il est d'ailleurs nécessaire que l'Etat puisse intervenir pour sauvegarder ses droits en matière de garantie d'intérêt.

Les transports non payés ou payés à tarifs réduits peuvent venir en augmentation des charges publiques, que les commerçants concurrencés par les éconômats contribuent à acquitter. Il appartient donc à l'Etat d'homologuer les réductions de transport accordées par les compagnies à leurs éconômats : celui-ci a le droit, en refusant cette homologation, de les interdire, mais si, se rendant à des raisons philanthropiques, qu'il est aussi bien que les compagnies en état d'admettre, il les approuve, il devra en assurer l'homogénéité par un tarif général qui supprimera les inégalités choquantes du régime actuel.

Les réductions de transport, unifiées et autorisées par l'Etat, échapperont alors aux arguments, que présentent actuellement contre elles les commerçants.

La lutte des commerçants contre les économats, qui, sur certains points comme la patente, les réductions des tarifs de transport, repose sur de légitimes prétentions, n'est en général justifiée que par la concurrence réelle, mais non pas illégale, qui leur est faite par ces institutions.

La suppression des économats des compagnies de chemins de fer ne donnerait aux commerçants qu'une satisfaction relative, car ils les verraient bientôt remplacés par des sociétés coopératives de consommation, dont la concurrence leur porterait le même ou peut-être un plus grave, mais toujours légitime préjudice.

CHAPITRE IV.

Les Economats des Compagnies de chemins de fer, au point de vue social.

Nous avons vu que si les abus profonds, qui atteignent les économats dans l'industrie privée, nécessitent contre eux une législation sévère, ces abus sont au contraire, dans les économats des chemins de fer, atténués au point qu'ils sont effacés par les avantages importants, offerts par ces institutions aux travailleurs des voies ferrées.

L'instruction de la compagnie du Midi, sur l'organisation et le fonctionnement du service des approvisionnements, déclare que les économats sont établis « en vue de permettre aux employés et ouvriers de la C^{ie} de se procurer, aux meilleures conditions possibles pour eux et pour leurs ménages,

les vêtements de première nécessité et les denrées de consommation courante... (1).

Elle se trouve donc appliquée en fait dans tous les réseaux et on peut dire sans restriction, que les économats des chemins de fer sont bien des économats de patronage.

C'est d'ailleurs la conclusion à laquelle on est arrivé toutes les fois qu'on a discuté sur eux devant le parlement. Les projets de loi contre des économats laissent subsister ceux des chemins de fer.

En 1893, le comité consultatif des chemins de fer proclame leur utilité et reconnaît que les critiques dirigées contre l'institution en général ne leur sont pas applicables.

M. Viète, ministre des travaux publics, déclare la même année « qu'il ne pensait pas qu'on pût porter atteinte aux économats sans léser gravement les intérêts des ouvriers des chemins de fer ». Leur maintien a d'ailleurs été réclamé par les agents, tant dans les délibérations de leurs associations que par voie de pétition. En 1895, la commission du Sénat saisie d'un texte de la Chambre, proposant la transformation des économats de chemins de fer en sociétés coopératives, reçut une pétition revêtue de 12.696 signatures en faveur du statu quo.

En 1907, la discussion des projets Coutant et Flayelle, sur la suppression des économats, provoque un mouvement identique.

Une brochure : protestation du personnel des chemins de fer contre la suppression des économats,

(1) Compagnie des chemins de fer du Midi. Instruction n° 3. 1901.

exprime les craintes de cinq mille agents devant cette suppression.

En 1906, des protestations des agents de la C^{ie} d'Orléans sont adressées à la commission du travail, et enfin le 30 mars 1907, une pétition générale est remise à M. Doumer, président de la Chambre des députés ; elle émane des réseaux de l'Orléans, Nord, Midi, Ouest ; elle avait recueilli 71.500 signatures.

Cette pétition énumérait les avantages des économats, faisait entrevoir les conséquences malheureuses de leur suppression et demandait énergiquement leur maintien.

Ces manifestations furent critiquées par les plus avancés des travailleurs de la voie ferrée, réunis avec M. Guérard dans le Syndicat national des travailleurs des chemins de fer de France et des colonies. M. Guérard affirmait que le pétitionnement était organisé par les compagnies sous la pression des chefs.

En avril 1906, eut lieu à Paris le Congrès des travailleurs des chemins de fer : un ordre du jour de protestation contre les pétitions amena une discussion confuse. Il semble cependant que la majorité était contraire au statu quo pour les économats. Enfin la transformation des économats en sociétés coopératives fut demandée par 323 voix contre 297.

Pour nous rendre compte de l'opportunité de cette transformation, nous allons examiner la situation des sociétés coopératives de consommation, qui existent dans les deux réseaux, sans économat, le P.L.M. et l'Est.

CHAPITRE V.

Economats et Sociétés coopératives de consommation dans les Compagnies de chemins de fer.

Les deux compagnies, P.L.M. et Est, qui n'ont pas d'économat, ont provoqué la création de sociétés coopératives de consommation.

Celles-ci sont organisées et administrées par les agents en dehors de toute ingérence des compagnies.

P.L.M. — Dans certaines régions, les employés de chemins de fer constituent une majorité de la population. Cette population spéciale a des intérêts communs, qui facilitent sa réunion en vue de satisfaire aux meilleures conditions possibles aux nécessités de l'existence. D'autre part, la Compagnie est hostile au principe de l'économat, car elle trouve dans les

commerçants la partie importante de sa clientèle ; elle considère donc ne pas devoir lui faire concurrence. Elle se contente de faire à ses employés des fournitures de charbon à des prix inférieurs à ceux du commerce.

C'est pourquoi des sociétés coopératives se sont constituées : il en existe une soixantaine environ pour le P.L.M. ; leur capital social atteint 1.500.000 fr. avec 300.000 fr. de réserve. En 1889, une fédération a été formée à Grenoble, pour centraliser les commandes et les achats et supprimer les intermédiaires.

La compagnie, qui n'intervient pas dans l'administration des coopératives, leur accorde des réductions importantes pour les transports, pour les locaux loués, leur fait des prêts... La clientèle ne comprend que des membres du personnel de la Compagnie. L'administration est faite par un conseil d'administration élu et un gérant : chaque sociétaire a un livret, où on inscrit le montant des fournitures prises et le paiement se fait tous les mois,

EST. — Dix-neuf sociétés coopératives de consommation indépendantes de la compagnie fonctionnent dans le réseau.

La compagnie ne fournit à ses employés que la houille au prix de revient et avec limitation de quantité. En 1905, le capital social des sociétés était de 950.000 fr. avec une réserve de 160.000 fr.

Le fonctionnement est le même que celui des coopératives du P.L.M. La compagnie permet officieusement l'encaissement gratuit des créances de la société par ses comptables.

Dans les compagnies qui ont des économats, il existe quelques coopératives. Le Nord en compte trois, l'Etat trois, le Midi deux, l'Orléans une vingtaine.

Les compagnies prêtent leur appui à ces coopératives, qui ont un développement très restreint, quand elles coexistent avec des économats.

Comparaison entre économats et sociétés coopératives dans les compagnies de chemins de fer (1)

Si les travailleurs des chemins de fer demandent la transformation des économats en sociétés coopératives, c'est qu'ils estiment que la société coopérative est une forme supérieure à l'économat. Il est donc intéressant de comparer ces deux institutions d'après les exemples, qui en sont connus.

On constate que, supérieure par le nombre à celle des coopératives, la clientèle des économats leur est inférieure par le montant des achats ; d'autre part, on voit les ouvriers aller aussi bien au magasin de l'économat qu'à celui de la coopérative.

Les deux institutions poursuivent le même but, par des moyens analogues : elles cherchent à fournir des marchandises de bonne qualité au plus bas prix, par la concentration et la suppression des intermédiaires.

M. Lemercier fait ainsi la comparaison : « Les éco-

(1) Les institutions patronales des grandes Compagnies de chemins de fer. Sénéal, thèse, p. 81.

nomats offrent indistinctement à tous les employés et ouvriers d'une même administration des facilités d'existence identiques et permettent ainsi d'égaliser autant qu'il est possible le coût de la vie matérielle sur tous les points d'un grand réseau. Par contre, certains agents des administrations ou compagnies peuvent toujours s'imaginer, qu'ils seront mal vus en haut lieu, s'ils ne s'adressent pas à l'économat, ou bien encore être mis en défiance contre cette institution par la crainte de voir leurs dépenses contrôlées ou tout au moins connues par leurs chefs de service. La vente à prix de revient ne leur permet pas, d'autre part, de se rendre compte du bénéfice, qu'ils réalisent annuellement et les expose presque fatalement à dépenser au fur et à mesure les économies opérées sur leurs acquisitions de chaque jour.

Trop peu nombreuses encore sur la plupart des réseaux, qui leur ont donné la préférence et par là même aussi trop souvent impuissantes à remplir toute leur mission, les sociétés coopératives, de leur côté, ont l'immense avantage de stimuler tout particulièrement dans le personnel l'esprit d'initiative, les idées d'ordre et le sentiment de la responsabilité individuelle. Outre cela, elles se prêtent peut-être mieux que les économats à donner satisfaction aux besoins et aux goûts très différents, qui peuvent se rencontrer dans le personnel des diverses régions d'un même réseau. Elles ne peuvent, à un autre point de vue, éveiller chez les agents aucun sentiment d'appréhension ou de méfiance vis-à-vis de l'autorité patronale.

Enfin, par la pratique générale des prix de vente à peu près égaux à ceux du commerce local et par la répartition annuelle du trop perçu, elles mettent en une seule fois aux mains de l'ouvrier le bénéfice total résultant de ses économies journalières, développant ainsi le goût de l'épargne chez lui et autour de lui ».

C'est plutôt au point de vue social qu'au point de vue économique que la coopérative est supérieure à l'économat. Cependant, la transformation des économats en coopératives est demandée par la majorité des intéressés ; il ne s'agit plus que de savoir si elle est possible.

L'existence et la prospérité des sociétés coopératives de consommation du P.-L.-M. et de l'Est semblent un argument sans réplique.

Mais il arrivera que, dans certains cas, l'économat patronal ne pourra être remplacé par la coopérative ouvrière, parce que les ouvriers n'auront pas les capitaux nécessaires à sa constitution, et les compagnies ne voudront pas leur abandonner les fonds de l'économat. D'autre part, souvent les ouvriers n'auront pas suffisamment d'initiative. « Il ne faut pas se faire d'illusions, écrit M. Lourties dans son rapport, en 1895, les grandes compagnies possèdent des approvisionnements considérables, et il n'y a pas de sociétés coopératives naissantes qui puissent être en mesure d'en acquérir de semblables du jour au lendemain. De plus, les sociétés coopératives ont plus particulièrement le caractère de sociétés locales ; elles ont intérêt à limiter dans une certaine mesure leur champ d'opération. La dissémination de tout le

personnel des compagnies sur le réseau est de nature à rendre la coopération très difficile parmi les ouvriers et employés des compagnies de chemins de fer. »

Cependant, ces arguments ne sont pas décisifs : Les agents du P.-L.-M. ont réuni un capital social de 1.500.000 francs ; ils ont, malgré leur dissémination, groupé soixante sociétés. Le ministère des Travaux publics peut, d'autre part, accorder, par l'homologation, les réductions de tarifs aux sociétés coopératives de consommation ; quant aux avances faites par les compagnies, elles seront vite remboursées par les bonis. La compétence des administrateurs des sociétés du P.-L.-M. se retrouvera sur les autres réseaux, et, par conséquent, les sociétés coopératives de consommation pourront se développer assez rapidement pour suppléer à la disparition des économats.

Cette transformation étant possible, l'économat, institution du passé, ne tardera pas à céder sa place à la coopérative, institution de l'avenir, mais comme dans les chemins de fer les économats rendent de réels services, cette transformation doit être opportune ; il importe de ne pas enlever aux travailleurs l'économat, qui les avantage, avant de savoir que son œuvre bienfaisante sera continuée par une coopérative.

*Appendice. — Situation générale des Economats,
avant la suppression*

Nous avons vu que, de nos jours, le développement des économats avait subi un certain ralentissement. Il existe cependant encore un certain nombre de ces institutions, il existe surtout, dans un grand nombre d'établissements industriels, des faits constants de fournitures de denrées ou marchandises par les employeurs à leurs employés.

Il est intéressant de se demander quelle est la répartition des économats.

Si on considère la répartition par industrie, on constate que les économats sont nombreux dans l'industrie textile et dans la métallurgie ; et, par région, on les rencontre particulièrement dans les Vosges.

D'après le syndicat des ouvriers tisseurs d'Avesnes-les-Aubert, « la plupart des ouvriers dans le Cambrésis doivent acheter des denrées ou marchandises diverses aux employeurs qui les vendent, soit directement, soit par l'intermédiaire de personnes intéressées ». (1). Dans la région lyonnaise, « la fourniture de tout ou partie de la nourriture à leur personnel, en échange d'une somme d'argent, déclare M. Barral, inspecteur divisionnaire du travail à Lyon, est pratiquée par de très nombreux tissages

(1) *Bulletin* de l'Office du Travail, novembre 1909, p. 1192.

de soieries du département de l'Isère et des environs de Lyon ».

Les économats sont aussi très nombreux dans la métallurgie, surtout dans les centres industriels, dont le développement a été très rapide ; le Nord, les Ardennes en possèdent un grand nombre ; on en trouve chez les fondeurs de la Champagne.

La Fédération française des travailleurs du verre déclare qu'il en existe dans les verreries, quoique quelques-uns aient été supprimés sous l'influence des syndicats. Ils sont répartis sur tout le territoire.

Enfin, les économats sont fréquents chez les carriers, tailleurs de pierres, dans l'Isère, la Côte-d'Or, la Meuse.

Ils sont peu développés dans les mines françaises, car la population minière est installée pour de longues durées dans des agglomérations importantes, où les commerçants abondent, et elle préfère les sociétés coopératives. On en trouve cependant quelques-uns dans les bassins du Gard, du Rhône, de la Haute-Saône.

Cependant, d'après l'Union des syndicats patronaux de l'industrie textile, le nombre des économats diminue. Le syndicat cotonnier de l'Est déclare même qu'ils tendent à disparaître : « Nos industriels agissent un peu comme les promoteurs de la loi : ces derniers, devant certains inconvénients signalés, trouvent plus simple de supprimer ces organisations » (1). Un certain nombre sont transformés

(1) *Bulletin* de l'Office du Travail, novembre 1909, p. 1192.

en sociétés coopératives, mais souvent, prétendent les syndicats des ouvriers textiles de Granges et Aumoutzey, ces coopératives ne seraient que des économats déguisés, les employeurs conservant une part importante dans l'administration de ces sociétés.

Au cours de l'enquête, qu'il fut chargé par la Commission sénatoriale sur les économats de faire en 1907-1908, l'Office du Travail dressa une liste des économats existant alors (avril 1908), d'après les renseignements fournis par les syndicats patronaux et ouvriers et par l'Inspection du travail. Cette liste fut annexée à la circulaire du 10 septembre 1910 sur l'application de la loi du 25 mars 1910, adressée aux inspecteurs du travail. Elle donne l'énumération des économats des chemins de fer, puis de ceux qui parmi les autres ont été signalés.

Économats des Compagnies de Chemins de fer.

1. RÉSEAU DE L'ÉTAT.

Economat à Paris : succursales à Rochefort-sur-Mer, Saintes, Tours, Orléans.

2. RÉSEAU DU MIDI.

Economat à Bordeaux.

3. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DU NORD.

A. — 14 magasins de denrées :

La Chapelle, Paris, La Plaine, Hellesmes, Fives, Amiens, Tergnier, Aulnoye, Nogent-sur-Oise, Laon, Somain, Lens, Calais, Dunkerque.

B. — 15 parcs à combustibles :

La Chapelle, La Plaine, Ermont, Le Bourget, Hellesmes, Fives, Amiens, Tergnier, Aulnoye, Busigny, Hirson, Nogent-sur-Oise, Laon, Soissons, Coudekerque.

4. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'OUEST.

Un économat à Paris.

5. COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE PARIS A ORLÉANS.

Six établissements de vente : Paris (magasin de denrées et vêtements, atelier de coupe et boulangerie).

Choisy-Bâches, à Vitry (caves).

Orléans (magasin de denrées et vêtements).

Tours (magasin de denrées et vêtements).

Périgueux (magasin de denrées et vêtements).

Bordeaux (magasin de denrées et vêtements).

COMPAGNIE DE BÔNE-GUELMA.

Un économat.

*Économats signalés à l'enquête faite par l'Office
du Travail (Avril 1908).*

AIN

Jujurieux. — Les petits-fils de J.-C. Bonnet et C^{ie} (soieries).

AISNE

Marle. — Magasins d'approvisionnement du tissage Koenig et C^{ie}.

Guise. — Familistère de Guise (Collin et C^{ie}).

Bellenglise. — Economat du tissage Cornaille.

La Bussière. — Economat de la filature veuve Conrad-Mantel.

ARDENNES

Fumay. — Magasins d'approvisionnement du personnel de la société anonyme des usines de Pied-Selle (fonderie).

Monthermé. — Economat des forges de Villerupt et Laval-Dieu.

AUBE

Bayal. — Economat des verreries de Bayel.

Clairvaux. — Economat des fours Saint-Bernard à Clairvaux (chaux et ciments).

Clairvaux. — Economat de l'usine Gasne (forges de Clairvaux).

CÔTE-D'OR

Comblanchien. — Economat des établissements Sauvain (tailleurs de pierres et carriers).

Comblanchien. — Economat des établissements Pagani (tailleurs de pierres et carriers).

Corgoloin. — Economat des établissements Sauvain (tailleurs de pierres et carriers).

Prémaux. — Economat des établissements Belin (tailleurs de pierres et carriers).

DORDOGNE

Brardville. — Economat de la verrerie de Brardville (serait prochainement transformé en coopérative).

EURE

Serquigny. — Economat de la filature de coton Félix Guillemin.

EURE-ET-LOIR

Saint-Rémy-sur-Avre. — Economat des établissements Waddington (filature et tissage).

GARD

La Grand'Combe. — Economat des mines de houille de la Grand'Combe.

ILLE-ET-VILAINE

Laignelet. — Economat de la verrerie Chupin.

Pleugueneuc. — Economat de la scierie mécanique de la Motte-Beaumanoir.

ISÈRE

Trept. — Economat de l'établissement Pierre Charrel (tailleurs de pierres et carriers).

Trept. — Economat de l'établissement Saint-Point (tailleurs de pierres et carriers).

JURA

Mesnay. — Economat de la fabrique de carton Hélier frères (aurait été transformé en coopérative le 24 janvier 1907).

LANDES

Uza. — Economat des forges d'Uza.

HAUTE-MARNE

Rachecourt-sur-Marne. — Economat des forges de Rachecourt.

Saint-Dizier. — Economat des forges de Champagne.

Vaux-sur-Plaise. — Economat de l'établissement Bouchenot (fonderie).

Vecqueville. — Magasins d'alimentation des usines de fonderie Capitain Gény à Bussy.

Wassy. — Economat des minières de Pont-Varin.

MEURTHE-ET-MOSELLE

Maxeville. — Economat de la société des hauts fourneaux.

Nancy. — Economat des usines Lang (tissage).

Pompey. — Economat des usines Fould (hauts fourneaux, forges et laminiers).

Cirey-sur-Vezouze. — Economat de la compagnie des glaces de Saint-Gobain.

Haucourt. — Economat de la Société des aciéries de Longwy.

Lunéville. — Economat de la Société lorraine des anciens établissements de Diétrich et C^{ie} (voitures automobiles).

Homécourt. — Economat de la Société des forges et fonderies de la marine (minières, forges, fonderie).

Villerupt. — Economat de la Société métallurgique d'Auberives-Villerupt (hauts fourneaux et fonderie de tuyaux).

Villerupt. — Economat de la Société des aciéries de Micheville.

Villerupt. — Economat de la Société anonyme des hauts fourneaux et forges de Villerupt et Laval-Dieu.

MEUSE

Cousances-aux-Forges. — Economat de l'établissement André (fonderie).

Euville. — Economat de la compagnie Fèvre (carriers et tailleurs de pierres).

NORD

Anzin. — Economat des forges et aciéries d'Anzin.

Denain. — Economat des forges et aciéries de Denain.

Denain. — Economat de la verrerie Houtant.

Onnaing. — Economat de la Société anonyme des établissements métallurgiques d'Onnaing (métallurgie).

Onnaing. — Economat de la Société Venot et C^{ie} (constructions métallurgiques).

Fives-Lille. — Economat de la compagnie de Fives-Lille (constructions mécaniques).

Trith-Saint-Léger. — Economat des forges et aciéries du Nord et de l'Est.

OISE

Ourscamp. — Economat de la filature Moritz et C^{ie}.

Mello. — Economat de la filature Dilliez.

Balagny-sur-Thérain. — Economat des établissements Poiret frères (filature de laine).

Saint-Germain-de-Fly. — Economat de la flaconnerie Lapostolle.

ORNE

Tourouvre. — Economat de la flaconnerie Haroux.

Saint-Evroult. — Economat de la verrerie Dougreville.

PAS-DE-CALAIS

Pont-d'Ardres. — Economat de la sucrerie de Pont-d'Ardres.

Loos. — Economat des établissements Thiriez frères (filature de coton).

HAUT-RHIN (Territoire de Belfort)

Auxelles-Bas. — Economat de la fabrique de portemousquetons Schwab frères.

Fallon. — Economat de la fonderie des héritiers de M. de Raincourt.

HAUTE-SAÔNE

Gouhenans. — Economat de la société minière et industrielle (verrerie et produits chimiques).

Planchers-Bas. — Economat de l'établissement Chapuis et Pile (fonderie et fabrique de chaînes).

Plancher-Bas. — Economat de l'établissement Spindler fils et C^{ie} (fabrique de chaînes).

Héricourt. — Economat des établissements Schowb frères (filature de coton).

SAÔNE-ET-LOIRE

Digoin. — Economat de la faïencerie Utzschneider.

SEINE-ET-OISE

Essones. — Economat des établissements Darblay (papeteries).

Montmagny. — Economat de la fabrique de plâtre Audebert.

Saint-Brice-sur-Forêt. — Economat de la fabrique de plâtre, de chaux et de briques Landry.

VOSGES

Anould. — Economat de la société anonyme des papeteries de Souche.

Aumontzey. — Economat des établissements Walter-Seitz et C^{ie} (filature de coton).

Basse-sur-le-Rupt. — Economat de l'usine Belzung et C^{ie} (tissage de coton).

Bussang. — Economat des établissements Ancel-Seitz (tissage de coton).

Bussang. — Economat des établissements Depierre (tissage de coton).

Cornimont. — Economat des établissements Chagné et C^{ie} (tissage de coton).

Cornimont. — Economat des établissements Caimant Nicolas (tissage de coton).

Cornimont. — Economat des établissements des héritiers de G. Perrin (filature et tissage de coton).

Dommartin-les-Remiremont. — Economat de Franould (filature et tissage de coton).

Ferdrupt. — Economat des usines Witz et Feltz (tissage de coton).

Ferdrupt. — Economat des usines A. France et C^{ie} (filature et tissage de coton).

Fresse-sur-Moselle. — Economat des établissements Ancel-Seitz (filature et tissage de coton).

Granges. — Economat Ancel-Seitz (fil^{re} et tiss. de coton).

Granges. — Economat Ancel-Seitz et C^{ie} (filature et tissage de coton).

Harsault. — Economat Dorget fils (tissage de coton).

Hennezel. — Economat des verrerie de Clairey.

Menil-Senonce. — Economat des établissements Gérard (tissage de coton).

Monthureux-sur-Saône. — Economat des établissements Grasset (fabrique de meubles).

Plombières. — Economat des établissements de Pruines et C^{ie} (ustensiles en fer battu).

Portieux. — Economat de la verrerie de Portieux.

Saint-Amé. — Economat des établissements Napoléon Marchal (filature et tissage de coton).

Saint-Etienne. — Economat de l'usine Géliot (filature et tissage de coton).

Saint-Maurice-sur-Moselle. — Economat de l'usine Lévêque frères (tissage de coton).

Saint-Maurice-sur-Moselle. — Economat de l'usine Godel (tissage de coton).

Saint-Maurice-sur-Moselle. — Economat de l'usine Mougenot (tissage de coton).

Saint-Maurice-sur-Moselle. — Economat de l'usine Burner et Cheviron (tissage de coton).

Saint-Maurice-sur-Moselle. — Economat de l'usine Mourot (tissage de coton).

Saint-Nabord. — Economat des établissements Crocheter (tissage de coton).

Sapoix. — Economat de l'établissement Flageollet (tissage de coton).

Saulcy-sur-Moselle. — Economat des établissements Clétienne (tissage de coton).

Le Thillot. — Economat de l'usine de la Courte (tissage de coton).

Uxegney. — Economat des établissements les fils de V. Perrin (filature de coton).

Uxegney. — Economat des établissements Gluntz (tuilerie).

Wisembach. — Economat des établissements Gousse (tissage de coton).

Val-d'Ajol. — Economat de l'établissement de Buyer (ustensiles en fer battu).

Vagney. — Economat des établissements Flageollet (tissage de coton).

Cette énumération des économats est incomplète, car beaucoup de ces institutions ont échappé aux investigations de l'Office du Travail ; celui-ci s'étant surtout basé sur les indications des organisations patronales et ouvrières, qui n'ont pas toutes répondu à son questionnaire.

Il est donc nécessaire de la compléter et d'y faire figurer les modifications, qui se sont produites dans

l'état des économats. Les derniers renseignements fournis à ce sujet l'ont été par le service de l'Inspection du travail, dans les rapports annuels des inspecteurs du travail et des ingénieurs en chef des mines. Ils ont été publiés dans les « rapports sur les lois réglementant le travail en 1910 », édités par le Ministère du Travail et parus en février 1912.

Les rapports pour 1911-1912 ne paraîtront qu'en février ou mars 1913-1914 ; ce sont donc, à l'heure actuelle, les documents les plus récents que ceux donnés sur la situation des économats en 1910.

Etat des Economats en 1910

par circonscriptions de l'Inspection du Travail et des Mines.

1^{re} CIRCONSCRIPTION (1)

Essonne (Seine-et-Oise). Economat des établissements Darblay (papeteries), se transforme en coopérative.

Montmagny (Seine-et-Oise). Economat de la fabrique de plâtre Audebert, se transforme en cantine indépendante de l'établissement.

Saint-Brice-sur-Forêt (Seine-et-Oise). Economat de la fabrique de plâtre, chaux et briques Landry (supprimé).

Evry-Petit-Bourg. Economat à forme coopérative (va modifier ses statuts).

Saint-Martin-du-Tertre. Economat de la Maison Bizet (lingerie), fondé en 1910. Le caractère d'économat est contesté par l'industriel.

(1) Rapports sur les lois réglementant le travail en 1910, p. 35.

2^e CIRCONSCRIPTION (1)

Gannat (Allier). Economat appartenant au P. L. M.

3^e CIRCONSCRIPTION (2)

A. *Economats non compris dans la circulaire
du 10 septembre 1910 :*

Bar-sur-Seine. Economat de la verrerie (ancien).

Ravières (Yonne). Economat de la fabrique de produits chimiques, créé en 1880.

Servance (Haute-Saône). Economat Jacquet, Viailley et Goux, 1905.

Audincourt. Economat de la Compagnie des forges.

Bologne (Haute-Marne). Société des forges.

Boussières-Torpes (Doubs). Economat.

B. *Economats fermés ou transformés :*

Ravières (Yonne). Transformé en magasin ordinaire, tenu par la femme du directeur. La femme assumant l'entière responsabilité du commerce, il n'y a pas d'interposition de personnes.

C. *Economats transformés en coopératives :*

Bussy. Magasin d'alimentation des usines de fonderie Capitain-Gény.

Clairvaux (Aube). Economat de l'usine Gasnes.

Boussières-Torpes (Doubs). Economat.

Mesnay (Jura). Economat de la fabrique de cartons Hétier frères.

4^e CIRCONSCRIPTION (3)

Aisne : Vervins. Boulangerie de la filature de jute Bertin-Bricourt et C^{ie}, fondé en 1907.

Sons et Ronchères. Boulangerie du tissage de laines Hubert, Nautigny, Melère et C^{ie}, fondé en 1907.

(1) Rapports cités, p. 61.

(2) — p. 86.

(3) — p. 126.

Marle. Economat du tissage Koëinig et C^{ie}. Transformé en magasin vendant au public.

Ardennes : Revin. Economat de l'usine Faure père et fils.

Fumay. Magasins d'approvisionnement de l'usine de Pied-Selle (supprimés).

Meuse : Sorcy. Economat des fours à chaux, fondé en septembre 1906.

Tronville. Economat de la manufacture française d'outils, 1903.

Vosges. Ont disparu : Economats de :

Bussang. Etablissements Depierre (tissage de coton).

Ferdrupt. Usines France et C^{ie} (filature et tissage de coton).

Monthureux-sur-Saône. Etablissements Grasset (meubles).

Saint-Maurice-sur-Moselle. Usines Mourot (tissage de coton).

Saint-Nabord. Etablissements Crochelet (tissage de coton).

Transformés en coopératives :

Anould. Société anonyme des papeteries du Souche.

Cornimont. Etablissement Chagué et C^{ie} (tissage de coton).

Plombières. Etablissement de Pruines et C^{ie} (ustensiles en fer battu).

Saint-Amé. Etablissement Napoléon Marchal (filature, tissage de coton).

Saulcy-sur-Moselle. Etablissement Clétiennes (tissage de coton).

Val d'Ajol. Etablissement de Bruyer (ustensiles en fer battu).

Sont en liquidation et seront fermés dès l'écoulement de leurs marchandises :

Cornimont. Etablissement des héritiers G. Perrin (filatures et tissages de coton).

Le Thillot. Usines de la Courbe (tissage de coton).

Saint-Maurice-sur-Moselle. Usine Mougenot (tissage de coton).

5^e CIRCONSCRIPTION (1)

Somain. Economat des chemins de fer du Nord.

Denain. Economat des forges (va être supprimé).

Denain. Economat de la verrerie Boutard (propriété d'un particulier).

Loos. Economat Thiriez, fonctionne en coopérative.

Fives. Economat de l'usine, cesse de fonctionner.

Pont-d'Ardres. Economat de la fabrique de sucre.

Economat des aciéries du Nord et de l'Est, se transforme en coopérative.

6^e CIRCONSCRIPTION (2)

Non compris dans la circulaire du 10 septembre 1910 :

Oissel (Seine-Inférieure). Economat de la Société anonyme : la filature d'Oissel. Créé en 1876.

Compris :

Saint-Rémy-sur-Avre (Eure-et-Loir). Economat des établissements Waddington (filature et tissage). N'a existé que dans la circulaire, n'existe pas en fait.

7^e CIRCONSCRIPTION (3)

Fougères. Economat de la verrerie de Laignelet.

8^e CIRCONSCRIPTION (4)

Economats non compris dans la circulaire :

Villenave d'Ornon (Gironde). Economat (fonderie).

Belliet (Gironde). Economat de la fonderie Destange Ernest.

Belliet (Gironde). Economat de la fonderie Destange Henry.

(1) Rapports cités, p. 161.

(2) — p. 184.

(3) Rapports cités, p. 216.

(4) — p. 233.

Terrasson (Dordogne). Economat de verrerie de Brardville.

Pouëriel (Lot). Economat de Lacabane.

Lac d'Orédon (Htes-Pyrénées). 1875.

Lac d'Aubert (Htes-Pyrénées). 1909.

Cognac (Charente). Economat d'Aunizeau à Champblanc.

9^e CIRCONSCRIPTION (1)

Carmaux. Economat de la verrerie.

Albi. Economat de la verrerie ouvrière : l'Aurore sociale. 1902.

10^e CIRCONSCRIPTION (2)

Pas d'économats proprement dits, seulement des orphelinats industriels.

11^e CIRCONSCRIPTION (3)

Jujurieux (Ain). Economat de l'usine Bonnet.

M. Barral, Inspecteur divisionnaire du Travail à Lyon, cite des établissements industriels, quatre-vingts environ, qui pratiquent la vente de marchandises à leurs employés, sans posséder d'économats proprement dits (4).

RAPPORTS DES INGÉNIEURS EN CHEF DES MINES (5)

1. M. Cousin, à Nancy.

Meurthe-et-Moselle :

Mont-Saint-Martin et Moulaine. Economat de la Société des aciéries de Lougny.

Hussigny. Economat des mines d'Hussigny, de Godbrauge, des minières de la Côte rouge.

Hussigny. Economat de la Société Lorraine industrielle.

2. M. Nautien, à Chalon-sur-Saône.

Ravières (Yonne). Economat des carrières de pierres Loret.

(1) Rapports cités, p. 255.

(2) — p. 288.

(3) — p. 313.

(4) Rapports cités, p. 314.

(5) — p. 377, 386, 436, 443, 453.

(Il existe encore, non compris dans la circulaire.)

Romanèche (Ain). Economat des carrières Nistas et Bertholet.

Comblanchien (Côte-d'Or). Economat des établissements Pagani, signalé dans la circulaire, supprimé.

3. M. Gentil, à Marseille.

Marseille. Economat de la Société des porphyres de Saint-Raphaël. Non compris dans la circulaire.

4. M. Boutiron, à Bordeaux.

Cherves de Cognac (Charente). Economat des carrières de gypse de Champblanc. Non compris dans la circulaire.

5. M. Caltaux, à Toulouse.

Ariège : Vernaux. Economat des carrières de Talc.

— Montferrier. Economat des carrières de Talc.

— Sentein. Economat du syndicat minier de Bocard (boissons et épicerie).

Il existait, en 1910, un nombre assez considérable d'économats : mais il est à remarquer que certains patrons devant les difficultés, qu'ils rencontrent, suppriment leurs magasins, et que beaucoup d'autres les transforment en coopératives.

Les sociétés coopératives de consommation, constituées en dehors de toute ingérence patronale, ont actuellement les faveurs des classes ouvrières : elles leur permettent de faire leurs affaires par elles-mêmes et d'obtenir les avantages, que leur donnaient les économats, sans avoir à supporter les inconvénients de ceux-ci.

Organisées pour satisfaire dans les meilleures

conditions possibles aux besoins essentiels des travailleurs, elles pratiquent généralement la vente au prix courant pour échapper aux récriminations des commerçants locaux et obtenir des bénéfices, qu'elles répartissent entre leurs adhérents ou avec lesquels elles subventionnent des institutions ouvrières.

Beaucoup vendent au comptant pour éviter les conséquences fâcheuses de la vente à crédit. Elles donnent d'excellents résultats, lorsqu'elles sont bien administrées, car souvent il leur manque l'œil du maître et la capacité technique des gérants ; elles ont, en outre, un rôle éducatif, « en conférant à la classe ouvrière les connaissances et les vertus, sans lesquelles jamais elle ne réussira à occuper dans l'ordre social la place à laquelle elle aspire et à laquelle elle a droit... Elles apprennent aux ouvriers l'importance du travail de direction et d'entreprise » (1).

Les coopératives sont, d'autre part, un facteur de paix sociale : supprimant tous rapports autres que ceux du travail entre patrons et ouvriers, elles évitent les causes de conflit, et c'est en cela surtout que consiste leur principale supériorité sur les économats.

Aussi les syndicats ouvriers interrogés, au cours de l'enquête de l'Office du Travail, sur la transformation des économats en coopératives, ont-ils répondu affirmativement, et en spécifiant « que les

(1) Gide. op. citée p. 37.

coopératives soient purement ouvrières, c'est-à-dire que l'administration soit entre les mains d'ouvriers, nommés par leurs camarades coopérateurs » (1). Ils invoquent des exemples de coopératives fonctionnant dans d'excellentes conditions : « Les coopératives de consommation existent ici et sont très bien organisées, leurs adhérents jouissent d'avantages très sérieux : des caisses de secours sont installées et en vue des dépenses, que nécessitent ces caisses de solidarité, il est distribué chaque année aux adhérents une part de trop perçu... »

Les organisations patronales estiment que la transformation des économats en coopératives est possible, mais seulement avec l'assistance patronale ; elles estiment que les coopératives n'ayant pas les mêmes moyens d'action que les économats, ne feront pas mieux qu'eux, peut-être moins bien. La réponse faite à l'enquête par le Comité central des Houillères de France est particulièrement intéressante et mérite d'être citée : « Voici quelles semblent être, à l'expérience, les conditions les plus favorables pour le fonctionnement d'une coopérative. Nous tenons pour admis au préalable qu'il existe dans les cadres ouvriers des personnalités dévouées, capables et probes, jouissant de la confiance de leurs camarades, que les divisions et l'esprit de parti ne doivent ni les emporter, ni les ébranler, qu'enfin le personnel est en état de souscrire un modeste capital.

(2) *Bulletin* de l'Office du Travail, décembre 1909, p. 1295.

a) Si la coopérative doit avoir une certaine ampleur, elle ne peut se passer complètement de toute aide patronale. Celle-ci se manifesterait en mettant à la disposition de la coopérative des locaux à prix avantageux, et en lui avançant à intérêt modeste tout ou partie du fonds de roulement.

b) Elle admettra au bénéfice de sa clientèle, non seulement les actionnaires, mais tous les ouvriers ou employés de l'entreprise : les actionnaires jouissant par exemple d'un crédit égal au montant de leurs actions, les autres obligés d'acheter au comptant ou à crédit limité.

c) Sauf circonstances spéciales et extraordinaires, elle limitera la durée du crédit à l'intervalle de deux payes.

d) Des bénéfices réalisés, la plus petite part devra être servie aux actionnaires, de manière à rémunérer normalement (4 à 6 %) leurs capitaux.

e) Le reste sera réparti entre les acheteurs sous forme de ristournes proportionnelles au montant des achats.

La ristourne sera versée une fois l'an, de manière à constituer une somme assez importante pour qu'on ne la gaspille pas.

f) Conseil d'administration peu nombreux, à fonctions gratuites : délégation permanente d'un ou deux membres pour la surveillance des magasins et des achats courants, avec très modeste indemnité.

Eviter avec soin de constituer, sous forme de gérance, « une place » vers laquelle se tendront les ambitions ou les jalousies.

g) Restreindre les opérations aux marchandises de première nécessité : pain, épicerie, chaussures et, après expérience de bon fonctionnement de l'entreprise, viande et charcuterie.

h) Vendre au prix d'un commerce de détail équitable, des marchandises de première qualité et contrôlées » (1).

Malgré le scepticisme des organisations patronales sur l'avenir des coopératives indépendantes, il est difficile de nier leur rapide développement et leur popularité dans le monde des travailleurs, et de ne pas reconnaître leur progressive substitution aux économats.

Si, jetant un coup d'œil en arrière, nous essayons de dégager les courants supérieurs, qui ont influé sur le développement des économats, nous constatons d'abord que le patronage, dont l'apparition avait amené celle des magasins patronaux, est à son son déclin.

En disparaissant, il porte un coup fatal à l'écomat, dont il doit être l'âme même.

Sans le patronage, en effet, celui-ci n'est plus qu'une institution déformée, vouée aux abus du truck-system, et par suite à l'impopularité.

Puis les attaques persévérantes des commerçants locaux, d'autant plus vigoureuses que la concurrence était plus forte, contribuent à l'arrêt que nous avons constaté dans le développement des économats.

Enfin, l'avènement de la coopération, repoussant

(1) *Bulletin* de l'Office du Travail, décembre 1909, p. 1297.

de toutes les forces de sa nouveauté, de sa vogue et de son caractère d'indépendance l'institution vieillie, vient hâter la disparition progressive des magasins patronaux.

Il nous reste maintenant à examiner quel est dans cette évolution le rôle de la législation, comment elle s'est comportée vis-à-vis des faits, et quelle est la part de son action dans leur développement.

Nous verrons d'abord les législations étrangères, puis la législation française.

QUATRIÈME PARTIE

CHAPITRE I.

Les Législations étrangères sur les Economats.

A côté des pays qui ont étroitement réglementé les économats, il en est d'autres dans lesquels la législation est encore à l'état de projet ou n'existe pas du tout.

ITALIE. — Un projet, déposé en 1893 par le ministre du Commerce, rend obligatoire le payement des salaires en argent.

En 1897, un autre projet a été déposé sur le truck-system.

HOLLANDE. — En 1894, une proposition de loi

est présentée, qui porte défense de forcer les ouvriers à acheter dans des magasins ou boutiques spécialement désignés par le patron, avec nullité de toute convention contraire. Les magasins sont autorisés, la pression seule est interdite.

NORVÈGE. — Le paiement des salaires, sous forme d'échange, est défendu par une loi du 14 juillet 1842 sur les mines ; il doit être fait en argent comptant (loi du 27 juin 1892).

SUISSE. — La liberté est complète pour les économats, mais la motion Comtesse du 9 avril 1891 s'y rapporte. M. Comtesse constate « que ces institutions sont en général en faveur de l'ouvrier, puis qu'il serait désirable de mettre une fin aux agissements des patrons y introduisant le truck-system' mais qu'il serait fort difficile d'exécuter une prescription dans ce sens et de faire la preuve du délit(1) ».

Une loi du 16 janvier 1897 édicte le paiement des salaires au comptant et en monnaie ayant cours légal.

AUSTRALIE. — Une loi du 10 décembre 1904, portant modification à la loi de 1899 prohibant le paiement des salaires en nature ou autrement qu'en monnaie courante, édicte : le défendeur, dans toute action intentée ou commencée après le 1^{er} novembre 1904, en vue du recouvrement des salaires, gagnés par un ouvrier avant le 1^{er} décembre 1904, peut

(1) Recorbet. Etude historique et législative du paiement du salaire en nature. Thèse, 1899, p. 163.

introduire une demande reconventionnelle relativement à des marchandises vendues, délivrées ou fournies dans tout magasin ou local appartenant au défendeur ou dans lequel le défendeur peut avoir des intérêts (1).

ISLANDE. — La loi du 24 février 1902 concerne le paiement des salaires, qui devront être payés en monnaie courante. D'autre part, « le salaire ne pourra être acquitté par compensation, à moins qu'une convention spéciale n'ait été conclue à cet effet » (2).

ESPAGNE. — Un arrêté royal du 18 juillet 1907 prohibe l'établissement de cantines, appartenant aux patrons ou à leurs représentants dans les fabriques, mines et exploitations de toute catégorie.

Les économats sont exceptés :

Art. 2. — Sont exceptés les économats organisés par les patrons ou entrepreneurs de travaux pour fournir le nécessaire aux ouvriers qu'ils emploient, à condition que les ventes se fassent au prix de revient des marchandises et que les ouvriers puissent intervenir dans l'administration de l'économat (3).

D'autre part, les salaires doivent être payés en monnaie ayant cours légal et hors des cabarets et boutiques. Des sanctions sont édictées contre les contrevenants.

(1) Annuaire de la législation du Travail de Belgique, 1904, p. 323.

(2) Annuaire de la législation du Travail de Belgique, 1902.

(3) Annuaire cité, 1907, p. 329.

ÉTATS-UNIS ÉTAT DE NEW-YORK. — Une loi du 24 avril 1906 édicte le payement en numéraire et interdit le payement en bons sur les magasins.

D'autre part, « aucune personne, raison sociale ou corporation occupée à des travaux publics en vertu d'un contrat avec l'Etat ou avec des services municipaux, comme entrepreneur ou sous-entrepreneur, ne pourra, ni directement, ni indirectement, gérer ou exploiter une entreprise connue généralement sous la dénomination de Company-Store, s'il existe déjà dans un rayon de deux milles du lieu où le contrat doit être exécuté, un magasin vendant des approvisionnements » (1).

Les contrevenants commettent un délit.

TEXAS. — Une loi du 18 avril 1905 rend illégal le payement des salaires en effets remboursables en marchandises (2).

CAROLINE DU SUD. — Une loi du 25 février 1904 édicte une amende pour ceux, qui refuseront de payer en argent des billets remboursables en marchandises et émis pour payer des salaires.

ARKANSAS. — Loi du 23 mai 1901. Il est illégal de remettre en payement des salaires des effets non remboursables en monnaie courante (3).

ILLINOIS. — Le payement des salaires doit se faire en monnaie courante dans les usines et manu-

(1) Annuaire cité, 1907, p. 329.

(2) Annuaire cit., 1906, p. 619.

(3) Annuaire cit., 1902.

factures, depuis 1891. Il ne peut pas y avoir compensation par suite de fournitures.

AUTRICHE. — Depuis 1859, il existe une loi sur le paiement des salaires. Les magasins patronaux avaient pris, en 1880, une telle extension, qu'en 1885 on édicta le paiement en argent comptant des salaires.

Cependant, la fourniture d'aliments, dont le prix est prélevé sur le salaire, peut faire l'objet d'une convention entre l'industriel et l'ouvrier, à condition que le prix ne soit pas supérieur au prix de revient.

Enfin, une loi du 5 février 1907 modifia et compléta le Code industriel, car de nombreux abus étaient constatés.

Elle oblige les industriels à payer le salaire en argent comptant, puis « la fourniture de denrées alimentaires ou d'une pension régulière, dont le prix est à prélever sur le salaire, peut faire l'objet d'une convention entre l'industriel et l'ouvrier, à condition que le prix n'en soit pas supérieur au prix de revient. Il ne peut, d'autre part, être convenu que les ouvriers devront se procurer les objets, dont ils ont besoin, dans des boutiques déterminées » (1).

Aucun autre objet ou marchandise ne peut être fourni aux ouvriers, avec retenue sur les salaires, notamment les boissons spiritueuses.

Le salaire ne doit pas être payé dans les cabarets.

La loi étend ses dispositions aux membres de la famille des industriels, aux aides, gérants.

(1) Annuaire cit., 1907.

Les ouvriers payés autrement qu'en argent, contrairement à la loi, peuvent réclamer le paiement en argent, les fournitures remises en premier lieu étant attribuées à la caisse de maladie de la fabrique ou aux pauvres de la localité.

HONGRIE. — La loi du 22 mars 1884 est analogue à la loi autrichienne de 1885. Le paiement des salaires doit être fait en argent comptant. Cependant, les ouvriers, après accord préalable, pourront recevoir en déduction de leur salaire, les repas quotidiens, les denrées alimentaires, sauf l'alcool, à la condition que ces fournitures ne soient pas évaluées au-delà de leur prix réel.

L'ouvrier payé en marchandises peut réclamer un second paiement en argent, sans qu'on puisse lui opposer le fait accompli et son propre consentement. La sanction est une amende ou la prison. Il ne peut être obligé de se servir dans un magasin désigné.

La retenue, dans les cas où elle est autorisée, doit avoir lieu au moment de la paye : au bout d'un mois, elle n'est plus possible (1).

BOSNIE-HERZÉGOVINE. — Ordonnance du 3 février 1909 (2). Le paiement des salaires doit se faire en argent comptant ; la fourniture d'aliments à imputer sur le salaire peut faire l'objet d'un accord entre le chef d'établissement et l'ouvrier, à la condition que cette fourniture soit faite à un prix n'excédant pas le prix de revient.

(1) Recorbet. Op. cit., p. 169.

(2) *Bulletin* de l'Office international du Travail, 1909, p. 231.

Il ne peut être convenu que les ouvriers devront se procurer les objets, dont ils ont besoin, dans des magasins de vente déterminés.

Ces dispositions sont étendues aux membres de la famille des chefs d'établissements, aux directeurs, à leurs aides. . .

Les chefs d'établissements n'ont pas d'action en recouvrement pour marchandises fournies à crédit, contrairement à ce qui précède.

BELGIQUE (1). — Dès 1280, des bans et ordonnances réglementent le paiement des salaires en nature ; au XVIII^e siècle, de nombreuses réglementations interviennent contre les abus du truck-system.

Les premiers économats, constitués dans un but philanthropique, comme ceux de la Société anonyme des charbonnages et hauts-fourneaux d'Ongrée-lès-Liège, de la cristallerie du val Saint-Lambert, reçurent les atteintes du truck-system. Celui-ci s'épanouissait dans les économats, lorsqu'en 1886 une agitation violente eut lieu dans le bassin de Charleroi : grèves, désordres.

Le Gouvernement ordonna une enquête ; sous la direction d'économistes et hommes politiques éminents, celle-ci révéla les abus scandaleux du truck-system dans les économats et à la suite d'un rapport de M. Ch. Morisseaux sur les « abus qui

(1) Leguay. La législation contre le truck-système, en Belgique, thèse, 1903.

se commettent dans le paiement des salaires » (1), le roi déposa des projets de loi contre le truck-system.

M. Morisseaux distingue, parmi les formes du truck, celle de la boutique patronale comme une forme perfectionnée. Le patron paye en jetons ou même en espèces, mais l'ouvrier est contraint de s'approvisionner à une boutique déterminée, tenue par le patron ou un des siens. Les manifestations du truck se répètent ; la Commission d'enquête fait alors un projet de loi, qu'elle calque sur la législation anglaise, ayant remarqué que le truck se manifestait en Belgique sous la même forme qu'en Angleterre : paiement du salaire en argent, interdiction des retenues et de toute action en remboursement des marchandises fournies.

Le projet de loi, soumis par le Gouvernement à la Chambre le 28 janvier 1897, souleva des objections : certains estiment que les magasins patronaux rendent des services et trouvent que l'interdiction de la retenue est une mesure trop absolue. Aussi, le 27 juillet 1887, le Gouvernement présente un nouvel article, qui laisse subsister le crédit et les économats, mais soumet la création de ceux-ci à l'autorisation de la députation permanente.

Pour conserver les économats, en supprimant les abus, la législation belge dut procéder à une réglementation minutieuse et complexe, préventive par la suppression des retenues sur le salaire, répressive par des sanctions pénales.

(2) Enquête de la commission du Travail belge, 1886, T. III.

Cette réglementation est contenue dans la loi du 16 août 1887, portant réglementation du paiement des salaires aux ouvriers.

Cette loi rend obligatoire le paiement en monnaie métallique ou fiduciaire, ayant cours légal, des salaires ouvriers.

A ce principe général, par lequel les retenues sont prohibées, des exceptions sont posées :

Art. 3. — « La députation permanente peut autoriser les patrons à fournir à leurs ouvriers, à charge d'imputation sur les salaires, les denrées, vêtements, combustibles, à condition que ces fournitures soient faites à prix de revient.

Elle détermine les autres conditions, auxquelles l'autorisation est subordonnée.

S'il y a dans la localité un conseil de l'industrie et du travail, les conditions doivent être préalablement soumises, soit à son avis, soit à celui de la section compétente. L'autorisation est toujours révocable pour cause d'abus, le conseil de l'industrie ou la section entendus. En cas de refus ou de révocation d'autorisation, il peut être interjeté appel au roi, dans le délai d'un mois, à dater de la notification de l'arrêté de la députation permanente aux intéressés (1) ».

La députation permanente est un conseil de province, composé du gouverneur et de six membres, élus par le conseil provincial. Elle est en contact permanent avec la population ouvrière, dont elle

(1) Leguay. Op. cit. annexes, p. 178.

connaît les besoins. Elle ne doit d'ailleurs autoriser les retenues pour fournitures, que si celles-ci sont livrées au prix de revient, c'est-à-dire sans aucun bénéfice pour le patron ; une telle précaution ne devant laisser subsister que les institutions philanthropiques.

Il est, d'autre part, interdit au patron ou à ses sous-ordres, d'obliger l'ouvrier à se fournir dans un magasin désigné, car il faut lui laisser « la facilité de disposer librement de son salaire ».

Il appartient à la députation permanente de déterminer les autres conditions, auxquelles l'autorisation est subordonnée. Une certaine latitude lui est laissée pour adapter son action aux circonstances : l'autorisation qu'elle donne est d'ailleurs toujours révocable, dans le cas où de graves abus seraient constatés. Il reste alors à l'industriel à faire appel au roi.

La loi ne s'applique qu'aux ouvriers de l'industrie.

L'action du patron ou de ses contremaîtres, ayant pour objet le paiement de fournitures faites dans d'autres conditions, que celles indiquées par la loi, n'est pas recevable, sauf pour les fournitures relatives au commerce exercé par l'ouvrier. D'autre part, le paiement des salaires ne peut être fait dans les cabarets, débits de boissons, magasins, boutiques ou dans les locaux y attenant.

Toute fourniture faite par la famille ou les sous-ordres du patron à l'ouvrier ou à sa famille est présumée faite par le patron. Des sanctions pénales sont édictées contre les contrevenants.

Cette loi très complète avait un défaut capital,

elle n'avait pas de garantie d'application. Les parquets ne poursuivaient que sur la plainte des ouvriers : or, ceux-ci ne réclamaient jamais, de peur d'un renvoi.

Se rendant compte de cette inefficacité, le Gouvernement dépose un projet, qui devient la loi du 11 avril 1896, par laquelle les délégués du Gouvernement à l'inspection du Travail sont chargés de veiller à l'exécution de la loi sur le paiement des salaires. Les locaux où se fait celui-ci sont ouverts aux délégués (inspecteurs du travail, ingénieurs des mines), qui peuvent se faire produire les états de paiement par les patrons, et dresser des procès-verbaux.

Cette législation est généralement considérée comme le type de la réglementation sur les éconômats : cependant on constate, par les rapports de l'Inspection du Travail, qu'elle n'a pas eu les heureux effets qu'on en attendait et que le truck-system continue à sévir.

En 1896, soixante-treize patrons seulement ont demandé l'autorisation de fournir à leurs ouvriers des denrées et combustibles ; or, ceux qui font ces fournitures sont beaucoup plus nombreux, mais ils se passent d'autorisation.

Le patron, qui tient un magasin, paye intégralement le salaire de ses ouvriers, mais quelques heures après la paye, ceux-ci se rendent au magasin et soldent les fournitures achetées à crédit dans le courant du mois.

Quand on les interroge, ils répondent qu'on ne fait sur eux aucune contrainte.

Les infractions directes à la loi sont rares, mais on rend celle-ci inapplicable en en discutant les subtilités. Souvent les inspecteurs du travail constatent des faits de pression ; ils ne peuvent en faire la preuve, car les patrons emploient des moyens détournés.

« De l'avis unanime des inspecteurs du Travail, l'existence d'un magasin, tenu par le patron, entraîne toujours une certaine contrainte morale, qui est même subie d'une manière plus ou moins inconsciente par l'ouvrier qui s'en défend » ; un inspecteur conclut son rapport : « le truck existe encore, mais dans une mesure restreinte, indirecte, et sous des formes, qu'il est impossible à l'inspecteur du travail de réprimer (1). »

Le seul effet de la loi, c'est que, ce qui autrefois se faisait au grand jour, se fait maintenant secrètement. D'ailleurs on la trouve insuffisante : en 1894, le conseil provincial de Liège ; en 1895, le représentant à la Chambre Maguette déposaient des projets de lois tendant à interdire toute autorisation pour le patron de faire à ses ouvriers les fournitures prévues à l'art. 3 de la loi de 1887.

Ces projets furent rejetés. D'autres, tendant à empêcher le patron à faire des bénéfices sur les fournitures, tendant à faire précéder l'autorisation d'un rapport de l'Inspection du Travail, et à atteindre les procédés directs ou indirects de pression, tendant aussi à faire mieux connaître la loi aux ouvriers par

(1) Léon Jacques. *Op. cit.* p. 227.

l'affichage, n'ont eu encore aucune suite, et la loi de 1887 est toujours en vigueur.

Cette loi, qui, au risque d'une complication exagérée, a réglementé dans tous ses détails le fonctionnement des économats, n'a pas donné les résultats attendus.

Ayant constaté que les abus se produisaient surtout dans la fourniture de denrées par le patron à ses ouvriers, le législateur n'a pas cependant voulu aller à l'interdiction complète.

Laissant au patron la faculté de faire cette fourniture, le législateur devait évidemment s'attendre à voir demeurer inutiles toutes les précautions qu'il avait prises.

Les nouvelles mesures préconisées ne donneront sans doute pas de meilleurs résultats ; car si on veut faire disparaître ceux qui pratiquent le truck-system, il est dangereux de laisser à tous les économats une existence légale, et il serait plus logique, sans aller à la suppression complète, de subordonner l'ouverture de tout économat à des conditions rigoureuses, qui ne laisseraient exister, que celles de ces institutions, qui sont réellement et indiscutablement philanthropiques.

RUSSIE. — La loi du 3 juin 1886, sur l'industrie, interdit le paiement des salaires en denrées ou marchandises ou en coupons remboursables en marchandises.

Les patrons, qui font une retenue sur les salaires pour fourniture de denrées ou marchandises de pre-

mière nécessité, doivent livrer des marchandises de bonne qualité à un prix moyen : ils ne peuvent ouvrir de magasin qu'avec une autorisation, dans laquelle sont prévus les prix affichés chaque mois.

Les inspecteurs des fabriques, qui accordent cette autorisation, peuvent faire prononcer à la commission provinciale des amendes de 25 à 30 roubles contre les contrevenants.

Ces dispositions ne s'appliquent qu'aux patrons opérant la retenue sur les salaires (Décision du 17/30 mai 1909 (1)).

ANGLETERRE. — Nous avons vu que c'est en Angleterre, que prirent d'abord naissance les éconômats et avec eux le truck-system. C'est aussi là qu'apparurent les premières réglementations.

En 1464, Edouard IV interdit aux drapiers de payer leurs ouvriers en nature. Puis, de nombreuses lois réglementent les industries particulières, parmi lesquelles celle de 1714, interdit le paiement des salaires par voie de Truck (c'est la première fois que le mot apparaît dans une loi), ainsi que la pratique des retenues pour compenser le prix des marchandises fournies à l'ouvrier.

En 1831, apparaît une loi générale comprenant et complétant toutes les lois particulières.

Le salaire doit être fixé et payé en monnaie ayant cours légal ; et un ouvrier ne peut être contraint de dépenser son salaire d'une façon déterminée ou dans un magasin désigné ; s'il est payé en marchan-

(1) *Bulletin* de l'Office international du Travail, 1909, p. 467.

disés, contrairement à la loi, il peut réclamer un second paiement en argent ; le patron n'a aucune action en justice pour recouvrer le montant des marchandises, et il ne peut faire la compensation. Des amendes sont prévues pour les infractions.

Cette loi n'interdisait pas les magasins patronaux, elle se contentait de prendre des mesures contre les abus : elle fut inefficace.

Une commission nommée en 1842 pour rechercher les moyens de lutter contre le truck, qui amène de graves désordres dans les classes ouvrières, reconnaît que le défaut capital de la législation vient de ce qu'il appartient aux ouvriers de dénoncer les patrons qui se livrent au truck-system.

Mais aucun remède ne fut apporté.

Vers 1850, les industriels, qui ne trouvaient pas, dans les commodités du paiement des salaires en nature, des bénéfices illicites et étaient injustement concurrencés par les autres, se coalisèrent en groupements appelés les « antitruck-associations » en vue de faire appliquer la loi et de faire disparaître ces pratiques.

Les antitruck-associations poursuivirent les abus avec énergie et persévérance : sous leur influence, le Parlement nomma, en 1870, une nouvelle commission. Celle-ci constata que la situation était toujours la même : le truck est pratiqué, les salaires sont payés à de longs intervalles, les ouvriers sont pris dans l'engrenage du crédit et des avances, et contraints de s'approvisionner aux magasins patronaux. La commission réclame de nouvelles mesures.

L'acte de 1883 vint alors généraliser l'interdiction déjà prononcée pour certaines industries de payer les salaires dans les cabarets ou magasins ; mais c'est surtout la loi du 16 septembre 1887 qui complète celle de 1831.

Elle étend les dispositions prises « à tous les individus engagés pour un service manuel rural ou industriel. »

Les retenues sont formellement interdites par l'article 5 de la loi : « Le patron ne peut déduire des gages dus à un ouvrier le prix des denrées, qui lui auraient été livrées dans un magasin, appartenant à lui, patron, ou à quelque personne dépendant de lui, et de telles livraisons, si elles ont lieu, ne donnent au patron ou à son agent aucune action contre l'ouvrier. »

Il est, en outre, défendu aux patrons d'imposer aux ouvriers, par le contrat de travail, de dépenser leur salaire dans certains magasins ou d'une manière convenue, et de les congédier pour avoir manqué à une obligation imposée contrairement à ces prescriptions. D'autre part, et c'est là l'innovation importante de la loi : les inspecteurs des manufactures et des mines sont chargés, dans leurs districts respectifs, de l'exécution des lois de 1831 et 1887.

L'économat est donc sévèrement réglementé.

Mais depuis le dernier tiers du xix^e siècle, les Trade-Unions, qui ont vigoureusement pris la défense des intérêts ouvriers, ont été pour le truck-system un adversaire redoutable.

Leur action empêcha les patrons d'abuser de leur

supériorité pour obliger les ouvriers à des conditions désavantageuses dans le contrat de travail : elle s'exerça surtout contre les abus, que la loi n'atteignait que bien peu souvent.

Elles agirent directement sur les patrons par l'action judiciaire ou par la grève, et comme leur nombre et leurs forces étaient imposants, leur intervention fut généralement plus efficace, que celle du législateur.

Sous cette double action des Trade-Unions et de la loi, les abus diminuèrent et avec eux le nombre des économats, car en Angleterre beaucoup n'existaient que pour la pratique et les avantages immoraux du truck.

Il en reste cependant, puisqu'en 1908 le quatrième Congrès des Trade-Unions de Grande-Bretagne et d'Irlande demande la suppression de la nourriture et du logement obligatoires et l'extension du Truck-Act à tous les employés de magasin et de bureau (1).

ALLEMAGNE. — Dès le ^{xvii}^e et le ^{xviii}^e siècles, on trouve des réglementations particulières concernant le paiement des salaires en nature : c'est vers 1820 que le truck-system commence à être combattu de façon plus nette et plus générale. On trouve, en 1840, un exemple d'antitruck-association. Enfin, en 1869, le Landtag Prussien vote la Guewerbeordnung du 21 juin sur les salaires : les retenues pour fournitures de denrées ou marchandises sont interdites et

(1) *Bulletin* de l'Office international du Travail, 1909.

l'ouvrier, dont le salaire a été payé en marchandises, peut réclamer un second paiement en argent.

Votée en Prusse, cette loi fut étendue aux Etats de la Confédération de l'Allemagne du Nord, et, en 1871, à l'Empire.

En 1878, une nouvelle loi, moins rigoureuse, permet au patron de faire la retenue pour les fournitures d'aliments, qui auraient été faites à l'économat au prix de revient.

Après la confédération internationale pour la protection des ouvriers, tenue à Berlin en 1890, le gouvernement propose au Reichstag un projet, qui devint la loi du 1^{er} juin 1891 :

Les salaires doivent être payés comptant en monnaie d'empire : les industriels ne doivent faire crédit à leurs ouvriers d'aucune marchandise, mais peuvent leur fournir, en en tenant compte pour la paye, les objets de subsistance au prix d'achat.

Le patron peut donc tenir un économat, où il vendra au prix d'acquisition (auschaffungs kosten) les objets de subsistance (lebensmittel), c'est-à-dire ce qui est nécessaire à la vie : le tabac et l'alcool sont exclus. Le paiement des salaires ne peut avoir lieu dans les cabarets ou lieux de vente, qu'avec approbation de l'autorité administrative ; le patron n'a aucune action en paiement des fournitures faites à ses ouvriers, contrairement à ce qui précède : des amendes sont prévues.

Cette législation fut inefficace, car là encore, c'est à l'ouvrier qu'il appartient de dénoncer les abus commis par les patrons.

Le Code civil allemand de 1900 interdit de nouveau les retenues sur les salaires, faites en raison de marchandises prises à l'économat.

(Art. 394) : « Lorsqu'une créance est saisissable, elle ne peut pas non plus se compenser. »

Or, les salaires des ouvriers ne sont saisissables qu'après que le jour du paiement s'est écoulé, sans que l'ouvrier ait réclamé ce paiement.

Si le salaire dépasse 1.500 marks, le tiers seulement est saisissable ; il est donc actuellement interdit d'opérer des retenues en paiement des achats à crédit, faits par les ouvriers à l'économat. Malgré cette législation, les retenues sont encore généralement pratiquées en Allemagne.

En juin 1908, le sixième Congrès des syndicats allemands, tenu à Hambourg, demanda la suppression du truck sous toutes ses formes (1).

LUXEMBOURG. — Une loi du 12 juillet 1895 règle le paiement des salaires des ouvriers ; il doit être fait en argent, à peine de nullité. Cependant, parmi les choses, qui peuvent être imputées sur les salaires au prix de revient, figurent les denrées alimentaires, à l'exception des boissons alcooliques. Pour ces fournitures, la retenue est permise. Le paiement des salaires ne peut être fait dans les cabarets ou magasins, et il doit avoir lieu deux fois par mois, l'ouvrier devant garder la libre disposition de son salaire.

Ces prescriptions s'étendent à la famille du patron

(1) *Bulletin* de l'Office international du Travail, 1909.

et à celle de l'ouvrier, et toute infraction est punie d'une amende.

La loi du 7 août 1906, applicable seulement aux ouvriers de l'industrie, enlève au patron le droit de retenir sur les salaires le montant des fournitures, qui ne sont pas relatives au travail (instruments de travail ou matières premières) ; il ne peut donc faire la retenue pour les denrées alimentaires.

CHAPITRE II.

Législation comparée.

Nous venons d'examiner les législations étrangères, et nous avons vu qu'elles prenaient de sévères mesures contre les éconômats, qui en effet, dans tous les pays, ont donné lieu à des abus. Entre ces différentes législations, il existe sur la réglementation des éconômats certaines ressemblances, qui permettent de ramener ces mesures de protection du salaire à un certain nombre de prescriptions essentielles.

Celles-ci tendent à ce but commun, assurer à l'ouvrier la libre disposition de son salaire, et pour l'atteindre, elles visent les formes très diverses, sous lesquelles se pratiquent les abus.

La plupart des législations ont d'abord posé le

principe général de la pleine liberté de consommation de l'ouvrier : on ne peut l'obliger à dépenser son salaire à l'économat, ou dans un magasin désigné: et les faits de pression ouverte ou détournée seront poursuivis et réprimés. Pour éviter cette pression, on édicte que le paiement des salaires se fera en monnaie courante, et on met fin ainsi à la pratique des bons ou des jetons, excellents moyens de contrainte, aussi bien qu'au paiement en marchandises, propice aux réductions de salaire par la hausse des prix de vente.

La monnaie métallique ou fiduciaire courante est en effet facile à échanger contre les produits nécessaires, et sa valeur est connue de façon sûre et précise au premier coup d'œil.

Mais cette obligation de payer les salaires en monnaie courante est inefficace, si au moment de la paye, le patron peut retenir sur le gain de l'ouvrier le montant des fournitures, que celui-ci a prises à l'économat. C'est pourquoi certains pays, l'Angleterre, l'Allemagne, le Luxembourg, la Hongrie interdisent cette retenue, n'admettant pas que par elle le paiement en argent ne soit plus que fictif. L'ouvrier payé en marchandises peut alors demander un second paiement en argent, et l'employeur n'a aucune action en justice pour obtenir le remboursement des fournitures qu'il lui a faites.

Ces mesures sont des obstacles à la vente à crédit, car le patron n'ayant plus la certitude de recevoir le paiement des marchandises, qu'il livre à ses ouvriers, en exigera le paiement immédiat.

L'obligation de vendre au prix d'achat est destinée à empêcher les bénéfices exagérés des économats ; l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, l'Allemagne, l'ont édictée.

L'autorisation préalable à l'ouverture d'un économat est exigée par certains pays : la Belgique, la Russie ; elle est accordée par un conseil (Belgique), ou par l'Inspection du Travail (Russie), qui doivent essayer de découvrir quel sera le caractère de l'institution, et qui, l'ayant autorisée, seront bien placés pour la surveiller.

L'interdiction de payer les salaires dans les cabarets ou magasins de vente doit éviter à l'ouvrier la pression du tenancier ou la tentation, qu'il aurait en se trouvant devant les marchandises ou les boissons offertes, au moment où il reçoit son argent.

Le paiement des salaires à intervalles rapprochés et réguliers lui permettra de ne pas être trop vite démuné de tout argent et obligé de demander du crédit.

Pour donner à ces mesures leur complète efficacité, certaines législations étendent leur action aux membres de la famille du patron, aux directeurs, contre-maitres... à tous ceux, en un mot, qui pourraient avoir sur l'ouvrier, en raison du travail, une certaine autorité et qui seraient portés à en abuser : elles l'étendent aussi aux membres de la famille de ce dernier, qui sont indirectement soumis à l'autorité patronale.

Enfin l'intervention de l'Inspection du Travail est le complément indispensable des lois réglementant

le travail en faveur de l'ouvrier : celui-ci en effet hésitera toujours à réclamer la protection de la loi, contre un patron, qui a en mains tous les moyens de lui faire supporter l'effet de son ressentiment.

Les inspecteurs du Travail, indépendants des uns comme des autres, pourront en toute impartialité et sans crainte rechercher les infractions aux lois de protection des ouvriers, qui, n'agissant plus ouvertement, pourront eux-mêmes faire part aux inspecteurs de leurs justes revendications.

Toutes ces mesures ne sont en général applicables qu'à l'industrie et à la grande industrie plus particulièrement, car c'est là surtout que se pratiquent les abus. Il faut d'ailleurs reconnaître que ces réglementations, quoique souvent étroites et rigoureuses, ne donnent pas des résultats très satisfaisants : les abus n'en subsistent pas moins, et il semble que, mieux que la législation, les associations comme les Trade-Unions anglaises ont une efficacité réelle. Si le truck-system subsiste en Angleterre, ce n'est pas dans les régions, où il est combattu par les Trade-Unions.

Les institutions ouvrières, lorsque au lieu de disperser leurs forces en de vaines luttes politiques, elles prennent vigoureusement la défense des intérêts de leurs membres, atteignent le but plus sûrement que la loi.

Aucune des législations étrangères n'a voulu aller jusqu'à la suppression complète des économats, c'est cette suppression, que nous allons étudier avec la législation française.

CINQUIÈME PARTIE

Les Economats et la loi en France.

CHAPITRE PREMIER

Législation et propositions de lois.

La question des Economats a été fréquemment agitée devant le Parlement français, à propos soit de la réglementation du salaire, soit de la législation sur les coopératives ou sur la patente, soit enfin à propos des économats mêmes.

Nous allons examiner ces différents projets en les groupant en projets de :

- 1) Transformation des éconômats en coopératives ;
- 2) Règlementation ;
- 3) Suppression.

1. — TRANSFORMATION DES ÉCONOMATS EN COOPÉRATIVES.

Cette question s'est posée devant le Parlement vers 1893 et 1895 à propos de la discussion du projet de loi sur les sociétés coopératives de production, consommation, crédit.

En 1893, un amendement ainsi conçu est déposé : « Ces sociétés ne devront être composées que de sociétaires habitant la même commune et chacune d'elles ne pourra avoir aucune ramification, ni aucun lien avec d'autres sociétés coopératives de consommation (1) ». L'éconômat devenait impossible dans beaucoup de cas, particulièrement en ce qui concerne les éconômats de chemins de fer. M. Jourde, député, demande si cet amendement sera appliqué aux éconômats de chemins de fer, et il en arrive à demander leur transformation en sociétés coopératives.

En mai 1894, au cours de discussions sur les sociétés coopératives de consommation, M. Doumer, rapporteur, déclare que les éconômats ne devront pas jouir des faveurs accordées à celles-là : une résolution est prise dans le sens de la transformation des éconômats en coopératives et c'est le 7 mai 1894 que par l'amendement Basly est proposée la suppression des éconômats. Cet amendement ne fut pas voté.

(1) *Journal Officiel*. Ch. Débats. S. O. 25 avril 1893, p. 1212.

Le projet revenant de nouveau en 1895 devant le Sénat, M. Lourties, rapporteur, déclare que les propositions, dont les éconômats ont fait l'objet, ont soulevé les protestations des employés des chemins de fer et qu'il faut les abandonner.

2 — RÈGLEMENTATION.

Le premier projet de réglementation fut déposé le 20 janvier 1890, à la Chambre des députés, par M. Maxime Lecomte. Il était inspiré de la loi belge ; laissait libre l'ouverture des éconômats, mais réglementait le mode de payement des salaires.

M. Lecomte propose que le payement des salaires ne soit fait qu'en monnaie ayant cours légal et ailleurs que dans les cabarets ou magasins. Il pose le principe de la non imputation sur les salaires des marchandises fournies, en faisant certaines exceptions, notamment pour les denrées alimentaires, le chauffage, l'habillement, à condition que la fourniture soit faite au prix de revient.

Le projet n'est pas voté, mais la loi du 45 janvier 1895, sur la saisie-arrêt des salaires et petits traitements, régit les éconômats dans son art. 4, emprunté au projet Lecomte (art. 50 du Code du Travail) : « aucune compensation ne s'opère au profit des patrons entre le montant des salaires dus par eux à leurs ouvriers et les sommes, qui leur seraient dues à eux-mêmes pour fournitures diverses, quelle qu'en soit la nature, à l'exception toutefois : 1) des outils et instruments nécessaires au travail ; 2) des matières et matériaux, dont l'ouvrier a la charge et

l'usage ; 3) des sommes avancées pour l'acquisition de ces mêmes objets ».

L'art 1 et 2 de la proposition Lecomte, disjoints de la loi de 1895, furent intercalés dans un projet relatif aux règlements d'ateliers voté en 1892 et renvoyé au Sénat. Cette proposition votée par le Sénat avec certaines modifications sous le titre de loi sur le mode de paiement des salaires (24 avril 1894) fut à nouveau adoptée par la Chambre, le 8 décembre 1898, mais avec des changements tels que la suppression des amendes, repoussée par le Sénat. A son retour au Sénat, le projet fut renvoyé à la commission, puis repris et, voté après de longues années, il devint la loi du 7 décembre 1909 sur le paiement des ouvriers et employés (art. 43, 4, 5, 104, 107 du Code du Travail).

3. — SUPPRESSION.

En 1893, lors de la discussion du projet relatif aux sociétés coopératives de consommation, quand on arriva à l'article 30, qui exonérait de la patente les économats des compagnies de fer, M. Basly présenta cet amendement : « Les économats des compagnies de chemins de fer, des mines et de toutes sociétés industrielles sont interdits, même lorsqu'ils prennent le titre de coopératives. Les propriétaires et directeurs d'usines, de fabriques et de toutes industries ne pourront directement ou indirectement participer à l'administration d'une société coopérative de consommation » (1).

(1) *Journal Officiel*. Ch. Débats. S. O. 1894, p. 723.

Le deuxième paragraphe, qui semble dirigé contre les coopératives, l'est en réalité contre les économats, qui se constituent sous les apparences de coopératives.

L'amendement ne fut pas voté.

Le 27 juin 1899, MM. Georges Berry, Julien Goujon et 56 autres députés de tous les partis déposèrent une proposition tendant à la suppression des économats.

Article unique. — « Les économats des compagnies de chemins de fer, des mines et de toutes sociétés industrielles sont interdits. » (1).

Cette proposition semble surtout s'appuyer sur le tort fait par les économats au petit commerce, ce qui est peut-être un argument en vue de leur suppression, mais n'est pas le point de vue véritable. Elle fut renvoyée à la Commission relative aux sociétés coopératives de consommation, qui ne s'est pas prononcée.

Le 20 novembre 1899, MM. Coutant et Vaillant présentèrent une proposition demandant, sur le ton d'un violent réquisitoire, la suppression des économats, « de ce commerce illicite, qui cache hypocritement son enseigne derrière le masque de la philanthropie » (2). Ils s'appuient surtout sur l'intérêt des ouvriers et font appel aux économistes les plus « bourgeois », empruntant des passages aux discours, aux rapports de MM. Cheysson, Brice, leurs adversaires habituels.

(1) *Journal Officiel*. Ch. annexes n° 1064 S. O. 1899, p. 1898.

(2) *Journal Officiel*. Ch. annexes n° 1202. 1899, p. 138.

Leur proposition fut renvoyée à la Commission du travail : comme elle tardait à venir en discussion, ses auteurs la reprirent à nouveau le 20 janvier 1903 (1). M. Bouveri, nommé rapporteur, conclut le 31 mars 1904 à la suppression des économats dans le délai de six mois, à partir de la promulgation de la loi (2).

Le 19 avril 1905, M. Flayelle saisit la Chambre d'une proposition dans le même sens (3).

Enfin, en 1906, deux nouvelles propositions du même genre furent faites : l'une (4) le 3 juillet, par MM. Coutant, Poulain, etc... ; l'autre (5) le 5 juillet, par M. Flayelle.

Ces deux dernières, étudiées simultanément, furent réunies dans un même rapport (6) de M. Zévaès, qui, déposé le 26 mars 1907, conclut à la suppression.

Dans son rapport, M. Zévaès examine le fonctionnement des économats, il relève leurs inconvénients, les nombreuses grèves, dont ils furent la cause, leurs rapports avec le truck-system, dont ils sont souvent une manifestation ; il examine ensuite les législations étrangères, puis demande la suppression des économats dans un délai de 6 mois qui pourra, sous certaines conditions, être porté à cinq ans.

(1) *Journal Officiel*. Ch. annexes, n° 684. 1903, p. 76.

(2) *Journal Officiel*. Ch. annexes n° 1683. 1904, p. 621.

(3) *Journal Officiel*. Ch. annexes n° 2412. 1905, p. 1552.

(4) *Journal Officiel*. Ch. annexes n° 195, 1906, p. 195.

(5) *Journal Officiel*. Ch. annexes n° 200, 1906.

(6) *Journal Officiel*. Ch. annexes n° 899. 1907, p. 267.

C'est pendant les séances des 4 et 6 juin 1907 (1), après avoir voté l'urgence, que la Chambre discute la question des économats. M. Zévaès prononce contre eux un véritable réquisitoire, appuyé par MM. Coutant et Flayelle, auteurs des propositions.

« Il y a 31 % de grèves qui éclatent par suite de l'existence des économats », déclare M. Coutant (2). M. Flayelle rappelle l'exposé des motifs de sa proposition : « On est obligé de constater que presque partout, où l'économat patronal existe, il contribue à créer ou à entretenir un état de mécontentement et d'irritation, qui aggrave les différends et détermine trop souvent les grèves, dont on peut dire qu'elles sont comme les guerres civiles de notre industrie nationale, parfois désastreuses et toujours profondément douloureuses, même lorsque la cause en est juste. . . Je ne méconnais pas qu'il ait pu exister des économats matériellement utiles et bienfaisants pour les ouvriers, mais je maintiens que ces économats sont eux-mêmes malfaisants, parce qu'ils ont pour résultat de diminuer la liberté des ouvriers : or, c'est de la liberté que nous devons attendre l'apaisement dans le monde du travail ». (3).

M. le vicomte de Villebois-Mareuil, partisan du maintien des économats, présente un amendement en vue de les réglementer et de ne laisser subsister que ceux qui ne se livrent à aucun abus : il ne faudra

(1) *Journal Officiel*. Ch. Débats. S. O. 5 juin (p. 1164), 7 juin (p. 1182), 1907.

(2) *Journal Officiel*. Ch. Débats. S. O. 5 juin 1907, p. 1167.

(3) *Journal Officiel*. Ch. Débats. S. O. 5 juin 1907, p. 1165.

tolérer les éconômats que s'ils ne font aucun bénéfice et sont soumis au contrôle de l'Etat..

Aux mauvais éconômats, dont on a beaucoup parlé, il oppose les bons, parmi lesquels on peut prendre comme exemple ceux des compagnies de chemins de fer.

L'amendement fut repoussé.

Le premier paragraphe fut voté, mais pour le second, MM. Vaillant et Allemane proposent qu'on ajoute : à prix coûtant, dans la phrase, qui permet au patron la fourniture du logement et de la nourriture, prévus dans le contrat de travail.

Cette modification n'est pas prise en considération.

Le délai accordé pour la suppression donna lieu à de vives discussions.

M. Lenoir voulait la suppression sans délai.

M. Allemane ne demandait ce délai que pour les éconômats des compagnies de chemins de fer, placés sous le contrôle de l'Etat ; le texte proposé fut voté sans modifications, avec un délai de six mois, pouvant être porté à cinq ans sous certaines conditions.

Les éconômats étaient donc supprimés, mais MM. de la Batut, Jourde, Saumande proposent un article additionnel, pour assurer le maintien des éconômats de chemins de fer.

Ils font valoir les imposantes protestations des intéressés contre les projets de suppression : parmi les 350.000 employés de chemins de fer, il n'y a guère que le Syndicat national des travailleurs des chemins de fer, dont M. Guérard est secrétaire et qui

comprend 40.000 membres, qui ne compte pas que des partisans absolus du maintien.

D'autre part, la brusque transformation de ces économats en coopératives est difficile ; il faut que l'évolution d'une institution à l'autre se fasse progressivement et il serait dangereux de priver brutalement les agents des chemins de fer d'une institution, qui leur rend les plus grands services et à laquelle ils tiennent.

L'article additionnel est adopté et les économats des chemins de fer sont conservés, à la condition : 1° que la vente des denrées et marchandises ne rapporte à l'employeur aucun bénéfice ; 2° que l'économat soit administré par un conseil d'administration, composé en majorité de délégués élus par les ouvriers et employés de la compagnie (1).

M. Jaurès voulait que le conseil soit — en totalité — composé de ces délégués : il ne put faire aboutir sa proposition.

Enfin, M. Millerand proposa que, cinq ans après l'accomplissement de ces conditions, le ministre des Travaux publics procédât dans certaines formes à une consultation du personnel sur la suppression ou le maintien de l'économat de chaque compagnie. Ce referendum fut adopté.

Enfin, les Inspecteurs du Travail furent chargés de l'exécution de la loi et des sanctions furent édictées.

Ce projet voté par la Chambre et réalisant la suppression des économats, sauf des économats des che-

(1) *Journal Officiel*. Ch. Débats. S. O. 7 juin 1907, p. 1191.

mins de fer, fut transmis au Sénat le 13 juin 1907.

Celui-ci le renvoya à la commission, qui manifesta le désir de connaître l'avis des principaux syndicats patronaux et ouvriers intéressés.

L'Office du Travail procéda alors, dès la fin de septembre 1907, à deux enquêtes, l'une portant sur les économats annexés aux établissements industriels de toutes natures, l'autre visant ceux des compagnies de chemins de fer, auxquels un traitement spécial était fait. Les résultats de ces deux enquêtes furent communiqués le 8 mai 1908 à la Commission sénatoriale.

De tous les documents sur les économats, cette enquête est évidemment le plus précis et le plus autorisé : dirigée par un organe impartial, puisque non intéressé, s'adressant aux organisations patronales comme aux syndicats ouvriers, c'est-à-dire aux sources les plus opposées, elle révéla, à côté des services que peuvent rendre les économats, les nombreux abus, dont ils sont responsables.

Les organisations ouvrières sont unanimes à estimer qu'il n'est pas possible de réformer les économats, et à demander leur suppression et leur transformation en coopératives, fonctionnant sans aucune ingérence patronale.

Les organisations patronales pensent qu'on doit au contraire conserver les économats, en les réglant : car pour elles, les coopératives fonctionnant sans l'assistance patronale ne donneront que des déceptions.

Elles proposent donc certaines mesures, qui amé-

lioreront les éconômats et permettront leur maintien.

Les seuls éconômats des compagnies de chemins de fer semblent avoir la faveur des travailleurs, qui protestent contre leur suppression.

Les résultats de l'enquête furent utilisés par M. Poulle, dans son rapport au Sénat, déposé le 19 octobre 1909 (1).

M. Poulle étudie le développement des éconômats, leur fonctionnement, leurs inconvénients. Et s'appuyant sur l'inefficacité des mesures prises, aussi bien à l'étranger qu'en France, contre les abus, il demande la suppression dans les conditions où elle est proposée par la Chambre. « Les critiques contre les éconômats sont justifiées, déclare-t-il ; les abus révélés sont trop criants, ils sont trop généralisés et la défiance des ouvriers vis-à-vis de cette institution est trop violente, pour que l'on puisse espérer que les éconômats, même réglementés sévèrement, puissent cesser d'être, suivant l'expression de M. Flayelle, une cause de trouble et de désordre social, et qu'ils puissent cesser de contribuer à créer ou à entretenir cet état de mécontentement et d'irritabilité, qui aggrave les différends et détermine trop souvent les grèves. L'institution, il faut bien le reconnaître, comporte des inconvénients, des vices, qui lui sont propres, que rien, pas même une réglementation très dure, ne pourrait faire disparaître (2). »

(1) *Journal Officiel*. Sénat. Annexes n° 251, S. E. 1909, p. 2.

(2) *Journal Officiel* Sénat. Annexes n° 251, S. E. 1909, p. 11.

La Commission sénatoriale proposa au Sénat le projet de la Chambre, avec quelques légères modifications.

Le délai de 6 mois pouvant être porté à 5 ans est remplacé par un délai uniforme de 2 ans.

Le referendum proposé par M. Millerand sera renouvelé tous les cinq ans.

La loi du 26 mars 1891 (sursis) est applicable aux infractions.

La discussion eut lieu au Sénat le 24 février 1910. Les résultats de l'enquête ayant confirmé l'opinion de la Chambre des Députés, le Sénat adopta à son tour la suppression des éconômats.

« C'est une œuvre de calme, de sang-froid et de justice que nous avons voulu accomplir, déclara le rapporteur..., c'est en même temps une œuvre de paix sociale » (1).

M. Le Cour Grandmaison avait proposé qu'on autorisât des éconômats d'une existence momentanée pour répondre à certaines nécessités : le rapporteur le combattit, ne voulant pas laisser faire à la loi une fissure, qui l'annihilerait et prétendant que la coopérative, pour la grande industrie, la cantine, dans les autres cas, suppléeraient aux éconômats. La proposition de M. Le Cour Grandmaison fut rejetée, mais à ce propos il fut déclaré que, dans les cas où des ouvriers étrangers venaient travailler d'une façon passagère chez un patron (moissons ou vendanges), le fait pour ce patron de leur fournir un local et une

(1) *Journal Officiel*. Sénat. Débats. 25 février 1910.

partie des aliments nécessaires à leur subsistance, tels que les légumes, ne constituait pas un fait d'économat et restait licite.

Les retouches apportées par le Sénat au projet de la Commission sont insignifiantes.

Le nombre des délégués élus par les ouvriers dans la commission d'administration des économats de chemins de fer est réduit de la majorité au minimum d'un tiers. A côté des économats de chemins de fer et dans les mêmes conditions, pourront être maintenus les économats annexés aux établissements industriels de sociétés, dans lesquelles domine l'élément ouvrier.

Le Sénat vota à une imposante majorité le texte du projet de la Chambre, ainsi remanié. Celui-ci fit l'objet d'un second rapport de M. Zévaès, déposé à la Chambre des Députés, le 10 mars 1910 (1).

La Chambre adopta sans discussion le projet, dans sa séance du 22 mars 1910 ; et le 25 mars, la loi fut promulguée (2).

TEXTE

(Art. 75, 6, 7, 105, 107 du C. du Trav.).

Loi supprimant les économats et interdisant aux employeurs de vendre directement ou indirectement à leurs ouvriers et employés des denrées et marchandises de quelque nature que ce soit.

ARTICLE PREMIER. — Il est interdit à tout employeur :

(1) *Journal Officiel*. Ch. Annexes 3.169. S. O. 12 juin 1910 p: 243.

(2) *Journal Officiel*. Ch. 27 mars 1910.

1° D'annexer à son établissement un économat, où il vende directement ou indirectement à ses ouvriers et employés et à leurs familles des denrées et marchandises de quelque nature que ce soit ;

2° D'imposer à ses employés ou ouvriers l'obligation de dépenser leur salaire en totalité ou en partie dans les magasins indiqués par lui.

Cette interdiction ne s'étend pas au contrat de travail, si ce contrat stipule que l'ouvrier sera logé et nourri, et recevra en outre un salaire déterminé en argent, ou si pour l'exécution de ce contrat, l'employeur cède à l'ouvrier des fournitures au prix coûtant.

ART. 2. — Tout économat sera supprimé dans un délai de deux ans, à dater de la promulgation de la présente loi.

ART. 3. — Les économats des réseaux de chemins de fer, qui sont placés sous le contrôle de l'Etat ne sont pas régis par les dispositions de la présente loi sous la triple réserve :

1° Que le personnel ne soit pas obligé de se fournir à l'économat ;

2° Que la vente des denrées et marchandises ne rapporte à l'employeur aucun bénéfice ;

3° Que l'économat soit géré sous le contrôle d'une commission, composée pour un tiers au moins de délégués, élus par les ouvriers et employés du réseau.

Toutefois, le Ministre des Travaux Publics fera, cinq ans après la promulgation de la loi, procéder dans les formes fixées par un arrêté ministériel à une

consultation du personnel sur la suppression ou le maintien de l'économat de chaque réseau. Ce referendum sera renouvelé à l'expiration de chaque période de cinq ans.

Les mêmes règles s'appliqueront aux économats annexés aux établissements industriels, dépendant de sociétés dans lesquelles le capital appartient en majorité aux ouvriers et employés, retraités ou non de l'entreprise, et dont les assemblées générales seront statutairement composées en majorité des mêmes éléments.

ART. 4. — Les Inspecteurs du Travail sont chargés de veiller à l'exécution de la présente loi.

Toute infraction aux articles ci-dessus sera passible d'une amende de 50 à 2,000 francs, qui pourra être portée à 5,000 francs en cas de récidive.

L'art. 643 du Code Pénal sera applicable aux infractions prévues par la présente loi.

Il en sera de même de la loi du 26 mars 1891.

CHAPITRE II.

Etude de la Législation sur les Economats.

I. — RÉGLEMENTATION ET INTERDICTION DES ECONOMATS.

Nous avons vu que l'art. 50 du Code du Travail prohibe la compensation entre le montant des salaires dus par les patrons à leurs ouvriers et les sommes dues par ces derniers à leur patron, pour fournitures diverses, excepté celles relatives au travail.

Ce texte, qui fut évidemment voté contre les économats, puisqu'il ne fut question que des fournitures livrées par eux, met fin à la situation privilégiée du patron, qui avait dans le salaire un gage certain de sa créance.

Il n'avait, en effet, qu'à ne pas laisser dépasser le

montant de cette créance par le montant du salaire gagné pour ne courir aucun risque.

Désormais, la compensation n'est plus possible, le patron n'est plus qu'un créancier ordinaire et n'a d'autres ressources que celles du droit commun.

Il pourra, comme tout créancier, se faire autoriser à saisir un dixième du salaire, concurremment avec les autres créanciers saisissants; se faire céder par l'ouvrier un dixième de son salaire; retenir un dixième en remboursement de ses avances; mais limité à ces trois dixièmes, il sera exposé, si le montant de ses fournitures dépasse leur total, à des pertes que la retenue rendait impossible avant le 12 janvier 1895.

Il semble, au premier abord, que supprimer la compensation c'est presque supprimer les économats; cependant il n'en est rien, puisqu'ils peuvent vendre au comptant ou recouvrer d'une autre façon le paiement de leurs fournitures.

Par une telle mesure, le législateur espérait faire disparaître des économats leurs inconvénients: supprimer la retenue, c'était amener la disparition de la vente à crédit et de toutes ses conséquences désastreuses pour l'ouvrier: livret, bons, jetons.... c'était lui assurer le paiement en argent de son salaire et l'empêcher d'être pris par les dettes dans l'engrenage de l'économat et d'une presque servitude.

Mais il ne fut rien de tout cela: en effet, aucune sanction pénale n'assurait l'application de ces prescriptions. La prohibition de l'art. 50 était bien d'ordre public, comme l'indiquent le texte, le but de la

loi et les travaux préparatoires, « on ne pourrait donc y déroger, ni expressément, ni tacitement : la nullité absolue d'une telle compensation pourrait être invoquée par tout intéressé, par l'ouvrier comme par ses créanciers, et constatée par le juge en tout état de cause, même d'office » (1).

Mais en fait cette nullité civile n'a, en l'absence de toute sanction pénale, qu'une efficacité relative. En effet, l'ouvrier qui réclamerait l'application de la loi encourrait un renvoi certain. Aussi les abus ne cessèrent-ils pas : la loi ne donna aucun résultat, d'autant plus qu'interprétée strictement par la jurisprudence, elle n'interdisait même pas le payement en jetons.

D'autre part, il est facile d'éluder cette mesure. Le patron, qui vient de payer à l'ouvrier l'intégralité de son salaire, n'a qu'à lui présenter immédiatement la facture des fournitures faites : la compensation opérée de cette façon indirecte ne tombe pas sous le coup de la loi. Cette précaution déjà prise par l'Angleterre, l'Allemagne, le Luxembourg et la Hongrie est inefficace.

C'est pourquoi les art. 43, 44, 45, 104, 107 du Code du Travail viennent combler les lacunes et suppléer à l'inefficacité de l'art. 50.

Art. 43 : « Les salaires des ouvriers et employés doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal, nonobstant toute stipulation contraire, à peine de nullité. »

(1) Pic. Op. cit., p. 760.

Cette prohibition de tout paiement fait autrement qu'en argent est la base essentielle de toute réglementation du paiement des salaires et il est permis de s'étonner que ce principe n'ait pas été adopté plus tôt par notre législation.

Le paiement en monnaie métallique ou fiduciaire devient obligatoire de façon absolue, puisque toute stipulation contraire n'empêcherait pas qu'un paiement autrement fait soit nul : il semble aussi devenir obligatoire d'une façon générale, puisqu'aucune exception n'est prévue.

Ces dispositions ont évidemment pour principal objet d'empêcher, à l'avenir, le paiement des salaires en bons ou jetons, qui était le plus commode et le plus pratiqué des moyens de contrainte. Mais ne serait-ce pas dépasser la pensée du législateur que d'appliquer à la lettre une loi hâtivement votée ? En effet, il y a des prestations en nature, faites par les employeurs à leurs employés, qui sont d'un usage si courant et d'une telle nécessité, particulièrement dans certaines professions, qu'il serait difficile et désastreux de les interdire.

L'art. 43 vise les ouvriers agricoles aussi bien que les ouvriers industriels ; cependant dans l'agriculture, les ouvriers sont généralement logés et nourris, de même que dans la petite industrie. Il vise toutes fournitures ; cependant il en est qui sont constantes, comme le charbon, les vêtements de travail, dans certaines professions.

Ce sont là des pratiques, qui ne donnent lieu à aucun abus ; les conditions en étaient connues, elles

avaient été débattues au moment de la formation du contrat ; et elles sont permises par les législations étrangères, qui prohibent le truck-system.

Cependant l'art. 43 ne fait aucune réserve :

Le Ministre du Travail, dans sa circulaire du 10 mars 1910 (1), sur l'application de cette législation, adressée aux Inspecteurs du Travail, déclare : « L'obligation de payer le salaire en monnaie métallique ou fiduciaire, ayant cours légal, ne saurait avoir pour effet d'interdire la rémunération du travail par des prestations en nature, telles que le logement, la nourriture, le charbon, qui sont d'un usage courant dans certaines professions.

L'a. 1 (art. 43 C. du T.) exige seulement le paiement en espèces ayant cours légal de la partie du salaire, qui en vertu de la convention ou des usages, a été fixée à une somme d'argent. L'obligation de payer le salaire en monnaie courante ne porterait donc que sur la partie du salaire stipulée payable en argent : cette interprétation impliquant alors, que de telles fournitures, prévues dans le contrat de travail, ne rentreraient pas dans la composition du salaire : « Quand l'ouvrier rural employé dans une ferme y est nourri, la nourriture n'est pas un salaire, c'est une condition du contrat de louage » (2).

Il est en tout cas regrettable qu'en établissant le paiement des salaires en monnaie courante, le législateur n'ait pas prévu les cas où le paiement en na-

(1) *Bulletin* de l'inspection du Travail. 1910.

(2) Loi du 7 décembre 1909, dans les *Lois nouvelles*.

ture, légitimé par la nécessité, semble cependant pouvoir être admis.

Alors que l'art. 50 n'était sanctionné d'aucune façon, l'application de la nouvelle disposition est garantie par une amende de 5 à 15 francs.

Avec l'art. 50, l'employeur, qui, ayant effectué sur le salaire d'un ouvrier une retenue pour fournitures, jugée abusive par celui-ci, était poursuivi, ne pouvait être condamné qu'à une réparation civile : il sera désormais passible d'une amende pour n'avoir pas payé le salaire en monnaie courante.

L'article 44 décide que « les salaires des ouvriers du commerce et de l'industrie doivent être payés au moins deux fois par mois, à seize jours au plus d'intervalle ; ceux des employés doivent être payés au moins une fois par mois. » Pour l'époque des paiements, il sera quelquefois difficile de déterminer le caractère d'ouvrier ou d'employé du travailleur : le genre d'occupation, le mode de rémunération permettront cette détermination. Le second paragraphe de l'article 44 réglemente la périodicité des travaux faits aux pièces.

En écartant le trop grand espacement des payes, on évite aux ouvriers, qui ne peuvent en général garder longtemps leur argent liquide, les dangers du crédit : le salaire est d'ailleurs un forfait qui remplace la part incertaine de bénéfices à laquelle l'ouvrier aurait droit comme associé du patron ; ce forfait doit donc satisfaire aux besoins immédiats et le salaire devrait être payé chaque jour.

Comme ce n'est guère possible, au moins doit-il l'être chaque semaine ou chaque quinzaine.

Il sera difficile de faire respecter l'obligation de payer les salaires régulièrement et fréquemment, l'inspection du travail ne pourra guère contrôler les époques de paiement, se heurtant au silence craintif de l'ouvrier.

D'après l'art. 45, « le paiement ne peut être effectué un jour où l'ouvrier ou l'employé a droit au repos, soit en vertu de la loi, soit en vertu de la convention . . . » Celui-ci ne sera pas tenté par une inaction propice de dissiper l'argent reçu.

« . . . Il ne peut avoir lieu dans les débits de boissons ou magasins de vente, sauf pour les personnes qui y sont occupées ».

Nous avons vu en effet que souvent des abus sont commis par suite du paiement au cabaret ou dans le magasin.

La pression y est facile et l'ouvrier n'en sort pas sans y avoir laissé une partie de ce qu'il a touché. « En ce qui concerne le local, dans lequel la paye s'effectue, écrit M. Boulin, inspecteur divisionnaire du Travail à Lille, l'expérience de cette première année d'application a fait voir que c'est une des parties les plus délicates de la loi sur les salaires (1) ».

Les infractions sont difficiles à constater, car cette pratique est généralement clandestine et souvent s'opère sous une forme détournée.

L'intervention de l'Inspection du Travail, chargée

(1) Rapport sur les lois réglementant le Travail, en 1910, p. 161.

de poursuivre les infractions à la loi, est limitée : aucune disposition ne permet aux inspecteurs d'exiger des patrons la présentation de livres, feuilles de paye, listes d'émargement... « en l'absence de la présentation bénévole de ces documents, il semble bien qu'on ne puisse exiger du chef d'entreprise qu'une déclaration formelle, qu'il conviendra de contrôler le cas échéant, suivant les modes généraux de preuves prévus par la loi (2) ».

Les inspecteurs s'appuieront surtout sur des éléments de faits.

La législation sur le payement des salaires, malgré toutes les précautions qu'elle prend, est encore incomplète sur les éconômats.

Le patron peut, en effet, sans y contrevenir, contraindre l'ouvrier à dépenser son salaire à l'éconômât ; il le paie en argent d'une main et reprend de l'autre ce qui lui est dû, de cette façon il n'y a pas de compensation et il y a eu un payement en argent, tout au moins fictif. La loi est respectée, à la lettre, sinon dans son esprit, et il n'y a pas eu grand'chose de changé dans le fonctionnement de l'éconômât.

Le patron peut encore obliger l'ouvrier à s'approvisionner dans un magasin désigné, tenu par une personne interposée ou affiliée : cette pression, qui échappe à toute poursuite, permettra à l'employeur de continuer les abus, visés par le législateur.

A ce point de vue, les art. 75, 76, 77, et 105,

(2) Circulaire du 10 mars 1910, *Bulletin* de l'inspection du Travail.

du Code du Travail sont l'aboutissement logique de l'art. 50 d'un côté, des art. 43, 44, 45, et 104, de l'autre.

Ils les complètent par l'interdiction à tout employeur : 1) de vendre directement ou indirectement à ses ouvriers ou employés ou à leurs familles des denrées ou marchandises de quelque nature que ce soit ; 2) d'imposer à ses ouvriers et employés l'obligation de dépenser leur salaire, en totalité ou en partie, dans des magasins indiqués par lui.

Cette double interdiction vient remédier aux lacunes signalées dans la législation sur le mode de paiement des salaires.

Le patron ne pourra plus obliger l'ouvrier à dépenser son salaire, ni à l'économat, puisque celui-ci disparaît, ni dans un autre magasin, puisque ce serait un acte de pression, pouvant amener une poursuite.

L'opportunité de la seconde mesure n'est pas discutable : soit par une contrainte ouverte, soit par le paiement en bons ou jetons, le patron, se mettant d'accord avec certains commerçants, forçait ses ouvriers à s'approvisionner dans les magasins, qu'il leur désignait, et dont les tenanciers profitaient de ce privilège pour hausser les prix ou abaisser la qualité de la marchandise.

Faire disparaître cette contrainte était donc une mesure indispensable, qu'il convient d'interpréter dans le sens le plus large, en appliquant l'interdiction à toute pression morale, matérielle ou même conventionnelle. Une telle disposition se justifie

d'elle-même, car elle assure la liberté de l'ouvrier, elle lui garantit le droit de disposer en toute indépendance du produit de son travail.

Cette seconde mesure n'est-elle pas d'ailleurs le complément logique de la première : à quoi bon supprimer l'économat, si l'on n'empêchait pas un patron du même coup de gérer un magasin par l'entremise d'une personne interposée, dont les intérêts se confondraient avec les siens.

Le législateur, en effet, a voulu que le patron ne se livrât sur l'ouvrier, à aucune spéculation, et il a interdit toute vente par l'employeur à l'employé. Désireux d'assurer avant tout à l'ouvrier la liberté de consommation la plus absolue, il n'a pas hésité à supprimer tous les économats, pour faire disparaître même cette influence morale, que produit sur la volonté de l'employé le magasin tenu par l'employeur.

Cependant, si par l'entière garantie de cette liberté les dispositions nouvelles des art. 75, 76, 77 et 105, 107, du Code du Travail sur les économats sont venues compléter la réglementation du mode de paiement des salaires, elles sont par certains joints en contradiction avec elle. « Les salaires des ouvriers et employés doivent être payés en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal, nonobstant toute stipulation contraire à peine de nullité », déclare le législateur dans l'art. 43. En contradiction avec le caractère absolu de cette prescription, le paragraphe 2 de l'art. 75 édicte au contraire qu'il pourra être dérogé à ce mode de paiement : « cette interdiction ne s'étend pas au contrat de travail, si ce contrat

stipule que l'ouvrier sera logé et nourri et recevra en outre un salaire déterminé en argent, ou si pour l'exécution de ce contrat l'employeur cède à l'ouvrier des fournitures à prix coûtant ». Il est ainsi permis de revenir à certaines pratiques, dont les nécessités de fait ou des traditions légitimes justifient l'existence. Le patron pourra fournir à ses ouvriers, soit le logement et la nourriture, soit les matières premières ou instruments nécessaires au travail, à condition, pour les premiers, d'avoir été prévus dans le contrat de travail, pour les seconds, d'être livrés à prix coûtant.

De telles contradictions entre les prescriptions du Code du Travail, édictées à quatre mois d'intervalle, les unes dans la loi du 7 décembre 1909, les autres dans celles du 25 mars 1910, sont regrettables ; elles résultent de projets hâtivement votés, sans étude approfondie. C'est d'ailleurs l'inconvénient de lois fragmentaires dans une même matière, de manquer d'harmonie.

Les dispositions des art. 75 et suivants du Code du Travail constituent un progrès marqué dans la protection du salaire et de la liberté de consommation de l'ouvrier.

La suppression des économats est évidemment la mesure la plus absolue : les législations étrangères se sont jusqu'à présent contentées de les régler étroitement pour en faire disparaître le truck-system, mais aucune de ces réglementations n'a donné des résultats très satisfaisants et n'a mis fin à la pratique des abus.

Les rapports des inspecteurs du travail ne laissent aucun doute sur ce point.

En Belgique, par exemple, les rapports sur la loi de 1887, si complète cependant, mentionnent à chaque ligne que la loi a été tournée et que les infractions connues échappent à la possibilité d'une poursuite.

Dans les boutiques tenues par des contremaîtres, « la contrainte est certaine, mais elle est très difficile, presque impossible à établir. Il serait donc à désirer que la loi interdise à ceux-ci tout commerce, en rendant les patrons responsables des infractions à cette interdiction » (1).

En Angleterre, il est constaté que le truck-system n'a disparu que dans les régions où il a été vigoureusement combattu par les Trade-Unions.

En France, la prohibition de la retenue sur les salaires, dénuée de toute sanction, ne donna aucune amélioration : l'obligation de payer les salaires en monnaie courante laissait subsister de nombreux abus : elle n'atteignait pas la contrainte patronale, directe ou indirecte, expresse ou tacite, cette lacune permettait au patron d'éluder les autres précautions.

Ajouter à cette réglementation des prescriptions nouvelles, c'était arriver à une complication très grande, sans réaliser un progrès très sensible ; il fallait changer le principe même : c'est ce qu'on fit en établissant l'interdiction générale de tout commerce de denrées entre employeurs et employés,

(1) Legay, op. cit., p. 163.

sauf à conserver exceptionnellement les cas où la pratique en est irréprochable.

Alors que les législations étrangères cherchaient des améliorations par des réglementations de plus en plus complètes, l'idée de cette interdiction générale germait en France depuis longtemps.

De nombreux projets ont, en effet, été présentés, nous l'avons vu, pour la suppression des économats, qui, demandée avec une persévérante obstination, a été enfin votée le 25 mars 1910.

Les abus coupables des économats étaient connus et l'opinion soutenue par les socialistes, que ces abus sont inhérents à l'institution, fut admise par beaucoup et mollement combattue par ses adversaires.

Les discours de MM. Zévaès, Coutant et Flayelle firent sur la Chambre une profonde impression.

Le Sénat fut convaincu de la nécessité de la suppression par l'enquête de 1908, dont les résultats furent utilisés par M. Pouille dans son rapport.

Celui-ci cite une description déjà ancienne, mais particulièrement exacte et frappante des griefs contre les économats, faite en 1890 par la Chambre de commerce de Douai: « 1° Si les économats sont fondés en principe pour fournir aux ouvriers des denrées de bonne qualité, à bon marché, il est permis de craindre que des abus se produisent et que l'on s'attache moins à rechercher ce but louable qu'à se créer une source de profits, d'autant plus abondants que les chances de pertes n'existent pas, puisque leurs paiements sont intégralement garantis par la totalité des salaires des acheteurs.

2° Ce droit que s'accordent les économats de retenir les salaires, en payement des marchandises, crée à ces institutions une situation privilégiée par rapport au commerce, qui ne peut manquer de souffrir de l'accaparement inévitable de ces établissements ; or, les commerçants ont droit à toutes les sympathies.

3° Au point de vue social, les économats sont mauvais : nous constatons qu'ils sont quelquefois la cause de graves conflits entre patrons et ouvriers. De plus, dans certains cas de chômage, l'ouvrier peut rencontrer de sérieux embarras pour se procurer des denrées en dehors des économats » (1).

« L'économat, déclare par ailleurs M. Poulle, est trop souvent une cause de malaise, de désordre, de conflit entre l'ouvrier et le patron. » « C'est aussi une cause de suspicion », ajoute M. Tournon, sénateur et industriel.

Et, en effet, même lorsqu'il est une œuvre de patronage, l'économat est une cause de suspicion. Cet argument fit tomber les dernières hésitations et c'est par une majorité, qui comprenait la presque unanimité de ses membres, que le Sénat, comme l'avait fait la Chambre, décida la suppression des économats.

Le Parlement, dans son désir d'assurer la pleine liberté des travailleurs, en prononçant l'interdiction de toute vente par le patron à ses ouvriers, n'hésita cependant pas à apporter à ce principe deux impor-

(1) *Journal Officiel*. Sénat. Débats. 25 février 1910, p. 311.

tantes exceptions : l'une concernant les éconômats des compagnies de chemins de fer, l'autre les établissements industriels administrés par leurs ouvriers.

En ce qui concerne les éconômats de chemins de fer, nous avons vu : qu'ils rendaient les plus grands services aux agents, que parmi les griefs généralement opposés aux éconômats ordinaires, aucun ne pouvait sérieusement être soutenu contre eux ; qu'il n'existait pas du fait de leur existence l'influence morale inhérente aux éconômats de patronage eux-mêmes, et qu'en tout cas il ne serait pas possible de suppléer en un jour à leur action bienfaisante par celle des coopératives.

Le Parlement a donc cru devoir leur conserver une existence provisoire, qui prendra fin à mesure que la coopération sera en état de les remplacer.

En les conservant, il les a entourés de prescriptions sévères qui doivent les garantir contre les vices et les abus.

Les éconômats des chemins de fer sont maintenus aux trois conditions :

1° Que le personnel ne soit pas obligé de s'y fournir. Et, en fait, les compagnies laissent leur personnel absolument libre, n'ayant du reste aucun intérêt à voir s'agrandir la clientèle de magasins qui, loin de leur donner des bénéfices, exigent d'elles des sacrifices souvent importants.

2° Que la vente des denrées et marchandises ne rapporte à l'employeur aucun bénéfice.

Cette seconde condition est, nous venons de le

dire, observée elle aussi : elle légitime le maintien des économats vis-à-vis de ceux des employés, qui pourraient suspecter l'institution ; elle le légitime aussi vis-à-vis des commerçants, dont les attaques incessantes ne ménagèrent pas cette institution.

3° Que l'économat soit géré sous le contrôle d'une commission composée pour un tiers au moins de délégués élus par les ouvriers et employés du réseau.

Le Sénat ramena au minimum d'un tiers le nombre des délégués, que la Chambre, dans son projet, voulait voir en majorité dans la commission.

Ce quantum semble plus logique : composer la commission d'une majorité d'ouvriers, c'est imposer aux compagnies de remettre purement et simplement leurs économats aux mains de leur personnel : elles ne l'admettraient sans doute pas et supprimeraient leurs magasins. La Compagnie d'Orléans déclare, en effet, à l'enquête : « On ne saurait accepter que l'administration des économats soit abandonnée à un conseil composé en majorité de membres élus.

Les économats des administrations de chemins de fer constituent des institutions très importantes, comme le reconnaît l'honorable rapporteur du Sénat.

Leur fonctionnement nécessite un gros fonds de roulement et un personnel nombreux. En ce qui concerne l'économat de la Compagnie d'Orléans, le chiffre d'affaires s'est élevé en 1908 à six millions et demi, le fonds de roulement atteint environ deux millions ; le personnel employé, tant à Paris qu'en

province, représente trois cents agents. On comprend qu'il ne soit pas possible à une compagnie de chemins de fer, responsable devant ses actionnaires d'abandonner à un conseil d'administration absolument irresponsable la gestion d'un capital de deux millions et de laisser en dehors de son action un personnel de trois cents agents ayant les mêmes droits et les mêmes obligations que le restant du personnel du réseau » (1).

La compagnie conclut en disant que d'imposer une telle condition, ce serait vouloir la suppression des économats.

Il n'est cependant pas fatal que l'administration des ouvriers soit mauvaise : l'économat des vivres du magasin du réseau de l'Etat est bien géré par une commission composée en majorité de délégués ouvriers : son fonctionnement est très satisfaisant.

Mais il serait cependant exagéré que la gestion par les ouvriers soit imposée aux compagnies : il est plus légitime de ne leur imposer, que la participation de ceux-ci à l'administration de l'économat, leur laissant la liberté d'abandonner aux intéressés la direction ou même la totalité de cette administration.

Le concours des ouvriers à l'administration, dans la proportion indiquée par le législateur, était en tout cas nécessaire : ces délégués pourront contrôler le fonctionnement de l'économat : ils verront si les prescriptions légales sont observées, si les intérêts ouvriers sont sauvegardés, ils dénonceront et empê-

(1) *Bulletin de l'Office du Travail*. Janvier 1910, p. 41.

cheront les abus. Connaissant les besoins de la clientèle, puisque eux-mêmes en font partie, ils pourront donner d'utiles indications sur les approvisionnements, signaler les défauts, indiquer d'heureuses modifications.

Il est en effet désirable que par cette participation la classe ouvrière fasse son éducation économique, qu'elle profite de ces occasions pour exercer son action, prendre de l'expérience et devenir apte à remplir un rôle pour lequel elle n'est pas encore bien prête.

C'est de cette idée d'organisation de la classe ouvrière, qu'était inspiré M. Millerand, lorsqu'il a proposé que, par un referendum celle-ci, fasse tous les cinq ans connaître son opinion sur la suppression ou le maintien des éconômats. Cette mesure a une haute portée sociale : elle dépasse la question des éconômats. En la proposant, M. Millerand déclarait obéir à cette double préoccupation qui doit inspirer toute loi sociale : donner à l'activité de la classe ouvrière un objet précis, concret; lui permettre de s'occuper de réalités et arriver à l'organiser.

De telles consultations permettent aux ouvriers organisés de faire connaître leur opinion motivée. Dans la pensée de M. Millerand, elles devraient être généralisées, étendues à toutes les usines, et porter sur tout ce qui concerne les conditions du travail; elles doivent être entourées de sérieuses garanties pour établir la liberté et la sincérité du vote.

En ce qui concerne les éconômats des chemins de fer, les compagnies, si elles veulent les

conserver, devront donc les maintenir dans de telles conditions, que leur utilité soit toujours appréciée par le personnel. Celui-ci pourra en demander le maintien, et il le fera jusqu'au jour, où se sentant suffisamment organisé, il pourra obtenir par ses propres moyens et en toute indépendance les avantages, que lui procurait l'économat.

La seconde exception, dont nous avons parlé, concerne les économats annexés aux établissements industriels, dépendant de sociétés dans lesquelles le capital appartient en majorité aux ouvriers et employés, retraités ou non, de l'entreprise, et dont les assemblées générales seront statutairement composées en majorité des mêmes éléments.

On ne saurait, en effet, penser que les ouvriers étant propriétaires et directeurs de l'établissement eussent l'idée de chercher à faire un bénéfice sur eux-mêmes.

Un économat ne peut présenter les inconvénients ordinaires, quand la personnalité des employeurs qui l'administrent se confond ou presque avec celle des employés.

L'application des prescriptions que nous venons d'étudier est assurée par les art. 105 et 107 du Code du Travail.

Les Inspecteurs du Travail, concurremment avec les officiers de police judiciaire, doivent poursuivre les infractions à la loi. Visitant régulièrement et avec des attributions définies les usines et entreprises, ils peuvent seuls, en effet, constater ces infractions. Les ouvriers, par un sentiment de crainte bien

naturel, hésiteraient à dénoncer les abus ; ils pourraient donner d'utiles indications aux inspecteurs, dont la mission ne sera pas facile dans de nombreuses circonstances.

Les infractions aux art. 75, 76, 77 sont passibles d'une amende de 50 à 2,000 francs, qui pourra être portée à 5,000 francs en cas de récidive.

Le juge, par son pouvoir d'appréciation, aura à distinguer, les cas où les abus se manifesteront d'une façon constante et sous une forme organisée, de ceux où la vente de marchandises par le patron à ses ouvriers sera accidentelle, et où elle se fera dans des conditions modérées. Dans ces derniers cas, le caractère de l'infraction ne saurait justifier une amende très élevée : un patron qui fournit à ses employés des denrées à prix coûtant et qui tombe par là sous le coup de la loi, n'est certainement pas gravement répréhensible.

Telle est la législation sur les économats et sur le truck-system, puisque c'est sous la forme des économats que celui-ci s'est manifesté en France.

Cette législation, qui était constituée par les trois lois de 1895, 1909, 1910 est actuellement répartie dans le Livre I du Code du Travail. Elle est plus complète et plus avancée que les législations étrangères, puisque seule elle interdit les économats et tout fait de vente par l'employeur à l'employé. Elle constitue contre le truck-system et ses abus une défense vigoureuse : il reste à se demander, si celui-ci ne viendra pas, sous un autre aspect ou par les fissures inévitables dans toute législation, continuer

son action malfaisante, et parasite indestructible, s'attacher au salaire et le ronger, malgré les précautions prises soit par le législateur, soit par les travailleurs eux-mêmes.

II. — LA SUPPRESSION DES ÉCONOMATS. SON APPLICATION.

Dans la législation sur les économats, l'art. 75 du Code du Travail édicte : « Il est interdit à tout employeur d'annexer à son établissement un économat... »

Puis l'art. 76 : « Tout économat doit être supprimé dans un délai de deux ans à dater du 25 mars 1910 ».

Cette législation devenait donc immédiatement applicable pour ce qui concerne la création d'économats nouveaux, cette création étant interdite, et pour toutes ses autres dispositions, sauf pour la suppression des économats existants, pour laquelle un délai de deux ans, à partir du 25 mars 1910, était accordé.

Ce délai était nécessaire pour la liquidation des magasins, pour l'écoulement des marchandises, et aussi pour la constitution, l'organisation des coopératives destinées à remplacer les économats.

Que faut-il entendre par le mot : économat inséré dans la loi ?

D'après la pensée du législateur, ce mot doit être pris dans son sens le plus large : l'économat est un magasin destiné au personnel d'un établissement ou

d'une entreprise, et annexé à cette entreprise ou à cet établissement.

L'existence d'un économat suppose une vente de marchandises, avec « une organisation régulière et commerciale de cette vente ». Il n'est pas nécessaire que cette vente rapporte un bénéfice à l'employeur, pour qu'elle tombe sous l'interdiction établie par la loi, il suffit qu'il y ait fourniture à titre onéreux.

Un magasin de denrées ou de vêtements créé et administré par un employeur pour les besoins de son personnel conserverait le caractère d'économat, quand bien même il serait accessoirement ouvert au public : la nature du magasin est déterminée par le caractère principal.

Il faudrait donc pour qu'un magasin n'ait pas le caractère d'économat, que la vente au personnel de l'établissement, dont il dépend, ne soit qu'une vente accessoire, accidentelle, faite sans aucune pression.

Le fait pour ce magasin d'être établi dans un local attenant à l'établissement, local devant lequel les ouvriers seraient obligés de passer fréquemment, devrait le faire tomber sous le coup de l'interdiction; toute vente par l'employeur à l'employé ne pouvant, hors les cas prévus par le législateur, être admise que d'une façon tout à fait exceptionnelle.

« Il n'est pas douteux que les aliments préparés ou non sont compris sans contestation possible dans l'expression « denrées ou marchandises ». Il s'en suit que lorsque des employeurs, contre rétribution, fournissent d'une façon régulière et non accidentelle à

toutes leurs ouvrières ou à certaines d'entre elles, leurs repas tout préparés ou certains aliments, il y a là l'organisation régulière de vente de marchandises, qui est la caractéristique de l'économat⁽¹⁾ ». Ce passage de la lettre ministérielle adressée à un président d'association de filateurs, mouliniers et tisseurs de soie concerne la nourriture, que beaucoup de ces industriels fournissent avec le logement à leurs ouvrières.

En effet, M. Barral, Inspecteur divisionnaire à Lyon, cite dans son rapport en 1910 une longue liste, 80 environ, d'établissements fournissant à leurs ouvriers tout ou partie de la nourriture, moyennant une somme d'argent ⁽²⁾.

La même solution s'applique, d'après la lettre ministérielle, à la vente d'autres denrées ou marchandises, telles que vin, limonade, chocolat, étoffes. . .

Les employeurs, qui pratiquent ce genre de fournitures, sont beaucoup plus nombreux que ceux, qui instituent des économats proprement dits, avec une organisation complète et perfectionnée.

Ils sont soumis à la loi et comme l'indique la même lettre ministérielle, ils auront le 25 mars 1912 à choisir entre trois solutions :

1) Renoncer à vendre dans leurs établissements la nourriture ou d'autres marchandises à leurs ouvriers. Ils pourront évidemment leur remettre gra-

(1) Lettre ministérielle du 27 décembre 1910.

(2) Rapport sur l'application des lois réglementant le travail en 1910, p. 314.

tuitement les mêmes denrées ou leur laisser la disposition d'un local ;

2) Organiser une société coopérative de consommation ;

3) Passer avec leurs ouvriers des contrats de travail, stipulant qu'ils seront nourris gratuitement et recevront en outre un salaire déterminé en argent.

Sont en effet licites les prestations en nature, qui s'ajoutent au salaire payé en argent et sont prévues dans le contrat de travail. Dans ces conditions, la nourriture et le logement, prévus par la convention ou par l'usage, pourront être fournis par le patron.

Ne saurait être considéré comme tenant un économat un industriel, qui, par sa profession habituelle, fabriquerait des objets déterminés et en remettrait à ses ouvriers moyennant une rémunération.

Un magasin de confections, qui vend des vêtements à ses ouvriers, une société minière qui leur vend du charbon, un agriculteur, qui leur vend ses produits, ne font pas acte d'économat et échappent à la loi.

De même pour un industriel, qui, ayant acheté une grosse quantité de matières premières en vue de sa consommation, en cède une certaine partie, à prix coûtant et accessoirement, à ceux de ses employés, qui le lui demandent.

Ces pratiques ne sont pas des faits d'économat, parce qu'elles ne sont pas caractérisées par une organisation régulière et commerciale de la vente.

D'autre part la vente, par l'employeur à ses em-

ployés, des matières et instruments nécessaires au travail : huile, poudre, outils, fil, aiguilles, mèches, est autorisée, à la condition d'être faite au prix courant : elle répond à des nécessités de fait et facilite le travail.

Par l'interdiction de « la vente indirecte », le législateur a visé les cas, où un magasin est créé et dirigé par « une personne se trouvant vis à vis du propriétaire de l'établissement principal dans un état de dépendance assez étroite pour qu'il y ait une sérieuse présomption d'interposition de personnes (1) ». Tout magasin tenu par la femme, le fils... du propriétaire de l'établissement principal ou par son préposé ou employé et présentant par ailleurs les caractères d'un économat doit être considéré comme tel.

La vente de marchandises faite par l'employeur à la famille de ses ouvriers est aussi interdite, car il y aurait là un moyen facile de tourner la loi.

Enfin, est encore interdit le fait pour un patron d'obliger ses ouvriers à se fournir de marchandises chez un commerçant accrédité ; des infractions ont déjà été constatées à cette interdiction. Dans une importante fabrique de chaussures de la région du Nord, l'Inspecteur du Travail a relevé « la présence, dans les différents ateliers, d'affiches par lesquelles il était recommandé aux ouvriers de se fournir autant que possible dans une épicerie du pays, qui se fournissait à son tour de chaussures à l'usine » (2). Une

(1) Circulaire du 10 septembre 1910.

(2) Rapp. cit. 1910, p. 160.

autre forme de pression est signalée par le même Inspecteur : « Les ouvrières, qui dans la région entre Arras et Douai, travaillent pour les fabricants d'équipements militaires, ont des salaires minimes. La presque totalité des représentants des patrons, des entrepreneurs sont des commerçants, qui exigent de ces ouvrières, si elles veulent avoir du travail, qu'elles prennent chez eux en marchandises tout ce qu'elles gagnent.

Certains de ces commerçants fixent même le pourcentage des produits à acheter, de façon à être toujours assurés d'un certain gain » (1).

Restent cependant licites les cantines, dont la nécessité est évidente dans certains cas, par exemple lors de l'établissement de chantiers importants, mais organisés pour un travail de courte durée.

Le législateur n'a pas eu l'intention de les interdire, à condition qu'elles fonctionnent en dehors de toute ingérence patronale : et à condition aussi que quelque soit le commerçant qui les exploite, le patron n'oblige en aucune façon ses ouvriers à les fréquenter (2).

« Il existe des cantines dans beaucoup d'établissements industriels, dans les briqueteries notamment, déclare M. Boulin dans son rapport sur 1910 ; ces cantines sont généralement gérées par un tenancier locataire ou par un contremaître de l'usine. Jusqu'à maintenant le service s'est borné à exiger que le paiement des salaires ne soit effectué ni dans la can-

(1) Rap. cit. (Boulin), 1910, p. 160.

(2) J. O. Ch. Ann. n° 384. Rap. Puech sur l'exercice 1911.

tine, ni par le cantinier : ce qui était autrefois la coutume courante. »

Supprimer et interdire les économats sera d'une réalisation difficile ; beaucoup de cas répréhensibles échapperont à la loi, et bien souvent par exemple des coopératives ne seront que des économats déguisés, sans qu'on puisse cependant déterminer leur véritable nature.

Les Inspecteurs du Travail sont et seront maintes fois embarrassés. M. Barral, à Lyon, écrit : « Il est quelquefois difficile d'établir le départ entre une coopérative et un économat. Un inspecteur a constaté dans une localité de la Haute-Savoie l'existence d'une coopérative constituée par actions entre les ouvriers employés d'un établissement industriel important, dont le directeur et le caissier sont en même temps président du Conseil d'administration et administrateur délégué, ce dernier étant chargé de la comptabilité et de la caisse. La comptabilité est tenue à l'usine, et les jours de paye les ouvriers passent d'un guichet, où ils viennent de toucher leur salaire, à un deuxième, où ils s'acquittent de leur dette envers la coopérative.

Cependant, l'Inspecteur a pu examiner la comptabilité et se rendre compte qu'un grand nombre d'ouvriers ne faisaient pas partie de la société. Dans ces conditions, il ne paraît pas possible de demander la suppression de cette institution, l'ingérence de la Compagnie propriétaire de l'usine n'ayant pas été constatée » (1).

(1) Rapp. cit. p. 314, 1910.

D'un autre côté, M. Herbo, Inspecteur divisionnaire à Toulouse, signale : « Les ouvriers de la verrerie d'Albi ont fondé, en 1902, sous le nom « d'Aurore sociale », un établissement qui comprend une buvette, épicerie, boulangerie.

Cette organisation est indépendante de la verrerie ouvrière, car l'une et l'autre ont une administration distincte. Cependant, en vertu d'un article des statuts, le montant des dettes contractées à l'Aurore sociale est touché par imputation sur les salaires de la verrerie. L'Aurore sociale transmet à la verrerie les bons de livraison au nom de ses clients verriers et le montant est directement acquitté par la caisse de la verrerie à celle de l'Aurore sociale. C'est donc là la caractéristique d'un économat » (1).

Dans ces cas douteux, il sera toujours facile au patron de ne pas laisser de traces manifestes de ce qui, dans son institution, pourrait la faire considérer comme un économat, et les Inspecteurs du Travail, qui connaîtront l'existence de l'infraction, ne pourront réunir les preuves nécessaires à sa poursuite.

Si dans certaines circonstances, la législation sur les économats n'empêche pas l'employeur de pratiquer illégalement le truck-system, il en est d'autres, par contre, où elle aura des conséquences regrettables, en faisant disparaître des œuvres philanthropiques, utiles aux intérêts ouvriers. Il est d'un usage fréquent dans les industries, dont les ouvriers et ouvrières viennent de longues distances, de leur pré-

(1) Rapp. cit. 1910, p. 255.

parer la soupe du matin, qu'on leur livre moyennant une minime rémunération, souvent inférieure au prix de revient (un sou par exemple). A moins de la faire gratuitement, les patrons devront cesser de pratiquer cette fourniture.

Dans le cas où l'économat était utile et rendait de réels services à l'occasion de travaux temporaires et importants dans une région inhabitée (construction d'un pont.....), l'établissement d'une cantine ou d'une coopérative, n'ayant pas les facilités qu'accordaient les patrons à leurs économats, rencontrera de gros obstacles, qui décourageront les organisateurs ou les obligeront à débiter leur marchandise à des conditions onéreuses pour les ouvriers.

C'est un cas de ce genre, que signale dans son rapport, en 1910, M. Caltaux, ingénieur en chef des Mines à Toulouse : « Les économats des carrières de talc de Vernaux et Montferrier approvisionnent des carrières situées à une altitude élevée, qui par conséquent ne travaillent que l'été et sont forcées de loger sur place leurs ouvriers.

Les économats ont pour but de fournir à ceux-ci, ainsi isolés pendant plusieurs mois en pleine montagne, toutes les denrées nécessaires à l'existence, denrées qui sont montées gracieusement aux carrières par le moyen de câbles de transport et livrées par l'exploitant aux ouvriers à prix coûtant. Le service des mines a procédé le 29 septembre à une enquête sur place relative au fonctionnement de ces économats : il en résulte que les ouvriers en sont satisfaits et ne verraient pas d'un bon œil leur sup-

pression. Cela se comprend : les entreprises qui sont florissantes et ne souffrent guère que du manque de main-d'œuvre ont tout intérêt à bien nourrir leur personnel.

D'autre part, si on supprimait les économats, les nouveaux fournisseurs devraient faire monter les denrées à dos de mulet et on peut compter que les ouvriers paieraient la nourriture deux fois plus cher. Nous sommes donc d'avis que la situation particulière de ces exploitations rend impossible la suppression des économats qui y fonctionnent ou plus exactement nous regrettons que les termes de la circulaire ministérielle du 10 septembre 1910 nous forcent à définir « économat », ce qui est en réalité un service de ravitaillement de montagne » (1).

Évidemment, l'interdiction de tout commerce de denrées, entre patrons et ouvriers, aura des conséquences regrettables ; évidemment, elle laissera dans beaucoup de circonstances subsister les abus qu'elle devait atteindre : mais il semble cependant que plus que toutes les réglementations, dont nous avons constaté l'insuffisante efficacité, à l'étranger surtout, elle donnera des résultats appréciables dans la lutte contre le truck-system. Interdire à l'employeur toute vente à ses ouvriers, c'est lui enlever la tentation de spéculer sur eux, la possibilité de faire le mal sous prétexte de faire le bien. Nous ne pouvons encore constater les effets d'une législation récemment appliquée : il semble probable qu'ils seront

(1) Rapp. cit. 1910, p. 453.

heureux. En tout cas, la suppression des économats a été favorablement accueillie par ceux qui vont bénéficier de la protection de cette mesure, par les travailleurs, qui la réclamaient depuis longtemps. Mais il ne faut pas qu'ils oublient que toute législation n'a qu'une efficacité relative et qu'eux seuls peuvent suppléer à cette insuffisance.

Nous avons remarqué qu'en Angleterre le truck avait rapidement et complètement disparu des régions où fonctionnent les associations ouvrières, les Trade Unions.

Ceci doit être un exemple : des associations ouvrières puissamment et rationnellement organisées constitueraient en face du patron une force capable de lutter à armes égales. Ce que des revendications isolées n'obtiennent pas, les revendications collectives l'obtiendront : là où le contrat individuel de travail n'est pas observé, le contrat collectif le serait.

Par un contact permanent avec le patron, l'association ouvrière pourrait surveiller l'action de celui-ci : l'accueillir, quand elle serait bienfaisante, la repousser, quand elle serait mauvaise ; et avec une souplesse, qui manque aux prescriptions légales, elle permettrait d'utiliser, sans crainte des abus, cette collaboration, qui pourrait être heureuse entre patrons et ouvriers.

Il y a là pour la classe ouvrière matière à exercer son activité. Les syndicats ouvriers trop souvent se dépensent en vaines agitations politiques et oublient qu'en restant dans leur rôle de défense des intérêts

professionnels, ils pourraient avoir une action fertile et bienfaisante, qui leur permettrait de se dire les véritables champions de la cause des travailleurs.

CONCLUSION

La suppression des économats est une conséquence de la tendance générale, qu'a actuellement la classe ouvrière à vouloir faire elle-même ses affaires.

En effet, le patronage, assistance accordée par un employeur à son personnel, pour lui rendre, en dehors de l'atelier ou de l'usine, la vie plus facile ou plus agréable, est en décroissance marquée, non pas tant peut-être parce que les patrons se désintéressent d'une façon complète du sort de leurs ouvriers, mais parce qu'il y a de la part de ceux-ci un sentiment général de défiance contre tout ce qui ressemble à une influence personnelle du patron, et aussi parce que l'intervention de plus en plus grande de l'Etat dans la solution des difficultés sociales et dans la protection ouvrière, rend plus difficile par la réglementation, mais surtout moins utile par cette protection, l'exercice de tout patronage. Le mouvement actuel se produit en sens inverse de celui préconisé par Le Play, qui recherchait dans l'influence

et les sacrifices volontaires des chefs d'entreprises la base du progrès social et la source de l'élévation du niveau matériel et moral des classes populaires, et qui espérait réaliser « l'harmonie sociale ». Le patronage semble n'être devenu que « le système du passé » : ses traditions sont profondément ébranlées, délaissées ou méconnues ; et l'ouvrier aujourd'hui a soif d'indépendance : il n'est plus décidé à se laisser diriger, lors même que ce serait pour son bien ; toute tutelle, même bienveillante, le révolte comme une atteinte à la liberté. Il ne croit d'ailleurs plus à la générosité désintéressée du patron, et comme nous l'avons vu pour les économats, cette défiance n'est malheureusement pas sans fondement. Aussi, n'est-ce pas sans de bonnes raisons que les travailleurs se rendent compte qu'ils doivent faire leurs affaires par eux-mêmes.

Cependant il ne faut pas oublier, que, pour cela, ils ont besoin de qualités d'initiative et d'expérience, qui leur font trop souvent défaut. Et c'est à cette œuvre d'éducation que doit actuellement s'employer l'action patronale unie à l'action légale, dans le but de développer et de réaliser ces tendances à une organisation plus complète, plus pratique et plus rationnelle des classes ouvrières.

Au cours de cette organisation, l'action patronale doit dépouiller toute allure autoritaire. Faisant participer les ouvriers à l'administration des institutions, qui les intéressent, elle doit arriver, s'effaçant elle-même, à laisser à l'action ouvrière l'apparence, puis progressivement toute la réalité de cette administra-

tion. Par le moyen de cette organisation pratique, le personnel ouvrier, ayant acquis les qualités de compétence et de probité individuelles, s'étant familiarisé avec les habitudes d'initiative et de responsabilité, sans lesquelles on ne peut compter faire œuvre durable, pourra réaliser son idéal d'indépendante amélioration, ne conservant plus comme appui de son édifice social qu'une solidarité bien comprise.

Cette évolution semble bien avoir été suivie dans la question des éconômats.

La transformation de ces institutions en sociétés coopératives de consommation, réalisée depuis longtemps déjà par certains patrons éclairés et prévoyants, a été favorisée par la législation; le délai de deux ans, accordé pour la suppression des éconômats existants, devant permettre la constitution de sociétés coopératives de consommation, qui viendraient à leur place et avec l'assurance d'une existence déjà éprouvée, continuer sous une autre forme la réalisation des idées généreuses, qui les avaient inspirés.

Si on voulait suivre de telles idées, « les réformes sociales, écrit M. Henri Guérmet, s'accompliraient progressivement, avec une continuité opportune et à peine sensible, en ménageant les habitudes et les intérêts respectables : les vieilles institutions mourraient d'une belle mort, à leur heure, quand d'autres seraient prêtes à les remplacer !

Bien des secousses, bien des révolutions seraient économisées » (1).

(1) *Revue socialiste*, 1907.

Les éconômats sont morts ; il appartient maintenant à la coopération de réaliser des espérances, dont le patronage n'a pu faire des réalités.

Les sociétés coopératives de consommation se proposent par les achats en gros et la suppression des intermédiaires de faire vivre, à salaire égal, les ouvriers, qui en font partie, mieux et à meilleur compte que les ouvriers indépendants.

Distribuant généralement leurs bénéfices sous forme de bonis, elles favorisent l'épargne et par elle les institutions de prévoyance et de solidarité.

Mais surtout, considérant le développement de l'éducation et de la valeur personnelle de chacun des associés à la fois comme un but et comme un moyen, elles permettent à ceux-ci d'améliorer leur situation matérielle et morale, sans autre concours que celui de leur mutuelle assistance, sans autre force que celle de leur solidarité.

Le développement des sociétés coopératives de consommation, malgré l'hostilité du commerce, a été remarquable. Leur nombre et leur chiffre d'affaires s'accroît régulièrement : de 1909 à 1911 le nombre des sociétés de consommation en France s'est élevé de 2706 à 2872, le nombre des sociétaires de 742.000 à 805.000, le chiffre des ventes de 236.600.000 à 260.800.000 francs (1).

Cependant certains obstacles s'opposent à ce développement : le défaut de capital et surtout le défaut d'éducation économique de la classe ouvrière. Ces

(1) Ch. Gide, *Almanach de la Coopération pour 1912*, p. 13.

obstacles ne sont pas insurmontables en ce qui concerne la question des éconômats : ils seront cause que pendant un certain temps les sociétés coopératives de consommation ne parviendront qu'imparfaitement à remplir le vide, laissé par la suppression des magasins patronaux ; nous espérons que bientôt la coopération dégagée de toute entrave permettra aux classes ouvrières d'atteindre leur idéal, qui est de réaliser par elles-mêmes leur amélioration matérielle et morale.

C'est en toute certitude que nous pourrons alors dire avec Léon Say : « Les éconômats sont des établissements d'une utilité incontestable, mais on a pu dire, non sans raison, qu'ils ne forment qu'une étape où l'on s'arrête, avant la forme définitive, à laquelle il faut tendre et qui parait devoir être la société coopérative de consommation (1) ».

(1) Léon Say, Rapport général du groupe de l'Economie sociale à l'Exposition de 1889, p. LXXXVIII.

Vu :

Lyon, le 7 Mai 1912.

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,
P. PIC.

Vu :

Lyon, le 7 Mai 1912.

LE DOYEN DE LA FACULTÉ,
FLURER.

Vu et permis d'imprimer :

Lyon, le 9 Mai 1912.

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE,
P. JOUBIN.

BIBLIOGRAPHIE

- P. PIC. — Traité élémentaire de Législation Industrielle, 1909.
— La question des salaires devant le Parlement. (Conférence, 1895).
- CH. GIDE. — Cours d'Economie politique, 1909.
— Sociétés coopératives de consommation.
— La coopération.
- CAUWÈS. — Cours d'Economie politique, 1893.
- COLSON. — Cours d'Economie politique, 1907.
- P. LEROY-BEAULIEU. — Traité d'Economie politique. 1900.
- CH. MORISSEAUX. — La Législation du Travail, 1895.
— Rapport sur les abus, qui se commettent dans le payement des salaires, (Enquête de la commission du travail Belge, 1886. T. III).
- LAMBERT. — Essai sur la protection du salaire, 1897.
- LEVASSEUR. — Salariat et Salaires, 1909.
- BODEUX. — Etude sur le contrat de travail, 1896.
- CHEYSSON. — Rapport sur les Institutions patronales à l'exposition de 1889.
— Communication à la Société d'Economie politique.
- LÉON SAY. — Rapport général du groupe de l'Economie sociale à l'exposition de 1889.
- H. VALLEROUX. — Du contrat de travail.
- H. BRICE. — Les Institutions patronales, 1895.
- LE PLAY. — La réforme sociale en France, 1866.

LYON-CAEN. — Rapport au ministère du commerce et de l'industrie, 1890.

LÉON JACQUES. — Les Economats patronaux, 1903.

LANSARD. — Les Economats, 1908.

RECLUS. — Les Economats dans l'industrie des chemins de fer en France, 1908.

BENDER. — Du salaire effectif, 1898.

COSTE. — Les institutions patronales de la Compagnie des chemins de fer du Midi, 1909.

SÉNÉCHAL. — Les institutions patronales des grandes compagnies de chemins de fer 1904.

RECORBET. — Etude historique et législative du payement des salaires en nature, 1899.

LEGUAY. — La législation contre le Truck-system en Belgique, 1903.

— L'almanach de la coopération pour 1912.

— Instructions de la Compagnie des chemins de fer du Midi, 1901.

— L'Economiste Français : Juin, décembre 1907, mars 1910 (H. Valleroux, P. Leroy-Beaulieu, E. Rouland).

— La réforme sociale. Ann. 1884, 1886, 1888, 1890, 1892, 1906 et juin, août, septembre 1907.

— Revue critique de législation et de jurisprudence, avril et juin 1894 (Cabouat).

— Revue socialiste (Guermet), 1907.

— Revue d'Economie politique : Février 1910.

— Les lois nouvelles, 1909.

— Questions pratiques de législation ouvrière et d'Economie sociale, 1901, 1902, 1909, 1910, 1911.

— Revue de Psychologie sociale, juillet, août 1907.

— Bulletin de l'Office du Travail : Octobre, novembre, décembre 1909, janvier 1910 (Enquête).

— Bulletin de l'Inspection du Travail : Mars, septembre, décembre 1910.

— Rapports sur les lois réglementant le travail en France, 1910.

— Journal Officiel : Comptes rendus des débats et documents annexes de la Chambre et du Sénat, particulièrement 1899, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1909, 1910.

- Bulletin de l'Office international du travail : 1906, 1908, 1909.
 - Annuaire de la législation du travail (Belgique), 1902, 1904, 1906, 1907.
 - Rapports annuels de l'inspection du travail de Belgique, 1897.
-

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
PREMIÈRE PARTIE.	
CHAPITRE I. — Définition de l'économat.....	17
— II. — Le développement des économats.....	22
— III. — Le fonctionnement des économats.....	39
— IV. — La classification des économats.....	54
DEUXIÈME PARTIE.	
CHAPITRE I. — Les avantages des économats.....	63
— II. — Les inconvénients des économats.....	66
— III. — Les économats et le truck-system.....	79
— IV. — Les économats et le commerce local.....	89
TROISIÈME PARTIE. — Les économats des compagnies de chemins de fer.....	93
CHAPITRE I. — Organisation.....	94
— II. — Inconvénients. — Avantages.....	105
— III. — Les économats des compagnies de chemins de fer et le commerce local	111
— IV. — Les économats des compagnies de chemins de fer au point de vue social.....	121
— V. — Economats et sociétés coopératives de consommation dans les compagnies de chemins de fer.....	124
APPENDICE. — Situation générale des économats avant la suppression.....	132

QUATRIÈME PARTIE.

CHAPITRE I. — Les législations étrangères sur les économats.	151
— II. — Législation comparée.....	171
CINQUIÈME PARTIE. — Les économats et la loi en France.	175
CHAPITRE I. — Législation et propositions de loi.....	175
— II. — Etude de la législation sur les économats...	190
CONCLUSION.....	222
BIBLIOGRAPHIE.....	227

